

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Page
P.1	Indiquer la somme dépensée en 2023-2024 (prévisions pour 2024-2025) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer: a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahier des organismes
P.3	Pour 2023-2024, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	2
P.4	Pour 2023-2024, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant: a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	5
P.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	6
P.6	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	7
P.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2023-2024, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024; e) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	14
P.8	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2023-2024. Indiquer, pour chacune: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les résultats obtenus et les prévisions pour 2023-2024 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2023-2024.	57

Demande de renseignements		Page
P.9	Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	58
P.10	Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d'aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	61
P.11	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	63
P.12	Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	64
P.13	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	65
P.14	Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	66
P.15	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	67
P.16	Nombre total de juges, au 31 mars 2024, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	68
P.17	Dans la dernière année, pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	70
P.18	Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2022-2023 et en 2023-2024.	72
P.19	Nombre de plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2023-2024 et nombre de cas portés devant les tribunaux. Ventiler par nature de la plainte portée contre les juges.	73
P.20	Ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	74

Demande de renseignements		Page
P.21	Pour 2023-2024, pour chacune des sections du Tribunal administratif, fournir : a) la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.	Cahier TAQ
P.22	Pour 2023-2024, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement, de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) la moyenne de dossiers traités par chacun des membres.	Cahier TAQ
P.23	Pour 2023-2024, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif: a) nombre de régions visées; b) nombre de dossiers traités; c) nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	Cahier TAQ
P.24	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b) le nombre de postes vacants, incluant la date.	Cahier TAQ
P.25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P.26	Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).	75
P.27	Nombre de mandats accordés et refusés par l'Aide juridique en 2023-2024, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'Aide juridique. Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P.28	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2024.	Cahier CSJ
P.29	Pour 2023-2024, indiquer le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 du Règlement sur l'admissibilité juridique.	Cahier CSJ
P.30	Pour 2023-2024, fournir: a) le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique; b) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; c) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; d) le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique.	Cahier CSJ
P.31	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, et ce, pour 2023-2024.	Cahier CSJ
P.32	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, pour la dernière année financière, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P.33	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2024-2025.	Cahier CSJ
P.34	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2024, pour la Commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P.35	Bilan de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2014. Fournir les prévisions pour 2024-2025.	Cahier CSJ
P.36	État de situation, au 31 mars 2024, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action.	76

Demande de renseignements		Page
P.37	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser: a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.	77
P.38	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour 2023-2024, en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente.	93
P.39	Sommes ventilées et détaillées pour l'année 2023-2024, et prévisions pour 2024-2025, pour la sécurité dans les palais de justice, par palais de justice. Indiquer les actions mises en œuvre en 2023-2024 par la Table de sécurisation des palais de justice du Québec.	94
P.40	Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.	95
P.41	Produire le plan d'immobilisation (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement PQI 2018-2028.	96
P.42	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile – Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	97
P.43	Nombre de dossiers ouverts à la Division des petites créances. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de 3 000 \$ ou moins, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 3 001 \$ et 5 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 5 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	98
P.44	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances. Ventiler par palais de justice.	100
P.45	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale. palais de justice.	101
P.46	Concernant la Cour des petites créances, pour 2022-2023 et 2023-2024, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés: a) le nombre de dossiers ouverts; b) le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation; c) le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement.	103
P.47	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2023-2024, par région.	104
P.48	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.	105
P.49	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc).	106
P.50	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.	107
P.51	Au 31 mars 2024, le nombre de substituts du Procureur général relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	Cahier DPCP
P.52	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P.53	Pour les trois dernières années, la liste des procureurs cadres ayant fait l'objet d'une réaffectation.	Cahier DPCP
P.54	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.	108
P.55	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P.56	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 mars 2024.	Cahier DPCP
P.57	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délais déraisonnables depuis l'arrêt R c. Jordan rendu le 8 juillet 2016. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque dans les 6 prochains mois, 1 an, 2 ans.	Cahier DPCP
P.58	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2023-2024. Fournir tout document déposé et indiquer: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P.59	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	109
P.60	Copie des avis juridiques fournis par le DPCP à l'UPAC dans le cadre de l'enquête Mâchurer.	Cahier DPCP
P.61	Pour les trois dernières années, indiquer le nombre de dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'accusations par le DPCP.	Cahier DPCP
P.62	Indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 % de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14 \$.	114
P.63	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation / répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	115
P.64	État de situation, au 31 mars 2024, concernant la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada impliquant le Procureur général du Québec.	116
P.65	Pour 2023-2024, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C 25) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.	117
P.66	Pour 2023-2024, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en <i>quo warranto</i> intentées par le Procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.	118
P.67	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le MAMH ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P.68	Pour 2023-2024, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2024, de sa mise en œuvre.	119

Demande de renseignements		Page
P.69	Pour 2023-2024, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Rebâtir la confiance, déposé en 2020, et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2023, de sa mise en œuvre.	122
P.70	État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	123
P.71	État d'avancement des projets pilotes quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	126
P.72	Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	127
P.73	Fournir un échéancier complet quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	128
P.74	Nombre de procureurs embauchés ou sélectionnés pour répondre aux besoins du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Cahier DPCP
P.75	Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	129
P.76	État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2024-2025.	130
P.77	Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2023-2024.	131
P.78	Liste des ententes et des partenariats existant entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes.	132
P.79	Liste des dossiers rejetés par le DPCP en matière de violence sexuelle ou conjugale depuis 3 ans.	Cahier DPCP
P.80	Ventilation détaillée des sommes octroyées par l'aide financière d'urgence (AFU).	133
P.81	Bilan des activités de JuridIQ et de la mise en ligne du service visant à faciliter l'accès aux ressources en matière de violence conjugale pour 2022-2023 et 2023-2024.	134
P.82	Bilan des activités de SOS violence conjugale pour 2022-2023 et 2023-2024.	135
P.83	Pour 2023-2024, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise de lutte contre l'homophobie et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2024, de sa mise en œuvre.	Cahier BLCHT
P.84	Nombre de rencontres du Comité interministériel de lutte contre l'homophobie en 2023-2024. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2024-2025.	Cahier BLCHT
P.85	Liste des organismes communautaires se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie qui ont reçu un financement en 2022-2023 et 2023-2024.	Cahier BLCHT
P.86	Liste des actions entreprises pour sensibiliser la population à la lutte contre l'homophobie et la transphobie.	Cahier BLCHT
P.87	Nombre d'accusations portées par le DPCP pour des crimes homophobes ou transphobes au cours des 3 dernières années.	Cahier DPCP
P.88	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023. Ventilation détaillée des sommes.	Cahier BLCHT
P.89	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022. Ventilation détaillée des sommes.	Cahier BLCHT
P.90	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2023-2024; fournir les prévisions pour 2024-2025.	137

Demande de renseignements		Page
P.91	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2023-2024; fournir les prévisions pour 2024-2025.	138
P.92	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2023-2024.	139
P.93	La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2023-2024 et 2024-2025.	140
P.94	Indiquer le nombre de ressources nécessaires pour combler les besoins en main-d'œuvre dans les centres de justice de proximité.	141
P.95	État de situation, au 31 mars 2024, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par: a) actions complétées en 2023-2024; b) actions en cours et dans les délais en 2023-2024; c) actions en cours et hors délais en 2023-2024; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2024-2025; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	142
P.96	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2023-2024 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	143
P.97	État de situation, au 31 mars 2024, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par: a) actions complétées en 2023-2024; b) actions en cours et dans les délais en 2023-2024; c) actions en cours et hors délais en 2023-2024; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2024-2025; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	149
P.98	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2022-2023 et en 2023-2024, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Par exemple, pour la catégorie Allocations spéciales, préciser le montant affecté aux allocations spéciales de 500 \$ versées aux conjoints ou aux personnes à charge, et préciser le montant affecté aux allocations de 2 000 \$ versées aux parents d'un enfant décédé des suites d'un acte criminel. De même, pour la catégorie Assistance médicale, préciser notamment le montant affecté aux frais de psychothérapie pour les victimes et celui pour les proches des victimes.	152
P.99	Ventilation détaillée des 193 M\$ annoncés dans le cadre l'élaboration du projet de loi no 84, <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> .	155
P.100	Nombre de victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale qui ont vu leur demande d'indemnisation au régime de l'IVAC rejetée, chaque année depuis les cinq dernières années.	156
P.101	Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.	157
P.102	Indiquer les délais moyens entre la réception de la demande par la DGIVAC et l'indemnisation offerte à la victime au cours des 3 dernières années.	158
P.103	Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1 ^{er} octobre 2021.	159
P.104	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.	160

Demande de renseignements		Page
P.105	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.	161
P.106	Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.	162
P.107	Au cours des 3 dernières années, liste des causes portées en appel par le procureur général.	Cahier DPCP
P.108	En 2023-2024, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.	163
P.109	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour favoriser l'accès à la justice, pour 2022-2023 et 2023-2024.	166
P.110	Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.	167
P.111	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour actualiser et rénover les palais de justice sur le territoire du Québec.	168
P.112	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	169
P.113	Bilan, au 31 mars 2024, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2024-2025.	170
P.114	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	171
P.115	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2023-2024 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P.116	En 2023-2024, nombre de contestations judiciaires visant la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11) qui ont requis une intervention du Procureur général du Québec. Indiquer la nature de ces interventions, l'étape où en est chacune des contestations et ventiler celles-ci par article.	172
P.117	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R 20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	173
P.118	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir: a) une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2023-2024; prévisions pour 2024-2025; b) le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.	174
P.119	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	176
P.120	Pour 2023-2024, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer: a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) la moyenne de dossiers traités par chacun des juges.	177
P.121	État de situation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	178

Demande de renseignements		Page
P.122	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer: a) les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) le nom des membres du comité.	179
P.123	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création: a) indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	180
P.124	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 et de celles prévues en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	181
P.125	Pour 2023-2024, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	182
P.126	Pour 2023-2024 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.	183
P.127	En date du 31 mars 2024, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	184
P.128	Pour 2023-2024, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	185
P.129	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2022-2023 et 2023-2024.	186
P.130	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2022-2023 et 2023-2024.	187
P.131	Suivi du plan d'investissement de 500 M\$ dans l'informatisation de la justice, prévu au budget 2023-2024 et annoncé le 24 avril 2018.	189
P.132	Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.	193
P.133	Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la <i>Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques</i> , et ce, depuis le 28 février 2017.	194
P.134	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises en lien avec l'application du jugement <i>A. c. Procureur général du Québec</i> (2020 QCCS 3375) rendu en avril 2020.	195
P.135	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises à la suite de l'arrestation arbitraire par le SPVM de monsieur Mamadi III Fara Camara en janvier 2021.	196
P.136	Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.	197
P.137	Ventilation détaillée des 600 000 \$ octroyés aux organismes communautaires desservant les communautés LGBTQ+ en février 2021.	Cahier BLCHT
P.138	Liste des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, chaque année et pour chacune des cinq dernières années.	Cahier BLCHT
P.139	Liste des rencontres et des démarches entreprises auprès du gouvernement fédéral en lien avec l'harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.	198

Demande de renseignements		Page
P.140	Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec, incluant le ministère de la Justice et le ministère du Conseil exécutif, et le gouvernement fédéral en lien avec l'harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.	199
P.141	État de situation, au 31 mars 2024, des travaux du Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès. Indiquer les actions prévues pour 2024-2025.	200
P.142	État de situation, au 31 mars 2024, du suivi accordé au rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille pour une réforme du droit de la famille.	201
P.143	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2023-2024. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.	Cahier CDPDJ
P.144	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2023-2024, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P.145	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P.146	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2024, et bilan de l'application de la Loi sur l'équité en matière d'emploi à ce jour.	Cahier CDPDJ
P.147	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ
P.148	Portrait statistique des dossiers d'accommodements religieux traités par la CDPDJ pour les 5 dernières années. Pour chaque année, indiquer la liste des dossiers, incluant un résumé des motifs allégués dans la demande, la décision prise et les justifications. Inclure les dates des étapes de traitement de la demande.	Cahier CDPDJ
P.149	Dépenses assumées par la Commission dans le cadre du recours de la présidente contre le Protecteur du citoyen.	Cahier CDPDJ
P.150	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2023-2024. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.	Cahier CDPDJ
P.151	Nombre de signalements reçus en 2022-2023 et en 2023-2024, par région du Québec, concernant des cas d'intimidation ou de risque suicidaire.	202
P.152	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse.	203
P.153	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Direction de la protection de la jeunesse et des centres jeunesse. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	204
P.154	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2023-2024.	Cahier CDPDJ
P.155	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2023-2024.	Cahier CDPDJ
P.156	Effectif pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P.157	Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.	205
P.191	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.	206

Demande de renseignements		Page
P.192	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.	207
P.193	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.	208

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 29 février 2024.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 01	Indiquer la somme dépensée en 2023-2024 (prévisions pour 2024-2025) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-------------	--

Ministère

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	23 590,3
Services professionnels	
Interne	35 323,5
Externe	35 555,3
Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	13 358,1
Total	107 827,2

(Incluant le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds Accès Justice)

Fonds des registres

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	4 749,3
Services professionnels	
Interne	8 966,9
Externe	16 827,6
Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	770,5
Total	31 314,3

Fonds relatif aux contrats publics

Aucune.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 03	Pour 2023-2024, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
--------------------	--

Ministère

Catégorie	Description	Montant (k\$)
03-09-06	Droits d'auteurs	0,5
04-01-E3	Recouvrements de tiers (Compte de revenus utilisé pour le recouvrement - honoraires judiciaires)	59,2
04-01-H1	Actes judiciaires (frais judiciaires et droits de greffe en matière civile)	35 070,5
04-01-H2	Actes juridiques (frais judiciaires en matière pénale et criminelle)	30 892,2
04-01-01	Formules et documents (photocopies de documents de nature juridique conservés dans les greffes des palais de justice)	394,8
04-01-41	Disposition de surplus (Compte de revenus utilisé pour comptabiliser les revenus provenant de la disposition de mobilier en surplus au Ministère. Ce mobilier est envoyé au centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) qui organise un encan et retourne l'argent aux différents ministères propriétaires des surplus.)	0,9
04-02-07	Gains sur fluctuation de change (Il s'agit uniquement de transactions en dollars US. Pour une transaction en dollars US, il y a toujours un écart entre le montant de la facture et le montant payé, car la devise fluctue dans le temps et l'écart entre le montant de la facture et le prix payé est comptabilisé dans ce compte. Il peut y avoir des gains et des pertes de change.)	0,4
04-03-06	Infractions au Code de la sécurité routière (Amendes imposées en vertu du Code de la Sécurité routière, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes du ministère de la Justice, ainsi que par certaines municipalités qui ont pris entente avec le Ministère pour traiter les constats délivrés par la Sûreté du Québec sur leur territoire.)	42 070,8
04-03-07	Infractions au Code criminel (Amendes imposées en vertu du Code criminel, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes.)	10 137,4
04-03-16	Contributions pénales (Depuis le 21 octobre 2015, la contribution pénale a été majorée et est établie en fonction du montant d'amende : 20 \$ pour amende inférieure à 100 \$; 40 \$ pour amende entre 100 \$ et 500 \$ et 25 % de l'amende pour amendes supérieures à 500 \$. Le premier 10 \$ de contribution va au fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, 8 \$ est ensuite distribué au FAJ et l'excédent de 18 \$ est comptabilisé comme revenu sous ce poste comptable.)	22 196,4
04-03-17	Infractions à diverses lois (Amendes imposées en vertu des lois autres que le Code de la sécurité routière et le Code criminel, dont la poursuite est le plus souvent intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Exemple : loi concernant l'impôt sur le tabac, loi sur les normes du travail, etc.)	29 348,0
04-04-01	Recouvrement - dépenses d'années antérieures (Ce poste comptable inclut tous les recouvrements de dépenses reçues durant l'année courante pour une dépense encourue l'année précédente.)	1 850,2
04-04-03	Recouvrement – subventions d'années antérieures (C'est la même situation que le compte 04-04-01 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Transfert » alors que le 04-04-01 représente la supercatégorie « Fonctionnement ».)	2,9

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 03	Suite
--------------------	-------

Catégorie	Description	Montant (k\$)
04-04-04	Recouvrement – rémunération (C'est la même situation que le compte 04-04-01 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Rémunération » alors que le 04-04-01 représente la supercatégorie « Fonctionnement ».)	518,6
04-04-32	Surplus – fonds spéciaux et organismes (En vertu de l'Accord relatif à l'administration de la loi sur les contraventions, le Québec assure le traitement des contraventions fédérales commises en territoire québécois. Les recettes perçues à la suite du paiement de ces contraventions sont déposées dans un compte en fidéicommiss (fonds spécial), et l'excédent des recettes sur les coûts encourus pour traiter ces contraventions est partagé entre le Fédéral et le Québec et comptabilisé dans ce compte.	28,4
04-03-35	Aide aux victimes d'actes criminels (Depuis 2002, une contribution de 10 \$ s'ajoute au montant total d'amende et de frais réclamé sur un constat d'infraction pour toute infraction pénale relative à une loi du Québec, sauf les règlements municipaux. Les sommes perçues sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels. Depuis le 21 octobre 2015, ce montant est distribué directement au FAVAC.)	7,2
04-08	Opération de restructuration à la suite à la demande de dermer le FRCP (Fonds relatif aux contrats publics) pour le 31 mars 2024.	9 304,8
06-04-H5	Informations concernant les sentences (Le Canada et le Québec ont conclu en 1995 une entente par laquelle le Québec transmet au Canada la documentation relative aux sentences requise dans le processus de gestion de la peine et des libérations conditionnelles. Le Canada rembourse un montant fixe pour les dépenses assumées pour le repiquage des cassettes.)	57,0
06-04-H6	Enregistrement des actions en divorce (Accord entre le Canada et le Québec qui prévoit que le Québec perçoit le droit fédéral établi à 10 \$ par demande de divorce déposé au Québec. Le Québec retourne au Fédéral 7 \$ pour chaque demande d'enregistrement en divorce et conserve 3 \$.)	24,2
06-04-J7	Mesures québécoises de justice familiale (Entente qui prévoit un financement du Fédéral dans le cadre du Fonds de soutien des familles. L'apport du Fédéral sert principalement à financer diverses recherches et études en matière familiale.)	80,4
06-04-25	Aide juridique (Entente qui prévoit une contribution du Fédéral au financement du programme d'aide juridique en matière criminelle et de l'aide juridique aux immigrants et réfugiés. C'est la Commission des services juridiques du Québec qui a pour mission de gérer le programme d'aide juridique, programme qui donne accès aux personnes défavorisées à des services d'aide juridique.)	34 709,2

Question 03	Suite
-------------	-------

Fonds Accès Justice

Catégorie	Description	Montant (k\$)
434805	Solde du Fonds de règlement - Donation tiers	57,9
441210	Intérêt sur compte de banque	719,5
442066	Contribution pénale (8 \$) - Amende et confiscation	12 753,5
443010	Recouvrement – Dépenses années antérieures	2,2
471340	Mesures québécoises de justice familiale	2 387,6
484025	Transferts provenant du ministère de la Justice	6 772,2

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Catégorie	Description	Montant (k\$)
441210	Revenu d'intérêt	53,2
484025	Transferts provenant du ministère de la Justice	8 394,8
442050	Suramende compensatoire	3 273,7
442065	Contribution pénale (10 \$)	16 103,3
442070	Produit de la criminalité	1 250,0
470010 / 471139	Transfert du gouvernement fédéral	705,0
443030	Recouvrement – Subventions d'années antérieurs	23,4

Fonds des registres

Catégorie	Description	Montant (k\$)
Revenus autonomes	Registre des droits personnels et réels mobiliers	39 385,4
Revenus autonomes	Service de certification (ICPG)	378,9
Revenus autonomes	Registre des commissaires à l'assermentation	540,6
Revenus autonomes	Registre des lettres patentes foncières	2,9
Revenus autonomes	Registre des ventes	435,4
Revenus autonomes	Émission des apostilles	73,3
443010	Recouvrement – Dépenses années antérieures	0,9
443011	Recouvrement – Rémunération	6,4

Fonds relatif aux contrats publics

Aucun.

Question 04	Pour 2023-2024, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant :
	a) le montant total des créances;
	b) le montant total des sommes recouvrées;
	c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement;
	d) les résultats obtenus.

a) et b) Le montant total des créances et le montant total des sommes recouvrées

	Montant (M \$)
Créances	183,8
Sommes recouvrées	106,2

Ce tableau présente uniquement les créances du Ministère (Fonds consolidé du revenu) et exclut les dossiers provisionnés à la provision pour non-réalisation de revenus.

c) Les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement

La Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) a pour mandat d'exécuter les jugements rendus par les tribunaux tant en matières pénale que criminelle comportant une amende, un montant contributoire et des frais judiciaires conformément au chapitre XIII du Code de procédure pénale.

Les mesures en place pour exécuter les jugements sont:

- Traiter les demandes de la clientèle qui désire convenir d'un mode de paiement (entente de paiement ou, selon l'éligibilité, les travaux compensatoires);
 - La priorisation des activités qui présentent un fort potentiel de recouvrement, par exemple, le service à la clientèle pour convenir notamment d'ententes de paiement ainsi que le traitement des jugements récents.
- Entreprendre des mesures d'exécution forcée en ce qui concerne les sommes non acquittées dans le délai prescrit par le tribunal, notamment par;
 - La transmission d'un avis de non-paiement d'amende à la Société de l'assurance automobile du Québec;
 - L'émission des saisies;
 - En tout dernier recours, la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement.

d) Les résultats obtenus

	Montant (M \$)	Ratio (Recettes/revenus)
Revenus	120,1	88,4 %
Recettes	106,2	

Le ratio des recettes par rapport aux revenus est de 88,4 %. En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 95 %.

Question 05	Copie du plan directeur informatique triennal : indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et organismes.
-------------	--

Plan directeur triennal

- Programme de transformation (Lexius):
 - Dépôt des actes de procédures et des demandes (statut: exécution en cours)
 - Gestion du dossier judiciaire des registres et du dossier du juge (statut: exécution en cours)
 - Soutien de l'instance et gestion des salles et mise au rôle (statut: exécution en cours)
 - Gestion de l'audience numérique (statut: exécution en cours)
- Gestion intégrée des dossiers juridiques (statut: exécution en cours)
- Entrepôt de données élargi de la justice (statut: exécution en cours)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer :

- a) la date des rénovations;
- b) la liste des rénovations;
- c) les coûts des rénovations;
- d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Baie-Comeau	2023-11-01	Projet de visiocomparution – Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	11 903
Palais de justice de Chicoutimi	2023-10-12	Travaux d'aménagement – correction de l'acoustique de la salle des mandats	Société québécoise des infrastructures	21 366
Palais de justice de Chicoutimi	2023-10-12	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	9 239
Palais de justice de Chicoutimi	2023-12-15	Travaux d'aménagement – plâtrage et peinture – corridors	Plâtrage AC inc.	19 025
Palais de justice de Drummondville	2023-05-01	Travaux d'aménagement – accessibilité universelle pour les greffes	Société québécoise des infrastructures	9 790
Palais de justice de Drummondville	2023-06-12	Travaux d'aménagement – retrait écran de protection	Construction JBR inc.	307
Palais de justice de Drummondville	2023-07-07	Travaux d'aménagement – remplacement de céramique murale	Construction JBR inc.	10 000
Palais de justice de Drummondville	2023-07-07	Travaux d'aménagement – peinture et remplacement de revêtement de plancher	Construction JBR inc.	36 950
Palais de justice de Drummondville	2023-07-10	Travaux d'aménagement – remplacement de céramique murale	Construction JBR inc.	3 300
Palais de justice de Drummondville	2023-07-30	Travaux d'aménagement – peinture	Courchesne et fils – 2328-1587 Québec inc.	2 980
Palais de justice de Drummondville	2023-08-01	Projet de visiocomparution – Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	25 569
Palais de justice de Drummondville	2023-11-27	Travaux d'aménagement – mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	23 607
Palais de justice de Gatineau	2023-07-20	Travaux d'aménagement – insonorisation	DLS Construction inc.	2 650
Palais de justice de Gatineau	2023-07-26	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2023-09-05	Travaux d'aménagement – tribune du comptoir au greffe criminel	SAGA Construction	6 039

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 06	Suite
-------------	-------

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Gatineau	2023-11-28	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2023-12-08	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Suprême Couvre-Planchers	12 006
Palais de justice de Gatineau	2023-12-20	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2024-01-08	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2024-01-15	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	1 650
Palais de justice de Gatineau	2024-02-19	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Xcellence	850
Palais de justice de Joliette	2023-08-02	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	1 340
Palais de justice de Joliette	2023-11-08	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Omnisol	11 026
Palais de justice de Joliette	2023-12-01	Travaux d'aménagement – greffes de notaires et CAIJ	Société québécoise des infrastructures	9 663
Palais de justice de Joliette	2024-02-08	Travaux d'aménagement – peinture	Guilban Peinture	4 300
Palais de justice de La Malbaie	2023-06-13	Travaux d'aménagement – installation d'une serrure salle d'audience 1.03	Société québécoise des infrastructures	1 210
Palais de justice de La Tuque	2023-04-01	Projet de visiocomparution – Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	17 772
Palais de justice de La Tuque	2023-04-01	Travaux d'aménagement – bureau pied-à-terre et local d'entreposage	Société québécoise des infrastructures	36 888
Palais de justice de La Tuque	2023-07-12	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société en commandite Carrefour La Tuque (1995)	2 280
Palais de justice de La Tuque	2023-09-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	10 921
Palais de justice de La Tuque	2023-09-20	Travaux d'aménagement – ajout de signalisation	Société en commandite Carrefour La Tuque (1995)	51
Palais de justice de Laval	2023-04-01	Travaux d'aménagement – greffe criminel	Société québécoise des infrastructures	13 404
Palais de justice de Longueuil	2023-04-21	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	1 440
Palais de justice de Longueuil	2024-02-28	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	4 016

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Mont-Laurier	2023-04-01	Travaux d'aménagement – aires publiques	Société québécoise des infrastructures	9 630
Palais de justice de Mont-Laurier	2024-01-18	Travaux d'aménagement – mise à niveau de mobilier fixe	Maurice Sigouin réparation de meubles Ltée	250
Palais de justice de Mont-Laurier	2024-01-18	Travaux d'aménagement – mise à niveau de mobilier fixe	Société québécoise des infrastructures	9 210
Palais de justice de Montréal	2023-04-01	Travaux d'aménagement – 10 ^e étage	Société québécoise des infrastructures	32 914
Palais de justice de Montréal	2023-04-03	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	3 896
Palais de justice de Montréal	2023-04-19	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	1 106
Palais de justice de Montréal	2023-05-11	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	3 462
Palais de justice de Montréal	2023-05-11	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	1 937
Palais de justice de Montréal	2023-05-11	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	409
Palais de justice de Montréal	2023-06-19	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	2 049
Palais de justice de Montréal	2023-07-01	Travaux d'aménagement – nettoyage 10 ^e étage	Société québécoise des infrastructures	3 908
Palais de justice de Montréal	2023-07-01	Travaux d'aménagement – salle d'audience à 3 juges	Société québécoise des infrastructures	8 942
Palais de justice de Montréal	2023-07-01	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	8 214
Palais de justice de Montréal	2023-07-03	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Décor Lacharité	20 860
Palais de justice de Montréal	2023-07-07	Travaux d'aménagement – remplacement de signalisation	Société québécoise des infrastructures	1 334
Palais de justice de Montréal	2023-08-08	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Décor Lacharité Inc	15 975
Palais de justice de Montréal	2023-08-09	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	4 811
Palais de justice de Montréal	2023-08-15	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	1 352
Palais de justice de Montréal	2023-08-19	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	11 260
Palais de justice de Montréal	2023-08-29	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Décor Lacharité Inc	25 065

Question 06	Suite
--------------------	-------

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Montréal	2023-08-31	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Couvre-planchers Dimension	20 423
Palais de justice de Montréal	2023-08-31	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	3 417
Palais de justice de Montréal	2023-09-08	Travaux d'aménagement – ajout de signalisation	Société québécoise des infrastructures	60
Palais de justice de Montréal	2023-09-15	Travaux d'aménagement – peinture	Quincaillerie Notre-Dame Centre Réno St-Patrick	216
Palais de justice de Montréal	2023-09-27	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	15 451
Palais de justice de Montréal	2023-09-27	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	4 598
Palais de justice de Montréal	2023-10-03	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Peintures Micasa	4 934
Palais de justice de Montréal	2023-10-03	Travaux d'aménagement – peinture	Quincaillerie Notre-Dame Centre Réno St-Patrick	68
Palais de justice de Montréal	2023-10-05	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Roy et fils	15 795
Palais de justice de Montréal	2023-10-05	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Quincaillerie Notre-Dame Centre Réno St-Patrick	83
Palais de justice de Montréal	2023-10-10	Travaux d'aménagement – archives	Société québécoise des infrastructures	5 278
Palais de justice de Montréal	2023-10-27	Travaux d'aménagement – peinture	Roy et Fils Ltée	8 750
Palais de justice de Montréal	2023-10-30	Travaux d'aménagement – peinture	Peintures Micasa	6 250
Palais de justice de Montréal	2023-10-31	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Couvre-planchers Dimension	10 104
Palais de justice de Montréal	2023-11-23	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Roy et Fils Ltée	12 800
Palais de justice de Montréal	2023-12-14	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	2 317
Palais de justice de Montréal	2023-12-19	Travaux d'aménagement – peinture	Couvre-planchers Dimension	14 225
Palais de justice de Montréal	2024-01-10	Travaux d'aménagement – peinture	Roy et Fils Ltée	11 200

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Montréal	2024-01-25	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	1 421
Palais de justice de Puvirnituq	2023-11-01	Travaux d'aménagement – construction d'un bureau	Société québécoise des infrastructures	5 600
Palais de justice de Québec	2023-04-26	Travaux d'aménagement – peinture	Léopold Soucy et fils inc.	2 300
Palais de justice de Québec	2023-09-12	Travaux d'aménagement – ajout d'une sortie d'eau	Société québécoise des infrastructures	7 300
Palais de justice de Québec	2023-11-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	6 485
Palais de justice de Québec	2023-11-01	Travaux d'aménagement – numériseur greffe Lexius	Société québécoise des infrastructures	2 498
Palais de justice de Rimouski	2023-06-30	Travaux d'aménagement – retrait écran de protection	Av-Tech inc.	2 946
Palais de justice de Rouyn-Noranda	2023-04-21	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	7 447
Palais de justice de Saint-Hyacinthe	2023-08-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	3 660
Palais de justice de Saint-Hyacinthe	2023-11-27	Travaux d'aménagement – installation serrure RC.22	Société québécoise des infrastructures	3 350
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-08-01	Travaux d'aménagement – archives	Société québécoise des infrastructures	4 235
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-09-01	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture & joints B.P. plus inc	2 520
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-11-21	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture & joints B.P. plus inc	827
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-11-23	Travaux d'aménagement – peinture et remplacement de revêtement de plancher	Société québécoise des infrastructures	14 641
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-12-01	Travaux d'aménagement – numériseur greffe Lexius	Société québécoise des infrastructures	1 340
Palais de justice de Saint-Jérôme	2023-12-12	Travaux d'aménagement – peinture	Société québécoise des infrastructures	6 096
Palais de justice de Saint-Joseph de Beauce	2023-06-13	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Floricole Inc.	1 700
Palais de justice de Saint-Joseph de Beauce	2023-06-27	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Couvre-plancher Haute-Ville	4 930
Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield	2024-02-07	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	1 818
Palais de justice de Shawinigan	2023-09-20	Travaux d'aménagement – rénovation bureau 2.22	Société québécoise des infrastructures	10 054
Palais de justice de Shawinigan	2023-12-21	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Groupe D. Dionne inc.	985
Palais de justice de Sherbrooke	2023-06-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	4 769

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Sherbrooke	2023-06-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Société québécoise des infrastructures	61
Palais de justice de Sherbrooke	2023-06-01	Travaux d'aménagement – CAVAC	Monette	2 038
Palais de justice de Sherbrooke	2023-12-18	Travaux d'aménagement – peinture	9439-7205 Québec inc.	2 300
Palais de justice de Sherbrooke	2024-01-12	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Couvre-planchers M. Doyon	3 535
Palais de justice de Thetford Mines	2023-04-01	Projet de visiocomparution – Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	60 538
Palais de justice de Thetford Mines	2023-10-23	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	1 340
Palais de justice de Trois-Rivières	2023-10-02	Travaux d'aménagement – peinture	Peinture Robert Dupont inc.	1 065
Palais de justice de Trois-Rivières	2023-11-01	Projet de visiocomparution – Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	19 929
Palais de justice de Victoriaville	2023-06-27	Travaux d'aménagement – installation mobilier sur rail	JGF installations inc.	10 360
Palais de justice de Victoriaville	2023-08-18	Travaux d'aménagement – remplacement comptoir et revêtement de plancher	Société québécoise des infrastructures	5 965
Palais de justice de Victoriaville	2023-11-08	Travaux d'aménagement – peinture et boiserie	Solution peinture Expert Cyr inc.	1 900
Palais de justice de Victoriaville	2023-11-09	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	La maison du prélat	4 053
Palais de justice de Victoriaville	2023-12-15	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	P.G. Poitras plancher & décor	3 517
Montréal - Chambre de la jeunesse	2023-08-25	Travaux d'aménagement – remplacement de revêtement de plancher	Décor Lacharité	5 548
Montréal - Chambre de la jeunesse	2023-09-11	Travaux d'aménagement – peinture	Quincaillerie Notre-Dame Centre Réno St-Patrick	352
Centre de préarchivage - Amos	2023-06-01	Travaux d'aménagement – archives	Société québécoise des infrastructures	24 166
Entrepôt de Côte-de-Liesse - Montréal	2024-01-25	Travaux d'aménagement – électricité	Société québécoise des infrastructures	1 111
Entrepôt rue Moreault - Rimouski	2023-04-01	Travaux d'aménagement – archives	Société québécoise des infrastructures	17 091
Centre administratif de Québec - 1200	2023-08-25	Travaux d'aménagement – bureau 840.2	Gestion Canderel inc.	37

Question 06	Suite
-------------	-------

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Centre administratif de Québec - 1200	2023-09-19	Travaux d'aménagement – vitrage comptoir de courrier	Gestion Canderel inc.	1 406
Centre administratif de Québec - 1200	2023-10-10	Travaux d'aménagement – électricité	Gestion Canderel inc.	584

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2023-2024, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit et préciser :

- a) le mandat;
- b) les membres;
- c) le budget;
- d) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024;
- e) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

Note : La liste suivante comprend les comités auxquels participe le ministère de la Justice, et ce, qu'ils soient sous sa responsabilité ou celle d'un autre ministère. De plus, pour certains de ces comités, bien qu'il n'y ait eu aucune rencontre en 2023-2024, les travaux de ceux-ci se poursuivent, notamment par des échanges par courriel. Aucun budget n'a été alloué relativement à la participation à ces comités.

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d'assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la Justice et la vision horizontale de tous les projets et programmes qui la composent. Il réunit donc les hauts dirigeants du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique et de la Société québécoise d'information juridique. Ce comité assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	Yan Paquette Caroline Doucet	4
Comité des parties prenantes – transformation de la justice	Le Comité des parties prenantes réunit une trentaine de parties prenantes du système de justice et assure l'intégration harmonieuse des efforts de chacune d'elles avec les équipes œuvrant au sein des mesures structurantes du PMSJ. Ce comité permet aux membres d'être à l'affût de l'avancement des mesures structurantes du PMSJ et ainsi signifier les intérêts et besoins de leur organisation lorsque nécessaire.	Mylène Martel Gaétan Rancourt Audrey Turmel Sophie Demers	1
Comité d'audit interne	Aider le sous-ministre dans l'atteinte des objectifs du Ministère. Il assume son rôle en formulant au sous-ministre des conseils impartiaux dans le domaine de la saine gouvernance, notamment sur les enjeux liés à l'audit interne, à la qualité et à la sécurité de l'information financière et non financière et à la gestion des risques. Il peut fournir tout autre conseil à la demande du sous-ministre ou à sa propre initiative.	Yan Paquette Véronique Morin Caroline Doucet Nicolas Thibault	4
Table des secrétaires généraux	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Geneviève Fortin-Carrier	2
Comité des responsables des unités de relations canadiennes	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Nada Jarjour	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité Femmes Autochtones	Comité aviseur du Québec chapeauté par le SCF qui unit les organisations autochtones représentant les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux afin de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser; d'influencer les politiques et actions du gouvernement; de voir à recommander des actions concrètes.	Geneviève Richard	4
Criminal Justice Committee (Maniwaki)	Comité régional regroupant les partenaires autochtones (communautés de Kitigan Zibi et Rapid Lake, police de KZA et Centre d'amitié autochtone de Maniwaki et les intervenants en justice de la région de Maniwaki (procureurs de la Couronne, CAVAC, Services correctionnels, SQ, avocats de la défense, conseillers parajudiciaires, etc.), afin de discuter de l'implantation de programmes comme le PAJSM ou le PMRG-AU, de divers irritants vécus et trouver des solutions pouvant être mise en place par les participants.	Michelle Jacob	2
Comité de révision de la Pratique policière en contexte de violence conjugale	Travailler de concert avec le ministère de la Sécurité publique afin de réviser la pratique policière en contexte de violence conjugale afin d'adapter celle-ci et d'améliorer les interventions auprès des victimes.	Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des orientations et des politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et le suivi des différents rapports (Rebâtir la confiance, Rapport du Coroner sur les décès en contexte conjugal, etc.).	Delphine Matte Richard Carbonneau Alexandra Parent Geneviève Richard	2
Comité interministériel sur le chantier des formations en violence sexuelle et violence conjugale	Pour donner suite aux recommandations de Rebâtir la confiance, le comité a pour but de mettre en commun les formations en violence conjugale et en violence sexuelle des différents M/O et de développer des balises pour la création de nouvelles formations.	Delphine Matte Catherine Gareau-Blanchard Geneviève Poliquin	1
Comité d'encadrement pour le programme Empreinte	Prendre connaissance des résultats et des effets liés à la mise en œuvre du programme, émettre des suggestions quant à la mise à jour et au déploiement du programme, notamment en ce qui concerne les obstacles rencontrés par les CALACS et faciliter le partage d'informations et la création de liens avec les réseaux respectifs de chaque membre du comité.	Delphine Matte	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité interministériel sur l'article 28.1 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé	Analyser le potentiel de l'article 28.1 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, en regard de la désindexation et de la cessation de la diffusion non consensuelle d'images intimes ou de pornographie juvénile.	Jade Cabana	6
Comité interministériel portant sur la certification des chiens d'assistance	Proposer des solutions applicables au Québec en matière de certification des chiens d'assistance et des écoles de dressage en tenant compte des éléments fondamentaux des mandats respectifs des MO concernés.	Jade Cabana	7
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle (des mineurs)	Suivi du plan d'action en exploitation sexuelle.	Patrick-Thierry Grenier Delphine Matte Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel – Sortie de prostitution	Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable de mettre en place un comité interministériel de niveau directeur sous sa coordination visant à identifier des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir ce cheminement vers la réinsertion sociale.	Delphine Matte Richard Carbonneau Geneviève Poliquin	2
Comité d'évaluation – Fonds de recherche Québec Société et culture	Comité d'évaluation des projets déposés dans le cadre de l'action 1 du Plan d'action en exploitation sexuelle.	Delphine Matte	0
Comité interministériel sur l'élaboration du prochain plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation	Suivi des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.	Julie Goulet Audrey Turmel	2
Comité sur l'hostilité en ligne	Travailler sur la mesure 4 du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018: Informer la population quant aux réalités spécifiques et aux conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes notamment celles prenant la parole dans l'espace public et aux recours légaux possibles pour les victimes.	Geneviève Poliquin	0
Comité interministériel sur les ententes prédénunciation	Le mandat du comité est de donner suite aux recommandations de Rebâtir relatives à l'importance d'humaniser le processus de dénonciation en favorisant la mise en place de mesures susceptibles de diminuer la victimisation secondaire et de faciliter la trajectoire des personnes victimes à cette étape des procédures judiciaires. Les mesures à mettre en place visent à répondre aux besoins de préparation et d'information des personnes victimes quant au processus dénonciation et à ses suites	Claudine Simon Annie Caron Dominique Bégin Marie-Danièle Germain Romi Bertrand	1

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	ainsi qu'au besoin d'accompagnement et de soutien psychosocial vue la charge émotionnelle souvent présente en contexte de violence sexuelle ou conjugale. Le comité travaille à produire un cadre de référence destiné aux partenaires locaux afin d'encadrer, en respect des règles et procédures, les mesures d'accompagnement entourant la dénonciation et la déclaration policière.		
Comité interministériel et intersectoriel sur la déclaration de la personne victime	Les objectifs du comité sont de bonifier le formulaire spécifique à la déclaration d'une personne victime de violence conjugale utilisé par les patrouilleurs et ultimement, une fois la phase test et les consultations terminées, d'harmoniser les pratiques à l'échelle du Québec. Le formulaire intègre des éléments de contrôle coercitif ce qui permettra de faire une appréciation du risque plus rigoureuse en contexte de violence conjugale.	Claudine Simon Geneviève Poliquin	4
Comité sur les pratiques de collaboration entre l'intervenante de confiance et l'intervenante sociojudiciaire de liaison	Ce comité a pour mandat de soutenir le travail de collaboration entre l'intervenante socio-judiciaire de liaison (ISL) et l'intervenante impliquée dans un suivi lorsqu'elles sont appelées à intervenir de façon complémentaire auprès de la même personne victime. Les travaux visent à concevoir un guide de pratiques s'adressant aux acteurs terrains susceptibles de jouer un rôle dans l'accompagnement et de collaborer avec l'ISL. Ce guide a pour objectif de baliser les collaborations entre les intervenantes afin de faciliter la complémentarité des services et d'éviter le dédoublement des interventions et du processus d'évaluation; d'informer les partenaires des enjeux juridiques entourant l'accompagnement offert aux personnes victimes dans le cadre du tribunal spécialisé et de fournir les informations nécessaires à la mise en place des collaborations et du processus d'évaluation collaborative dans les districts où le tribunal spécialisé est déployé.	Claudine Simon Nathalie Matteau Dominique Bégin Danielle Laguë	3
Comité Bracelet antirapprochements	Les travaux ont pour objectif notamment de développer un protocole balisant les collaborations entre l'agent BAR/agent de probation et les intervenantes du CAVAC. Dans les districts où un tribunal spécialisé est déployé, les travaux visent à arrimer les collaborations avec l'intervenante sociojudiciaire de liaison (ISL) du CAVAC afin d'éviter un dédoublement des interventions auprès de la personne victime.	Nathalie Matteau Dominique Bégin Geneviève Poliquin	3

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail sur la communication des conditions de mise en liberté aux personnes victimes et aux corps de police	<p>Le comité de travail réunit les partenaires impliqués dans les différentes étapes du processus de communication des informations aux personnes victimes et aux corps de police.</p> <p>Il a pour objectif de définir les orientations nationales relatives au processus de communication des informations sur les conditions de mise en liberté, que celles-ci soient imposées par les agents de la paix ou le tribunal. Plus spécifiquement, le comité de travail identifiera, pour chacune des étapes du processus, le partenaire responsable de la communication des conditions de mise en liberté. Il identifiera aussi les mécanismes de communication optimaux afin de réduire les délais entre l'imposition des conditions et la communication des informations requises aux personnes victimes et aux corps de police.</p>	Danielle Laguë Claudine Simon Nathalie Matteau Dominique Bégin Éric Malo Maxime Gadoua Sabrina Contant	3
Comité sur les plaintes croisées en contexte de violence conjugale	L'objectif du comité est d'abord d'identifier les enjeux rapportés sur le terrain à la fois par les personnes victimes, les corps policiers et le poursuivant public. Ensuite, en s'inspirant des bonnes pratiques mises en place au Québec et à l'international, les travaux visent à dégager des orientations relatives à l'encadrement des plaintes croisées en contexte de violence conjugale.	Claudine Simon Romi Bertrand Delphine Matte	3
Comité de travail sur la trajectoire des suspects et des auteurs de violence	Ce comité a pour mandat de favoriser la circulation d'informations sur les initiatives existantes ou en développement et la consultation auprès des organisations détenant une expertise terrain en matière de services auprès des auteurs de violence ; favoriser la concertation des ministères et des partenaires relativement aux pratiques et mesures à déployer au sein du projet pilote de tribunal spécialisé en lien avec la trajectoire des SAV ; identifier les bonnes pratiques en lien avec l'accompagnement et le suivi sociojudiciaire des auteurs de violence et les mécanismes de surveillance des dossiers à risque; mettre en place un meilleur arrimage avec les services pour auteurs de violence au sein du tribunal spécialisé dans l'objectif de mieux assurer la protection des personnes victime et de favoriser la conscientisation des auteurs de violence et leur responsabilisation.	Nicolas Mercier-Lamarche Claudine Simon Audrey Turmel Sarah Bourgeois-Lessard	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité directeur du déploiement du tribunal spécialisé	<p>Le Comité directeur du déploiement du tribunal spécialisé permet de réunir les gestionnaires responsables du déploiement au MJQ, au DPCP et au CAVAC afin qu'ils puissent agir de manière concertée envers l'atteinte des objectifs de déploiement du tribunal spécialisé.</p> <p>Les membres du Comité directeur auront ainsi pour mandat de définir, en concertation, les actions à mettre en place afin de résoudre les enjeux d'implantation des pratiques et mécanismes prévus au tribunal spécialisé, vécus par les équipes locales.</p>	Gabriel Lacroix-Dufour Jade Cabana Claudine Simon Émilie Irvoas	3
Comité consultatif interministériel – Cyberintimidation et hostilité en ligne	Comité consultatif piloté par le MSP pour la recherche d'initiatives innovantes pour contrer la cyberintimidation et l'hostilité en ligne.	Delphine Matte Jade Cabana	1
Comité interministériel sur les droits de la personne	Ce comité stratégique a pour mandat de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action international gouvernemental en matière de droits de la personne, notamment en renforçant la cohérence et la pertinence de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne; en soutenant la mise en œuvre efficace et le processus de reddition de comptes relatifs aux droits de la personne; et en faisant connaître à la population québécoise l'action du gouvernement du Québec en matière des droits de la personne.	Marie-Claude Simard Sophie Hein	2
Comité interministériel sur les marqueurs de genre	<p>Un comité de coordination sur les marqueurs de genre (niveau professionnels) a été mis en place pour élaborer une cartographie et des orientations en matière de marqueurs de genre.</p> <p>Un comité stratégique (niveau SMA) approuve ces documents.</p>	Élise Labrecque Sophie Hein	4
Comité interministériel de gouvernance en matière d'égalité et ADS	Ce comité, de niveau SMA, a pour mandat de soutenir le renforcement de l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental, incluant le déploiement de projets pilotes en ADS+.	Marie-Claude Simard	1
Comité stratégique en ADS (analyse différenciée selon le sexe) ou Comité stratégique en égalité	Annoncé à l'automne 2023, ce comité de niveau gestionnaires devra approuver les livrables découlant des activités de renforcement de l'égalité et de l'ADS.	Marie-Claude Simard Audrey Turmel	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité - Réseau des Leader en ADS	Annoncé à l'automne 2023, ce comité de niveau professionnel devra notamment suivre les initiatives et projets pilotes menés dans les différents ministères et en rendre compte.	Sophie Hein	1
Comité interministériel sur le programme revenu de base	Ce comité stratégique a pour mandat de soutenir la mise en œuvre du Programme revenu de base.	Julien-Maurice Laplante	0
Comité stratégique pour la simplification des services	En mai 2023, la structure interministérielle de gouvernance pour la simplification des services aux citoyens et aux entreprises a été modifiée. De niveau SMA, le mandat de ce comité est de convenir de la contribution des MO aux travaux à portée gouvernementale relatifs à la simplification des services pour les citoyens et les entreprises et à proposer des recommandations en cette matière et de collaborer à la concrétisation et à la promotion de la vision gouvernementale de la prestation de services aux citoyens et aux entreprises.	Élise Labrecque	2
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, favoriser la concentration entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Catherine Brown	0
Table interministérielle en itinérance	Assurer le suivi du plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Élisabeth Dufour Audrey Turmel	1
Comités régionaux en itinérance	Coordonner les actions régionales en itinérance au Québec (Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026).	Nicolas Mercier-Lamarche Marie Trahan Sarah Bourgeois-Lessard	6
Comité Prévention de l'itinérance à la sortie d'établissement (PISE)	Favoriser le dialogue intersectoriel autour des enjeux que rencontrent les personnes judiciairisées pour s'engager dans une trajectoire de désistement de la délinquance et de (ré)intégration sociocommunautaire dans l'objectif de stimuler les innovations.	Élisabeth Dufour	2
Comité de travail sur le Programme alternatif aux sanctions pénales pour mineurs	Développer un programme alternatif aux sanctions pénales pour mineurs qui contreviennent à la loi 157 encadrant le cannabis.	Audrey Turmel Nicolas Mercier-Lamarche Élisabeth Dufour	0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Forum sociojudiciaire autochtone	Mettre de l'avant des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices, et en faire le suivi.	Élise Labrecque Alain Bellefeuille Marjorie Forgues Josée Trottier Mireille Joncas	2
Saqjuq (vent qui tourne) Table de gouvernance	Le projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux au Nunavik, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Ce projet est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le projet prévoit également une table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	Yan Paquette	0
Comité intersectoriel sur l'application de la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques) ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Marie Trahan Audrey Turmel Mélanie Vallée	1
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Sensibiliser la population et mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Audrey Turmel Marie Trahan	2
Comité interministériel de suivi du plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Delphine Matte	0
Comités régionaux de suivi et d'implantation du Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC)	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC dans les Cours municipales concernées.	Élisabeth Dufour	26
Comité consultatif du programme d'adaptabilité des règles relatives à la poursuite (PAR-P)	Obtenir les commentaires des organismes communautaires sur le projet de cadre de référence du PAR-P.	Élisabeth Dufour Nicolas Mercier-Lamarche	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de coordination du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer une coordination interministérielle des travaux et formuler des propositions sur la formation, les processus, l'évaluation du projet et la gestion de changement. Élaborer conjointement les contours et les balises du Projet pilote dans le respect des mandats et des expertises de chacun des partenaires. Assurer une implantation harmonisée du service de médiation dans les régions identifiées et s'assurer de maintenir une vision globale du projet.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	3
Comité co-développement du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques entre les chargés de projet DPJ pour assurer le succès de l'implantation du projet pilote dans les différentes régions ainsi pour favoriser le recours à la médiation.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	8
Comité réviseur du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Travailler à l'amélioration de la formation offerte aux médiateurs ainsi qu'au développement des outils de travail qui leur sont fournis.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	1
Comité consultatif sur la maltraitance matérielle et financière	Conseiller le gouvernement en matière de lutte contre la maltraitance financière envers les personnes âgées.	Delphine Matte Sophie Lacroix Audrey Turmel	1
Comité national aviseur portant sur l'entente-cadre nationale pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Assurer la coordination de l'implantation, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions sociosanitaires du Québec.	Delphine Matte Audrey Turmel	0
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	Roger Dupuis	7
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC)	Le comité stratégique sur les travaux d'élaboration du PAGAC contribue à mettre en place des actions porteuses et structurantes, tout en assurant une complémentarité avec les mesures et politiques existantes, qui devront refléter l'adhésion des membres du Comité interministériel en action communautaire. Les mesures devront également s'inscrire dans la poursuite de la Politique gouvernementale.	Julien-Maurice Laplante	1
Comité des pratiques policières	Veiller à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier.	Julie Roy Simon-Pierre Lavoie Catherine Brown	7

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité exploitation et intégration de projet – projet pilote de cinémomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Analyser les problématiques et proposer des solutions.	Julie Houle	7
Comité de suivi du service d'authentification gouvernementale	Suivre l'avancement des travaux concernant la mise en place projet pilote sur le déploiement de la vérification d'identité en points de services au MESS et au MJQ.	Éric Julien Maude Bossé	4
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Assurer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau Ann-Sophie Lamontagne	4
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Étudier la convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifier sa compatibilité avec le droit québécois et élaborer des propositions de mise en œuvre.	Laurence Bergeron Katie Levasseur Sylvie Scherrer Isabelle Gagné	0
Comité interministériel trouble du spectre de l'autisme	Adopter des orientations interministérielles concertées en matière de judiciarisation, de sécurité publique et de services sociaux qui prennent appui sur les meilleures connaissances du phénomène chez les personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme.	Audrey Turmel Marie Trahan	0
Forum justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Audrey Turmel Marie Trahan	0
Comité trajectoire santé mentale	Amélioration du traitement des dossiers qui impliquent des accusés qui ont des troubles de santé mentale. Amélioration de la communication entre les partenaires pour diminuer la détention prolongée des accusés qui ont des troubles de santé mentale. Amélioration du suivi à la cour des dossiers dans lesquels des conditions de mise en liberté imposent aux accusés de se présenter en psychiatrie, en collaboration avec le Service de police de la Ville de Montréal, le Directeur des poursuites criminelles et pénales, les juges de la Cour du Québec, les avocats de la défense, l'aide juridique, le Système de soutien au comportement positif, les centres intégrés de santé et de services sociaux, l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel et le ministère de la Sécurité publique.	Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité directeur régional de suivi – Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Concertation des partenaires des différents programmes d'accompagnement justice et santé mentale en vue de la mise en place du programme, évaluer le fonctionnement du projet et formuler des recommandations pour l'amélioration.	Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche	39
Projet comité de réflexion Directives psychiatriques anticipées et conciliation Cour supérieure	Réflexion amorcée avec les partenaires de la Capitale-Nationale et les partenaires gouvernementaux sur le développement de nouvelles pratiques novatrices en lien avec les ordonnances de soins.	Audrey Turmel Marie Trahan Élisabeth Dufour	1
Comité projet parenthèse Montréal	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	1
Comité projet parenthèse Longueuil	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	0
Comité projet parenthèse Joliette	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	1
Comité projet parenthèse Trois-Rivières	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	2
Comité projet parenthèse Estrie	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	2
Comité projet parenthèse Victoriaville	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	2
Comité directeur du Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Définir les grandes orientations du projet de mise en œuvre des programmes d'accompagnement justice et santé mentale, s'assurer que les développements liés au projet s'appuient sur les données probantes et les meilleures pratiques dans le domaine, dénouer les enjeux rencontrés à partir de la concertation interministérielle, assurer la gestion stratégique des risques du projet et assurer le règlement des questions en suspens, suivre l'avancement du projet et apporter les ajustements nécessaires, effectuer la liaison nécessaire et pertinente entre les réseaux impliqués dans le projet de mise en œuvre, interpeller les partenaires du projet pour toute question d'organisation ou relative à l'imputabilité des parties et consulter et impliquer la magistrature en temps opportun.	Audrey Turmel Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche Richard Carbonneau	0

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de coordination Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Recevoir les orientations et les directives du comité stratégique du projet de mise en œuvre des programmes d'accompagnement justice et santé mentale et en assurer la compatibilité avec les travaux de celle-ci, assurer la compatibilité des travaux avec les exigences législatives et les orientations interministérielles, coordonner les travaux du projet en assurant la prise en compte de la réalité de chaque partenaire et effectuer les liaisons nécessaires avec les organisations impliquées, guider et soutenir les travaux des pilotes de mandat opérationnels, assurer la gestion des risques et des enjeux de niveaux tactique et opérationnel et proposer des mesures de mitigation au comité directeur.	Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche Dominique Bégin	0
Comité de suivi/Déploiement Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel)	Mise en œuvre du Programme de mesures de rechange général. Planifier le déploiement du Programme de mesures de rechange général sur tout le territoire du Québec.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour Dominique Bégin Richard Carbonneau	2
Comité Plan d'action interministériel en santé mentale (PAISM)	Participer au suivi du PAISM.	Marie Trahan	2
Comité des partenaires locaux Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Côte-Nord	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Laurentides	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Drummondville	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Montréal	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Québec-Charlevoix	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité des partenaires locaux Frontenac	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Saguenay–Lac-Saint-Jean	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Estrie	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Arthabaska	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Beauce	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Trois-Rivières – Saint-Maurice	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Rimouski-Kamouraska	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Longueuil	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Laval	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Joliette	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Richelieu	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Abitibi	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de vigie Programme de mesures de rechange général	Assurer l'harmonisation des mesures de rechange et analyser les cas particuliers.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour Dominique Bégin	1
Comité - Plan d'action maltraitance	Offrir des mesures de justice réparatrice, de non-judiciarisation et de déjudiciarisation dans les cas de maltraitance envers les personnes âgées.	Audrey Turmel Mélanie Vallée	1
Comité de suivi de l'action gouvernementale pour le soutien aux personnes proches aidantes	Assurer la réalisation du Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes.	Audrey Turmel Mélanie Vallée	2
Comité de travail - Plan d'action proche aidance	Mettre en œuvre des actions de promotion des services de médiation auprès des personnes proches aidantes et assurer la formation des médiateurs sur la proche aidance. Analyser la pertinence et la faisabilité de reconnaître certains droits aux PPA et les obligations qui en découlent ainsi que d'établir et de maintenir un registre public des PPA visant notamment à favoriser la reconnaissance de leur rôle.	Mélanie Vallée Rosgarys Mercado	1
Comité de travail programme C3ESSES	Créer et mettre en place un programme québécois volontaire unique de déjudiciarisation pour adultes, axé sur le changement de comportement, la conscientisation, l'éducation et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels, en vue de réduire le risque de récidive et d'assurer des milieux de vie sécuritaires.	Audrey Turmel Marja Théberge Mélanie Vallée Steve Boyom	5
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	S'assurer du bon fonctionnement de l'entente multisectorielle et du partage des bonnes pratiques entre les régions et veiller à la mise à jour de l'entente.	Julie Goulet Sébastien Beaulieu	12
Forum québécois sur l'accès au droit et à la justice civile et familiale	Le Forum a pour mandat de mettre en commun les efforts et les initiatives des divers milieux en vue d'en assurer la promotion et la concertation et, ainsi, de permettre à l'ensemble de la population de recevoir une offre de justice adaptée à ses besoins.	Patrick-Thierry Grenier Sophie Vézina Élise Labrecque	4
Comité de gouvernance du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale	Offrir un lieu d'échange, de collaboration et d'influence fondé sur l'idée que le citoyen soit au centre des initiatives en matière de justice.	Patrick-Thierry Grenier Sophie Vézina	13

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité d'action nationale	Le Comité d'action est un organisme de coordination qui permet l'échange d'idées et de ressources et qui travaille de façon collaborative afin de mieux comprendre les défis en matière d'accès à la justice et y répondre. Il concentre ses actions sur la promotion de l'engagement de ses membres dans des initiatives visant l'accès à la justice, la poursuite d'une approche stratégique des réformes et la coordination des efforts de tous les participants concernés par la justice civile. Le Comité coordonne les efforts en vue de la réalisation des objectifs de développement en matière de justice au Canada (ODJ).	Sophie Vézina	1
Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté certifiés par la fondation Dr Julien	Soutenir le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) certifiés par la Fondation Dr Julien notamment au regard de l'apport de ressources provenant du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues), du milieu juridique (collaboration entre les acteurs juridiques pertinents [Aide juridique, avocats de pratique privée effectuant des mandats Pro Bono, centres de justice de proximité] et les CPSC) ainsi que du milieu de l'éducation (arrimage entre le milieu scolaire et les CPSC).	Marie-Eve Thériault Mathieu Thériault	2
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les autochtones.	Jade Cabana	3
Table interministérielle en dépendance	S'assurer de la planification et de la réalisation des travaux.	Nicolas Mercier-Lamarche Audrey Turmel	2
Comité de travail interministériel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Travailler à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel des sous-ministres adjoints en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Arrimer et suivre les actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Patrick-Thierry Grenier Élise Labrecque	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité sur le quatrième plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Voir à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Audrey Turmel Marie Trahan Michelle Jacob	2
Comité de concertation sur l'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement	Assurer la concertation des actions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et du ministère de la Justice relatives à l'administration du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels.	Anik Ouimet Richard Carbonneau	10
Comité de gouvernance Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et le ministère de la Justice	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Anik Ouimet Sin-Bel Khuong	3
Comité de coordination interministérielle sur le plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuit	Coordonner le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental. Assurer la mise en œuvre du plan et des activités qui s'y rattachent de façon parallèle.	Alexandra Parent Caroline Éthier Sarah Bourgeois-Lessard	1
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale	Négocier des ententes en matière de sécurité sociale et coordonner les actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement.	Gabriel Boisvert	1
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtones et assurer un suivi de la réalisation des expertises.	Daniel Benghozi Hubert Noreau-Simpson Alexandre Ouellet Sophie Lépine-Zaruba Leandro Steinmander	3
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême.	Sophie Lépine Zaruba Sylvie Boulay Marie-Josée Verreault	7

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Directeurs des palais de justice Pierre-Charles Thibault Rémi Gauthier	3
Comités régionaux de liaison avec le ministère de la Sécurité publique	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs régionaux Directeurs des palais de justice et directeurs des greffes	5
Rencontre des gestionnaires délégués en données numériques gouvernementales	Assurer une utilisation optimale des données numériques gouvernementales.	Mylène Martel	3
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Élaborer les orientations à proposer au Conseil du trésor, assurer une mise en œuvre concertée des orientations du Conseil du trésor et identifier des opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité.	Kathy Plante Mylène Martel	7
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'Administration québécoise (CERT/AQ)	Le Québec dispose de sa propre brigade de défense contre les intrusions cybernétiques. Le mandat du CERT/AQ est d'analyser les dernières alertes de sécurité. et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental et de partager de l'information relativement au domaine de la sécurité informatique.	Jonathan Goyette Alain Nolet	42
TAG – Table des architectures gouvernementales	Sous la responsabilité du Centre québécois d'excellence numérique, cette table a pour mission d'accélérer et de faciliter la transformation numérique gouvernementale en favorisant le partage et la collaboration à travers l'écosystème.	Sylvain Deschênes	5
Centre gouvernemental de cyberdéfense	Le centre gouvernemental de cyberdéfense assure un leadership gouvernemental dans la prévention, la protection, la détection et la prise en charge d'incidents en matière de sécurité de l'information. Il a comme mandat d'assurer une surveillance constante des cybermenaces, de coordonner des interventions rapides et d'instaurer les meilleures pratiques de cyberdéfense dans l'administration publique québécoise.	Hakima Bouchaoua Azzouz Mghardaoui	42
Comité interministériel en intelligence artificielle (IA) (MCN)	Le Comité a le mandat d'arrimer les actions stratégiques en lien avec l'adoption de l'IA dans le secteur public et de mutualiser les efforts gouvernementaux en matière d'IA.	Mylène Martel	5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité interministériel Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Travaux en lien avec le nouveau Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028.	Antoine Guilbeault-Verville Geneviève Richard	2
Comité de travail sur l'utilisation accrue de la visioconférence en matière judiciaire	Implanter la visiocomparution sur l'ensemble du territoire.	Sophie Demers Philippe Laurin Josée Kirouac	39
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec.	Marjorie Forgues	2
Comité directeur sur les données ouvertes (supporté par le comité de coordination)	Déterminer les engagements annuels et les priorités du ministère de l'Économie et de l'Innovation pour l'ouverture des données et la collaboration au plan d'action pour le gouvernement ouvert du secrétariat du Conseil du trésor et approuver le cadre formel pour l'ouverture des données au ministère de l'Économie et de l'Innovation ainsi que les projets d'ouverture de jeux de données.	Jean-François Lord Benoît Carbonneau	0
Table de concertation Manawan	Le mandat de la table de concertation consiste à améliorer l'accès à la justice pour les membres de la communauté de Manawan ainsi qu'à favoriser l'émergence d'une justice mieux adaptée à la culture et aux enjeux des Atikamekw par le partage de l'information et la coordination des actions. Elle sera appelée à se pencher sur les enjeux sociojudiciaires qui touchent les résidents de Manawan et à faire des recommandations en vue de solutionner les enjeux rencontrés.	Geneviève Richard Evelyne Sauvé Jean-François Lévesque Philippe Laurin Alexandra Parent	2
Comité du Barreau de la Côte-Nord	Comité regroupant les principaux partenaires de la Justice, visant à identifier les problématiques relatives liées à la Cour itinérante, à convenir des solutions requises et à les mettre en place.	Mireille Joncas Marie-Claude Simard Geneviève Richard Alexandra Parent	2
Conférences administratives régionales	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	Directeurs régionaux	16
Comité de coordination régionale des opérations	Discussion concernant les enjeux régionaux et le règlement de certaines problématiques.	Directeur régional Directeurs locaux	13

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité Montréal Sur La Fluidité Des Auditions (DGSM-ministère de la Santé et des Services sociaux-Magistrature-Barreau)	Assurer la bonne marche des auditions en mode semi-virtuel en matière de santé mentale avec les Centres intégrés de santé et de services sociaux de l'île de Montréal.	Mariane Bastien	3
Groupe de travail interministériel sur les camps autochtones	Réfléchir sur la question des camps érigés par les autochtones sur le territoire public.	Laurie Anctil Marie-Claude Asselin Émilie Tremblay Sylvie Boulay	3
Comité de sélection des projets spécifiques du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels	Recevoir, analyser et émettre les recommandations au ministre relativement aux projets retenus.	Jade Cabana Delphine Matte Roger Dupuis	1
Comité interministériel sur la criminalisation du VIH	Conseiller les instances ministérielles de la Santé et des Services sociaux et de la Justice sur les articulations des politiques de justice et de santé publique, à la lumière des données scientifiques et des principes légaux, au sujet de la criminalisation de l'exposition au VIH.	Julie Roy Simon-Pierre Lavoie	0
Comité interministériel en attraction des talents	Promouvoir les emplois pour lesquels des besoins de main-d'œuvre ont été déterminés afin d'attirer et de retenir les meilleurs candidats et candidates et promouvoir l'image d'une fonction publique renouvelée selon les orientations en matière de gestion des ressources humaines.	William Doucet	3
Comité projet ambassadeur	Le Secrétariat du Conseil du trésor a pour projet d'impliquer les employés à titre d'ambassadeurs de la fonction publique. Pour ce faire, elle souhaite développer différents « produits ambassadeurs ». Ces derniers couvriront une multitude de thèmes et viseront à mettre des employés ou des équipes inspirantes au cœur du concept. L'objectif étant de développer le sentiment de fierté, le sentiment d'appartenance et la mobilisation des employés et ainsi de faire rayonner la fonction publique comme employeur de choix.	William Doucet	0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table de coordination interministérielle en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Partager l'optimisation des façons de faire en gestion de main-d'œuvre.	Marie-Hélène Cayer	3
Gestionnaires en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Échanger sur les pratiques.	Virginie Nadeau Isabelle Côté	5
Table de suivi des opérations en ressources humaines	Discuter sur les opérations en ressources humaines.	Chantale Vachon	0
Réseau des répondants en développement du leadership et des habiletés de gestion	Partager des connaissances, des façons de faire dans le développement des cadres, des bonnes pratiques et des bons coups.	Kate Peterson Bianca Roberge	5
Table interministérielle en gestion du changement	Partager des réflexions, des connaissances, des bonnes pratiques, des outils et des expériences en gestion du changement et en transformation organisationnelle au sein des ministères.	Julie Bélanger	2
Forum des directrices et directeurs en ressources humaines	Le Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec (FDRH) est un regroupement qui privilégie la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines (GRH) dans la fonction publique du Québec.	Karine Larochelle	6
Comité exécutif du Forum des directrices et directeurs en ressources humaines	Le Conseil exécutif (CE) du FDRH a pour rôle de définir les orientations de l'activité des différentes directions des ressources humaines de la fonction publique du Québec.	Karine Larochelle	6
Comité d'échange de bonnes pratiques	Ce comité est dédié au réseautage et à l'échange de connaissances entre les directions des ressources humaines.	Karine Larochelle	11
Groupe de codéveloppement des répondants en matière de conflits et harcèlement psychologique	Discuter et apporter des pistes d'action pour diverses situations en gestion préventive des conflits et du harcèlement. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager l'expertise.	Gabrielle Émard	5
Comité de coordination du réseau des répondants en matière de conflits et de harcèlement psychologique	Favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise dans le dossier de la prévention et du traitement des situations de conflits et de harcèlement, et ce, en privilégiant la concertation, l'échange, le partage et le soutien.	Gabrielle Émard	3

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe de co-développement en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail	Discuter et apporter des pistes d'action pour divers cas d'invalidité et de réintégration au travail. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager leur expertise.	Kathleen Martineau Kim Pelletier	12
Communauté de pratique en lésions professionnelles	Partager, apprendre et échanger sur des dossiers, des problématiques, des expériences, des modèles et d'outils dans les dossiers de lésions professionnels.	Kim Pelletier Denise Savard	7
Groupe d'échange en santé sécurité	Organisé par le SCT et offert aux coordonnateurs en SST, afin de nous aviser des dernières nouvelles en matière de santé sécurité au travail et de la nouvelle réglementation. Échanger et questionner afin de recueillir de l'information sur un sujet précis en santé sécurité.	Kim Pelletier	3
Table d'échange sur la refonte de dotation	Échanger sur les défis, opportunités et enjeux en lien avec la refonte du processus de dotation à venir.	Julie Gélinas	3
Réseau des répondants organisationnels en formation	Réseau coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). L'objectif du réseau est que le SCT informe des initiatives en cours et à venir dans une optique d'arrimage interministériel.	Claudia Morissette Bianca Roberge	3
Comité externe de suivi de la démarche d'adéquation formation-emploi du MJQ	Comité chapeauté par le MJQ qui permet d'effectuer des recommandations, de coordonner les actions à réaliser et d'en effectuer le suivi afin d'optimiser l'adéquation formation-emploi des services de justice.	Karine Larochelle Claudia Morissette Jean-François Oigny	2
Groupe interministériel sur l'expérience employé	Réseau coordonné par la RAMQ et qui permet de partager des problèmes, des expériences, des modèles, des outils et les meilleures pratiques en termes d'expérience employé.	Alexie Gauthier	0
Réseau des conseillers en promotion des saines habitudes de vie de la fonction publique	Réseau coordonné par le SCT. L'objectif du réseau est de soutenir les directions des ressources humaines sur les façons d'habiliter les employés et les gestionnaires dans la prise en charge de leur santé globale, tant physique que psychologique.	Nathalie Arsenault	5
Réseau des répondants en diversité et inclusion	Coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le SCT outille et forme les collaborateurs réseau quant aux initiatives à mettre de l'avant en termes d'équité, de diversité et d'inclusion. Ce réseau est aussi un lieu d'échange quant aux pratiques en place au sein de la fonction publique.	Nathalie Arsenault	6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Réseau des Adjoints exécutifs des directeurs en ressources humaines	L'objectif du réseau est d'échanger sur les pratiques en ressources humaines des ministères y participant.	Viviane St-Amand Michaud	2
Comité de gouvernance interministériel Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	Mettre en place des leviers pour optimiser les délais. Ces leviers consistent notamment en la revue des processus établis pour chacun des ministères afin de travailler en amont et identifier les enjeux et problématiques afin d'apporter les actions requises pour limiter les temps d'attentes ou d'approbations.	Julie Massé Marise St-Pierre Marie-Sophie Leclerc Sara Ponton	0
Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones à Sept-Îles	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux autochtones.	Mireille Joncas	1
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à profit les expertises et tenir compte des besoins de chaque ministère en matière de recherche et d'innovation. Favoriser la culture scientifique et d'innovation et maximiser son impact. Soutenir et accompagner les ministères et organismes afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en recherche et innovation. Favoriser la collaboration et le partenariat pour optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant sur le plan économique, social et culturel, ainsi qu'au sein même de l'appareil public. Contribuer à l'allègement réglementaire pour favoriser l'innovation. Harmoniser les clauses types et les frais indirects de recherche (FIR) afférents aux projets de recherche universitaires. 	Benoît Carbonneau Marie-Claude Simard Patrick-Thierry Grenier Sophie Hein Marie-Catherine Paré	2
Table locale (La Tuque) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Anne-Marie Lapierre-Green	6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table locale (Trois-Rivières, Shawinigan, Bécancour/Nicolet/Yamaska) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Anne-Marie Lapierre-Green	6
Groupe de travail Québec – Cours municipales	Valider et approuver les nouvelles façons de faire et les nouvelles solutions technologiques en appui aux programmes de transformation de la justice en contexte municipal. Établir des standards et échanger sur les meilleures pratiques.	Gabriel Lacroix-Dufour Marjorie Forgues Patrick-Thierry Grenier Francine Asselin Gaétan Rancourt Audrey Turmel	0
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique	Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique et conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique.	Hubert Noreau-Simpson Rosemarie Fortier	2
Comité de liaison de coordonnateurs JuridiQC	Prendre connaissance des risques et des actions qui sont transmis par la Société québécoise d'information juridique, assurer le suivi de la performance du projet (par phase de réalisation), les jalons, les enjeux et les activités réalisées, en cours et à venir.	Santiago Velasquez Céline Dufresne Caroline Vachon Michael Dubé Francine Gravel	14
Comité d'orientation de projet de l'enquête populationnelle sur la violence conjugale	Orienter et participer à l'élaboration de la première enquête populationnelle sur la violence conjugale au Québec.	Jade Cabana	1
Comité de travail sur la violence conjugale	Assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre des actions gouvernementales en violence conjugale. Il est composé de plusieurs ministères et organisations partenaires.	Delphine Matte Jade Cabana	1
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès	Comité visant à guider les travaux menés afin de simplifier les démarches administratives à la suite d'un décès, à trouver des solutions aux problématiques identifiées et proposer des solutions arrimées.	Patrick-Thierry Grenier Marjorie Forgues Élise Labrecque Christian G. Sirois	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité directeur de mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental sur la simplification des démarches à la suite d'un décès	En juin 2023, la structure de gouvernance de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches en cas de décès a été revue. Ce Comité vise à suivre les travaux menés pour mettre en œuvre le Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès.	Michel Paquette Valérie Martel Sophie Hein Marie-Claude Simard Julien-Maurice Laplante Stéphanie Turcotte	2
Comité de travail en matière pénale	Le comité a pour mandat de confirmer la validité des travaux et indicateurs en matière pénale, d'améliorer la précision des résultats liés aux indicateurs et de chercher des réponses aux questionnements soulevés en la matière.	Rim Boujmil Diane Messier Martin Ross	0
Comité directeur sur la statistique judiciaire	Le comité directeur a pour mandat d'assurer la conception d'un système de suivi des données statistiques du système de justice, soit des tableaux de bord adaptés aux divers besoins de la magistrature, de ministère de la Justice et des partenaires du système de justice. Le comité voit aussi à assurer la mise en place de l'expertise nécessaire à l'analyse des résultats.	Gabriel Lacroix-Dufour Albert Besnier Jean-François Ducré-Robitaille Marjorie Forgues Mylène Martel	1
Comité des agents de liaison de l'entreprise nationale relative à la statistique juridique (CALENRSJ)	Rattaché au Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) de Statistique Canada, le CALENRSJ se compose de fonctionnaires ministériels nommés par les sous-ministres des juridictions canadiennes, du directeur général de Statistique Canada responsable du CCSJ, ainsi que d'un représentant de l'Association canadienne des chefs de police. Le comité apporte des éclaircissements sur des sujets d'intérêt dans la collectivité, passe en revue des articles de Juristat en cours de préparation et d'autres rapports, et constitue une voie de communication entre les fournisseurs de données et le CCSJ pour la discussion des questions liées à la qualité des données.	Gabriel Lacroix-Dufour Albert Besnier Keven Leclerc	3
Comité de travail – Évaluation de la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle à certaines publications statistiques sur la criminalité	Le mandat consiste à mener des travaux pour évaluer la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle aux publications annuelles du MSP portant sur les violences sexuelle et conjugale. Ces données proviendraient de différentes organisations partenaires : Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), ministère de la Justice du Québec (MJQ), Sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) et Commission québécoise des libérations conditionnelles	Albert Besnier	4

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	(CQLC). L'intégration de ce type de données permettrait d'avoir un portrait plus complet des affaires de violence sexuelle et de violence conjugale à différentes étapes du processus judiciaire.		
Comité interministériel du développement durable	Le Comité interministériel du développement durable (CIDD) est une instance dont les décisions visent à orienter la contribution des ministères et organismes du gouvernement du Québec en la matière. Il est également un lieu d'échange, d'information et de promotion du développement durable. Les travaux du CIDD se déroulent dans un esprit et une dynamique participative et contributive. Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous- ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le Ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable.	Gabriel Lacroix-Dufour	1
Groupe de travail sur la mise en place d'un régime de sanctions administratives pécuniaires en matière municipale	Faire les analyses pour la mise en place d'un régime de sanctions administratives pécuniaires pour certains manquements aux lois et règlements en matière municipale, dont ceux visant le stationnement pour les villes de Montréal et Québec.	Élise Labrecque Vicky Lamontagne Marie-Émilie Rochette Gaston Pelletier Amélie Couture-Roy Luc Dumont	4
Comité de suivi du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Mettre en place un Comité de suivi de l'application des ententes tarifaires et des impacts engendrés par les modifications introduites à la suite du rapport final du GTI.	Élise Labrecque Marie-Catherine Paré Odette Legendre	12
Groupe de travail permanent (GTP) fédéral, provincial et territorial (FPT) sur l'aide juridique	Conseiller et soutenir les sous-ministres FPT responsables de la justice et de la sécurité publique pour assurer la prestation de services d'aide juridique aux personnes admissibles au moyen d'un partenariat continu et d'une constante collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les régimes d'aide juridique. Former les partenaires gouvernementaux et les fournisseurs de services d'aide juridique sur des enjeux nationaux communs.	Geneviève Richard Julien-Maurice Laplante Myriam Anctil	5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe de travail sur le contrôle coercitif	Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la criminalisation du contrôle coercitif.	Julie Roy Catherine Brown Delphine Matte	3
Groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le Programme de justice autochtone (PJA)	Tribune intergouvernementale pour l'échange de connaissances et discuter et collaborer à l'égard des questions de politique et de programme qui concernent le Programme de justice autochtone. Ce programme de Justice Canada appuie les projets communautaires de justice destinés aux Autochtones qui permettent le substituer des mesures de rechange à la justice conventionnelle lorsque les circonstances s'y prêtent.	Alexandra Parent Michelle Jacob	3
Groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	Ce groupe de travail sert de tribune pour la définition en continu des questions intergouvernementales qui ont trait au Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et pour les discussions à cet égard. Ces questions peuvent inclure, entre autres, le financement des projets, l'admissibilité, la prestation des programmes, l'évaluation des programmes, les questions de promotion et de communication, la formation, le partage des connaissances (nouvelles lois, etc.), les questions pangouvernementales, la collecte de données ou le dépôt de données.	Alexandra Parent Jean-François Lévesque	4
Comité opérationnel sur la mise en œuvre du PL-15 en protection de la jeunesse pour les enfants autochtones.	Comité interministériel pour la mise en œuvre des dispositions particulières pour les Autochtones dans la Loi sur la protection de la jeunesse.	Sarah Bourgeois- Lessard Geneviève Richard	4
Groupe de coordination interministériel	Coordonner les travaux gouvernementaux relatifs à la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse et de la mise en œuvre de cette commission, le cas échéant.	Patrick-Thierry Grenier Marie-Catherine Paré	0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe de travail tactique interministériel sur le suivi des travaux de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse	Assurer la rédaction du Plan de mise en œuvre de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse et établir les étapes de réalisation et de suivi.	Sophie Lacroix	2
Groupe de travail sur la réduction des délais judiciaires en protection de la jeunesse	Brosser un portrait précis de la situation et identifier les actions à mettre en œuvre afin de réduire l'ensemble des délais en matière de protection de la jeunesse, en amont de la judiciarisation jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu.	Sophie Lacroix Jean-François Ducre-Robitaille Geneviève Brindle Chantal Charbonneau	15
Comité directeur du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Faire un suivi régulier aux sous-ministres associés des enjeux ou des problématiques qui nécessitent leurs interventions. Prendre les décisions qui s'imposent en cours de projet, notamment face aux enjeux ou lors de litiges. Donner des orientations au comité de coordination relativement aux demandes formulées par les sous-ministres associés.	Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque Audrey Turmel Christine Chiasson Christine Côté	17
Comité opérationnel de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches – Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer l'implantation du service de médiation dans leur district. Mobiliser les divers acteurs participants à mettre en place le service de médiation et faciliter la communication entre eux. Résoudre les problématiques rencontrées sur le terrain dans la mise en place du service de médiation. Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	8
Comité opérationnel des Laurentides – Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer l'implantation du service de médiation dans leur district. Mobiliser les divers acteurs participants à mettre en place le service de médiation et faciliter la communication entre eux. Résoudre les problématiques rencontrées sur le terrain dans la mise en place du service de médiation. Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	8
Comité opérationnel de la Montérégie – Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer l'implantation du service de médiation dans leur district. Mobiliser les divers acteurs participants à mettre en place le service de médiation et faciliter la communication entre eux. Résoudre les problématiques rencontrées sur le terrain dans	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	8

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	la mise en place du service de médiation. Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques.		
Comité opérationnel de l'Estrie – Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Assurer l'implantation du service de médiation dans leur district. Mobiliser les divers acteurs participants à mettre en place le service de médiation et faciliter la communication entre eux. Résoudre les problématiques rencontrées sur le terrain dans la mise en place du service de médiation. Partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques.	Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour	8
Comité d'évaluation du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Ce comité regroupe des acteurs du MJQ, du MSSS, du DPJ, du ctx DPJ, du BAJ, de la pratique privée et des médiateurs. Ce comité permet de soutenir et conseiller les évaluateurs de programme dans la planification et la réalisation des travaux d'évaluation. Accompagner la démarche des évaluateurs de programme afin d'assurer la cohérence et la crédibilité de l'analyse de projet pilote de médiation en protection de la jeunesse.	Christine Chiasson Christine Côté Marie-Claude Boies Sophie Lacroix Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque Audrey Turmel	1
Groupe de travail interministériel sur les ajouts aux terres de réserve	Le groupe de travail est dirigé par le Secrétariat aux affaires autochtones. Il a été créé en février 2020 pour documenter les enjeux soulevés par les terres de réserve en territoire québécois et élaborer des recommandations afin d'actualiser les orientations gouvernementales en matière de création ou d'agrandissement de réserves.	Laurie Anctil	0
Comité fédéral-provincial – Entente de partage de l'information provenant des tribunaux québécois vers le Service correctionnel du Canada	Le mandat du comité est d'échanger avec le Service correctionnel canadien et les autres États fédérés quant à la modernisation des mécanismes de transmission des informations judiciaires.	Gaétan Rancourt Patrick Naud-Cavion Caroline Dion Julie Couture Méliza Deschênes	6
Comité interministériel et des partenaires autochtones pour le développement d'une information sur la Justice et les Autochtones	Un volet additionnel à la formation en ligne conçue pour l'ensemble des employés de la fonction publique sur les réalités autochtones est en développement pour sensibiliser les intervenants socio-judiciaires à l'ensemble des enjeux en matière de justice propres aux Premières Nations et aux Inuits. Un comité consultatif formé de partenaires Autochtones et de représentants institutionnels a été mis sur pied en soutien au projet	Sarah Bourgeois-Lessard Jade Cabana	0

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	piloté par la Direction des affaires autochtones du ministère de la Justice et l'Université du Québec à Montréal.		
Table interministérielle en gestion des bénéfices	Partager les bonnes pratiques en gestion des bénéfices par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Brigitte Dumont	10
Table interministérielle en amélioration continue	Partager des bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Geneviève Bureau Catherine Bernier Jean-François Cayer Luis Manuel Mejia Diaz Simon Lortie Marie-Ève Morin	7
Comité de gestion des risques Visiocomparution	Ce comité a pour mandat d'assurer le suivi des risques de Visiocomparution et d'assurer l'arrimage entre les différents ministères partenaires.	Edith Caron Sophie Demers Mario Houle Audrey St-Pierre Christine Côté Judith Paquette Josée Kirouac Caroline Reny Eric Peloquin Philippe Laurin Kathleen Lechasseur Sonia Pouliot	10

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité consultatif d'évaluation du Plan de modernisation du système de justice	Le comité donne son avis sur les travaux d'évaluation découlant du Plan pour moderniser le système de justice (cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, cadre d'évaluation, bilans annuels commentés, etc.).	Christine Côté Marcos Gon Mélanie Beaulieu Nicolas Thibault Caroline Doucet Gaétan Rancourt Philippe Laurin Charles Émond Audrey Turmel Audrey St-Pierre	1
Comité directeur – Centre de recherche en droit public	Comité de gouvernance sur les activités du centre. Le Centre a pour objectif la réalisation de travaux de recherche fondamentale et appliquée en droit prospectif et dans des disciplines connexes.	Patrick-Thierry Grenier Marie-Claude Simard	1
Comités interministériels – Curateur public	Ces comités visent à assurer les arrimages requis dans le cadre de la transformation opérée par le Curateur public.	Patrick-Thierry Grenier	0
Rencontres interministérielles des sous-ministres associés – violences sexuelles et conjugales	Comité mis en place par le Secrétariat à la condition féminine visant à discuter de la coordination interministérielle dans le contexte du suivi des recommandations du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, de la prolongation et du renouvellement de la Stratégie violences sexuelles et du premier rapport du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale.	Patrick-Thierry Grenier	1
Groupe de travail justice au Nunavik	Comité regroupant les principaux partenaires de la Justice, visant à identifier les problématiques relatives aux clientèles autochtones dans le nord du Québec, à convenir des solutions requises et à les mettre en place.	Sarah Bourgeois-Lessard	1

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire. Il devra notamment évaluer et déterminer les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour Dominique Bégin Antoine Guilbeault-Verville Mélanie Beaulieu Émilie Irvoas Claudine Simon Lydie Wellman-Fredette Laurence Montplaisir	2
Groupe des responsables en analyse et évaluation (GRAEP)	Ce comité vise à favoriser l'implantation et le développement de la fonction d'évaluation et de suivi des programmes, dans le respect des orientations du Conseil du Trésor en la matière. Œuvrant pour les ministères et organismes du gouvernement du Québec, il vise à animer le réseau d'évaluateurs de programmes et à soutenir les dirigeants de cette fonction.	Christine Côté Mélanie Beaulieu	5
Comité interministériel sur le Régime enregistré d'épargne invalidité	Élaborer davantage les solutions mises de l'avant dans le rapport.	Gaston Pelletier Élise Labrecque Yann Duguay Mathieu Bérubé André-Claude Veillette	0
Comité permanent sur l'application de la loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)	Examiner les recommandations des différents rapports, avis ou commentaires soumis au gouvernement du Québec concernant l'application de la LPJ; recommander, s'il y a lieu, des modifications à la LPJ; identifier et recommander les modifications qui pourraient être apportées à la LPJ afin d'améliorer la capacité du directeur de la protection de la jeunesse à intervenir auprès des familles et des enfants en difficulté en proposant des solutions législatives.	Sophie Lacroix Johanne Destrempe Sophie Joncas Mathieu Thériault Sarah Bourgeois-Lessard	4

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité interministériel sur l'application de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement	Coordonné par le SRPNI, suivre la de mise en oeuvre de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement.	Sarah Bourgeois-Lessard	3
Table nationale de consultation sur la mise en place du projet pilote de tribunal spécialisé	Soutenir le déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. La table documente les enjeux des partenaires, contribue à l'élaboration d'orientations nationales et suit la mise en œuvre du projet pilote en facilitant la mobilisation des différents acteurs.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour Dominique Bégin Claudine Simon Émilie Irvoas Laurence Montplaisir Katherine Morissette	1
Comité interministériel de niveau directeur et professionnel en violence sexuelle, conjugale et familiale	<p>Sous la coordination du SCF, favoriser la concertation, l'échange d'information et le partage d'expertise entre les MO afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et la reddition de comptes des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale. Ce comité a pour but le suivi de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la VS/VC et Rebâtir la confiance 2022-2027.</p> <p>Les enjeux et actions en matière de violence sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone sont aussi considérés dans le mandat de ce comité.</p> <p>Ce comité a également pour mandat d'être à l'affut de nouvelles initiatives pour répondre à des recommandations faites aux gouvernements qui n'ont pas trouvé de réponses ou à tous nouveaux enjeux en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale.</p>	Geneviève Richard Alexandra Parent	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Groupe de travail sur l'implantation du tribunal spécialisé dans le district judiciaire de Montréal	Identifier et analyser les particularités relatives au district judiciaire de Montréal, proposer des scénarios d'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale dans le district judiciaire de Montréal.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour Katherine Morissette Nathalie Matteau	0
Comité de révision des pratiques policières en violence sexuelle	Réviser le guide de pratiques policières du ministère de la Sécurité publique en matière de violence sexuelle.	Delphine Matte	3
Comité sur la justice réparatrice en violence sexuelle et en violence conjugale d'Équijustice	Présenter et discuter des pratiques réparatrices en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	Delphine Matte Audrey Turmel Mélanie Vallée	2
Comité interministériel <i>Un Québec pour tous les âges</i>	Comité de suivi et de mise en œuvre du plan d'action <i>Un Québec pour tous les âges</i> .	Richard Carbonneau Julie Goulet	3
Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Groupe de travail sur la recommandation 5 du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Le groupe vise à produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer. Ce comité comprend des représentants du ministère de la Sécurité publique, du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de l'Économie et de l'Innovation, du ministère des Finances, de l'Université de Montréal et du ministère de la Justice.	Patrick-Thierry Grenier Jade Cabana	1
Comité fédéral-provincial-territorial sur les services aux personnes victimes	Comité regroupant des représentants des gouvernements ainsi que des représentants de Justice Canada, de la RCMP, des Services correctionnels du Canada et d'organismes nationaux afin d'échanger sur diverses bonnes pratiques en matière d'aide aux personnes victimes.	Jade Cabana	5
Table élargie des modes alternatifs	Développement des connaissances et des meilleures pratiques de gestion en mode alternatif.	Steve Parisé	0
Comité de travail sur l'aménagement des milieux de travail axés sur les activités pour juristes	Ce comité sous la responsabilité de la Société québécoise des infrastructures a pour mandat d'analyser diverses questions relatives aux milieux de travail axés sur les activités pour juristes. Il a aussi la responsabilité de proposer un modèle de milieux de	Anne-Marie Delisle	1

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
	travail axés sur les activités pour juristes. Le ministère de la Justice a été invité à participer aux travaux considérant ses enjeux et préoccupations.		
Comité de liaison du Plan pour moderniser le système de justice	Ce comité a pour mandat d'assurer une coordination de niveau tactique de l'ensemble du Plan pour moderniser le système de justice et appuie le Comité des Hauts dirigeants dans ses travaux.	Mylène Martel	2
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Analyser les enjeux au plan technique, juridique, organisationnel et financier de l'utilisation de la caméra portative.	Yan Paquette	3
Comité technique agents évaluateurs	S'assurer que les pratiques en matière de conduite avec la capacité affaiblie par l'effet d'une drogue détectée par agent évaluateur soient à jour sur le plan scientifique et juridique.	Catherine Brown	0
Comité de négociation des ententes en matière d'échange de permis de conduire	Négocier des ententes internationales en matière de permis de conduire et assurer le suivi de leur mise en œuvre et de leur application. Analyser celles déjà conclues pour les réviser au besoin.	Sylvie Scherrer	0
Comité interministériel sur le jeu en territoire autochtone	Élaborer des solutions à proposer aux autorités gouvernementales afin de répondre à des problématiques liées au jeu illégal en territoire autochtone.	Yan Paquette Jean-François Lord	3
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles.	Marjorie Forgues Élise Labrecque Mira Banerjee Katie Levasseur	2
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires (Volet juridique et orientations)	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles (enjeux de nature juridique).	Annie Gauthier Nancy Allaire Ann-Sophie Lamontagne	3
Comité ministère de la Justice – ministère des Finances	Les travaux de ce comité concernent la révision des mesures de fiscalité des familles, notamment l'allocation familiale pour les familles recomposées.	Annie Gauthier Ann-Sophie Lamontagne Marie-Hélène Filteau	5

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits	Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des Nunavimmiuts.	Yan Paquette Alain Bellefeuille	0
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires de proximité (CLPP)	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information avec les partenaires directement touchés par la livraison du programme en procédures non-contentieuses et de prévoir les arrimages et la gestion du changement nécessaire au bon déroulement.	Gaétan Rancourt Catherine Rioux Janick Croteau Isabelle Soucy Marie-Laure Gonnin	3
Comité interministériel sur les demandeurs d'asile	Planifier la prestation de service gouvernemental destiné aux demandeurs d'asile et leur prise en charge dans la foulée de la réouverture des frontières dans le contexte pandémique.	Julien-Maurice Laplante Santiago Velasquez	22
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023.	Élisabeth Dufour	0
Comité Logement (mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'Action 4 du Groupe d'Action contre le Racisme)	Élaborer, mettre en œuvre et suivre des mesures découlant de l'Action 4 du Groupe d'Action contre le Racisme (4-GACR).	Michel Paquette Sophie Hein	1
Comité des directeurs Plan d'action gouvernemental en matière d'habitation - Table gouvernementale en affaires territoriales	Contribuer à l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'habitation – Table gouvernementale en affaires territoriales.	Julien-Maurice Laplante	0
Comité consultatif avec les organismes du portefeuille « Justice »	Assurer la concertation en matière de gestion de ressources pour l'ensemble des organismes du portefeuille « Justice ».	Kathy Plante	0
Comité consultatif stratégique (Centre d'acquisitions gouvernementales)	Assurer la prise en compte des besoins des ministères et organismes en matière d'acquisitions.	Kathy Plante	3
Comité mixte des services à la clientèle	Contribuer à l'optimisation de l'offre de services.	Kathy Plante	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail sur la détermination du statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention	Déterminer le statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention.	Nadine Hokayem Régine Robichaud André-Claude Veillette David Champagne	8
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) – Côte-Nord	Planification de la sécurité civile à l'échelle régionale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec.	Mireille Joncas	30
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) – Saguenay Lac-Saint-Jean	Planification de la sécurité civile à l'échelle régionale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec.	Céline Claveau Josyane Hamel	22
Table d'affaires autochtone de la CAR-AT (Conférence d'affaires régionales Abitibi-Témiscamingue)	Forum visant à approfondir les discussions sur les meilleurs moyens de coordonner l'action gouvernementale avec les communautés autochtones sises dans la région.	Elsa Acem Mac-Yves Makolo-Mukoka	2
Comité d'affaires autochtone du Nord-du-Québec	Comité consacré aux questions autochtones. Les travaux de la Table sont coprésidés par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA). Ce comité permet de rassembler les coordonnateurs ministériels régionaux des questions autochtones, et d'autres acteurs étant au cœur de l'action gouvernementale en matière de questions autochtones. Il permet d'identifier des mesures concrètes permettant d'améliorer la prestation de services gouvernementaux envers cette population, en plus de partager des pistes de solutions à certains enjeux reliées aux questions autochtones qui sont propres à chaque ministère ou organisme.	Elsa Acem Christine Dubois	2
Table des officiers publics	L'objectif de la table est d'instaurer de canaux privilégiés entre les 4 officiers publics et de planifier des rencontres officielles pour: <ul style="list-style-type: none"> • Tribune d'échanges; • Partage de réalités et bonnes pratiques en ce qui concerne la gestion de registres publics gouvernementaux; • Mettre à profit nos expériences et nos forces respectives; • Mettre en place des fondations facilitant une meilleure concertation entre les quatre officiers publics. 	Christian G. Sirois Sébastien Dufresne Carole Léonard Stéphanie Turcotte Maxime Bronquard-Pharand	3

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Table opérationnelle de l’apostille réunissant le MESS (Regroupement des registres, DEC et REQ), MEQ, MES, Chambre des notaires et Barreau du Québec.	L’objectif de cette table était de collaborer avec les différentes autorités émettrices des documents afin de mettre en place le service de délivrance des apostilles qui a vu le jour le 11 janvier 2024.	Sébastien Dufresne Geneviève Lalonde Raynatou Pelam Christian G.Sirois Maxime Bronquard-Pharand Carole Léonard Stéphanie Turcotte Chantal Vaillant	5
Conférence canadienne sur les sûretés mobilières	Tenue chaque année, cette conférence constitue un lieu privilégié d’échanges entre les représentants des gouvernements œuvrant dans le domaine de la publicité des droits réels mobiliers.	Christian G. Sirois Sébastien Dufresne Martine Auger	1
Table de concertation en matière criminelle Table de concertation en jeunesse délinquance Table de concertation en protection de la jeunesse Comité local socio-judiciaire Table de concertation régionale	Forum où sont discutés et proposés des orientations.	Nathalie Dupuis Lilia Furnica Marie-Ève Boulianne Andréanne Pelletier Audrey Boisvert Amélie Allard	16
Table de concertation des intervenants judiciaires en matière de protection de la jeunesse	Trouver des solutions pour améliorer le traitement des dossiers en matière de protection de la jeunesse.	Mireille Joncas	1
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	Membre du Conseil d’administration de cet organisme qui a pour mission de faciliter l’accès à la justice en favorisant la participation des personnes, par le biais de services d’information juridique gratuits, de soutien et d’orientation, offerts en complémentarité avec les ressources existantes.	Mireille Joncas Anne-Marie Bédard	7
Conférence administrative régionale de la Côte-Nord	Traiter des enjeux de développement de la Côte-Nord et établir le plan d’action de l’occupation et de la vitalité des territoires.	Mireille Joncas	3

Question 07	Suite
--------------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Organisation de la sécurité civile du Québec	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre, coordonne la réponse gouvernementale avec la mise en œuvre des missions du PNSC qui assure le soutien aux régions touchées par un sinistre. L'OSCQ réunit les coordonnateurs ministériels de la sécurité civile de la trentaine de ministères et organismes concernés par le PNSC. L'OSCQ assure également les liens avec les partenaires externes, notamment les ressources du gouvernement du Canada.	Marjorie Forgues Marie-Émilie Rochette Christian Trudel	35
Comité des partenaires JuridiQC	Assurer le suivi de l'échéancier de la phase en cours de réalisation, les coûts, la gestion des risques et le suivi des conditions émises dans l'avis de dérogation du Secrétariat à la communication gouvernementale.	Patrick-Thierry Grenier Julien-Maurice Laplante Caroline Dorval Santiago Velasquez	7
Comité stratégique (plateforme gouvernementale de règlement des différends en ligne)	Déterminer les orientations stratégiques du projet et assurer le respect des orientations gouvernementales. Ce comité suit l'état d'avancement du projet, valide et approuve les hypothèses de travail retenues de même que les principaux biens livrables. Il assure également la résolution des obstacles qui lui sont soumis.	Yan Paquette Mylène Martel Marie-Claude Simard Élise Labrecque Sophie Vézina	3
Comité stratégique du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des instances décisionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS. Ce comité a pour mandat de déterminer les orientations stratégiques du projet afin de mettre en place un lieu physique de services intégrés répondant aux besoins des personnes victimes et aux préoccupations de tous.	Richard Carbonneau	5
Comité de coordination du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des professionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS. Ce comité a pour mandat de coordonner les travaux de conception et de mise en œuvre d'un lieu physique de services intégrés.	Antoine Guilbeault-Verville	13

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité de travail du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit une trentaine d'organisations locales du district judiciaire de Québec, qui offrent des services en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Ce comité a pour mandat de réfléchir à tous les volets opérationnels de la mise en place d'un lieu physique de services intégrés.	Antoine Guilbeault-Verville	2
Comité de travail interministériel sur la Loi de Clare	En réponse aux recommandations de Rebâtir la confiance, groupe de travail du MSP sur la pertinence et la faisabilité de mettre en place des dispositions législatives visant à rencontrer les objectifs de la Loi de Clare.	Sébastien Beaulieu Geneviève Poliquin Delphine Matte	12
Groupe de travail interministériel – Financement à la mission d'organismes en exploitation sexuelle	Groupe de travail du MSP sur le financement d'organismes d'aide en exploitation sexuelle.	Delphine Matte Geneviève Poliquin	2
Comité du projet Famille Égalité Enfance (FEE)	Comité aviseur sur le développement d'une trousse virtuelle élaborée pour les CPE afin d'outiller le personnel des services éducatifs à la petite enfance pour protéger les enfants victimes de violence conjugale.	Geneviève Poliquin	1
Comité directeur Bracelet anti-rapprochement	Comité interministériel d'arrimage en vue de la mise en place et du déploiement graduel du bracelet antirapprochement dans les palais de justice, les établissements de détention et les bureaux de probation.	Patrick-Thierry Grenier Jade Cabana	0
Groupe de travail franco-québécois sur la coopération juridique et judiciaire	Le Groupe de travail franco-québécois encadre les échanges techniques (partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques) entre le Québec et la France dans les domaines juridique et judiciaire. Outre la lutte aux violences sexuelles et aux violences conjugales, ses priorités actuelles incluent le règlement amiable des différends, la transition numérique et la veille stratégique de développements juridiques.	Patrick-Thierry Grenier	3
Rencontre Québec/France – sous-groupe de travail sur les violences conjugales et sexuelles	Le Sous-groupe de travail dédié aux violences sexuelles et aux violences conjugales vise le renforcement des expertises mutuelles en favorisant les échanges d'informations relatifs au droit en vigueur, aux meilleures pratiques, aux innovations, aux travaux de recherche et aux réformes en réflexion en lien avant l'avancement des politiques gouvernementales en la matière.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Jade Cabana Éric Malo Geneviève Poliquin Maude Paquet Mélanie Deshaies	0

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité directeur – Palais de justice de Saint-Hyacinthe	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Mélanie Coderre Sophie Demers Geneviève Vallée Rémi Gauthier	3
Comité directeur – Palais de justice de Roberval	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Geneviève Vallée Julie Malouin Céline Claveau Rémi Gauthier Claudie St-Hilaire	3
Comité directeur Ad-Hoc – Palais de justice de Rouyn-Noranda	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Geneviève Vallée Claudie St-Hilaire Rémi Gauthier Lucie Giguère Josée Trottier	5
Comité directeur – Palais de justice de Québec	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Katherine Morissette Rémi Gauthier Geneviève Vallée Jimmy Vaillancourt Lucie Giguère	4
Comité directeur – Palais de justice de Québec – projet spécifique	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Geneviève Vallée Jimmy Vaillancourt Lucie Giguère	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité directeur – Palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Mylène Martel Florence Asselin Sébastien Bonneau Mariane Bastien Philippe Laurin Kathy Plante Geneviève Vallée Rémi Gauthier	1
Table de concertation en matière de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	Marjorie Forgues Kathy Plante Geneviève Vallée Karine Poudrier Philippe Laurin Katherine Morissette Rémi Gauthier	1
Table de concertation du milieu archivistique québécois	Table de concertation présidée par Bibliothèque et archives nationales du Québec dont le mandat vise à mobiliser les forces des intervenants afin d'une part, de contribuer au développement et à la pérennité de l'archivistique québécoise et, d'autre part, d'assurer la mise en place des meilleures pratiques afin d'assurer une saine gestion des documents tout au long de leur cycle de vie, depuis leur création à leur diffusion et mise en valeur.	Josée Bélanger	3
Comité de travail sur la mise en œuvre de la traduction des jugements avec la SOQUIJ	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Marjorie Forgues Caroline Dion Gaétan Rancourt Patricia Gignac	17
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires (CLAP)	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information auprès des organisations partenaires et de prévoir les arrimages nécessaires dont les orientations et décisions prises dans le cadre du programme Lexius.	Gaétan Rancourt François Ouellette Catherine Rioux	3
Comité sur les comparutions la fin de semaine et les jours fériés	Coordonner les réflexions en matière de comparutions la fin de semaine et les jours fériés.	Gaétan Rancourt Caroline Dion	0

Question 07	Suite
-------------	-------

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Comité tactique interministériel de la transformation numérique du curateur	Ce comité vise à assurer les arrimages requis entre les deux organisations au regard des travaux portant sur la transformation organisationnelle.	Gaétan Rancourt	0
Comité sur le projet pilote de régionalisation des demandeurs d’asile à Québec	Ce comité vise à favoriser la régionalisation des demandeurs d’asile vers la ville de Québec. Le comité est formé de gestionnaires et professionnels de plusieurs ministères et organismes qui offrent des services à Québec.	Santiago Velasquez	9
Comité quadripartite consultatif pour le développement de l’arbitrage	Ce comité vise le développement de l’arbitrage dans le cadre du parcours citoyen aux petites créances (projet de loi 8, Loi visant à améliorer l’efficacité et l’accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l’arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec). Il est constitué du SMOAJ et de partenaires externes, soit le Barreau, la Chambre des notaires du Québec et l’Université de Sherbrooke.	Caroline Lavoie Nathalie Jackson Léonie Cyr	8
Table de concertation en matière de petites créances	La Table de concertation en matière de petites créances, vise notamment à présenter les nouvelles initiatives et le suivi des activités aux petites créances. De plus, elle a pour but de favoriser l’assistance juridique, la médiation et la conciliation pour le règlement des litiges sur des créances de 15 000 \$ et moins qui sont de la compétence de la Division des petites créances de la Cour du Québec.	Patrick-Thierry Grenier Nathalie Jackson Julien-Maurice Laplante Sophie Vézina Gaétan Rancourt	2
Comité sur Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	Ce comité vise à opérationnaliser avec le gouvernement fédéral la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales.	Gaétan Rancourt Caroline Dion Monia Mathieu-Isabelle Katie Levasseur	1
Table de concertation en matière criminelle Table de concertation en jeunesse délinquance Table de concertation en protection de la jeunesse Comité local socio-judiciaire	Forum où sont discutés et proposés des orientations.	Nathalie Dupuis Lilia Furnica Marie-Ève Boulianne Andréanne Pelletier Audrey Boisvert Amélie Allard	16

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **07**

Suite

Comité	Mandat	Membre du MJQ	Nombre de rencontres
Caméras portatives	Analyser l'impact de la mise en place des caméras portatives sur le système de justice.	Yan Paquette Marjorie Forgues Mylène Martel	3
Comité de coordination des hauts fonctionnaires (CCHF) – Justice familiale	Répondant aux sous-ministres (SM) et aux ministres responsables de la justice et de la sécurité publique, le CCHF-JF a principalement pour mandat de les conseiller sur les enjeux relatifs aux questions de droit, aux politiques, aux services et au financement en matière de droit de la famille. Cela se fait notamment par le biais d'échanges au sein de différents sous-comités et groupes de travail du CCHF-JF, d'analyses, de consultations, de recherches en vue de leur formuler des recommandations. Le CCHF-JF est également une tribune pour les PT pour commenter les mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de droit de la famille, que ce soit en matière législative ou de financement.	Annie Gauthier Katie Levasseur	2
Rencontre des autorités centrales provinciales-territoriales-fédérale / Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.	Ce comité vise à partager les pratiques et de l'information en lien avec l'application de la Convention. Trouver des solutions aux enjeux soulevés par les différents intervenants.	Catherine D'Auteuil Benoît Doré-Coulombe Katie Levasseur	5
Comité portant sur le secret professionnel avocat-client lorsque revendiqué par l'État	Ce comité est chargé d'analyser la recommandation du Commissaire à la lutte contre la corruption visant à faciliter l'obtention, en cours d'enquête et lorsque nécessaire, d'une renonciation par l'État à son secret professionnel avocat-client.	Frédéric Maheux Simon-Pierre Lavoie Dorothée-Anne Bourque Catherine Brown	2
Comité sur le centre de ski Mont Saint-Anne	Ce comité vise à étudier les différents scénarios présentés pour la pérennité des activités du centre de ski Mont Sainte-Anne.	Jean-François Lord Julie René	15

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 08	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous ministres de la Justice en 2023-2024. Indiquer, pour chacune :
	a. les coûts; b. les dates et lieux; c. les personnes présentes; d. les sujets à l'ordre du jour; e. les résultats obtenus et les prévisions pour 2024-2025 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f. les rencontres inscrites à l'agenda pour 2023-2024.

Date	Lieu	Personne présente	Montant (\$)
29 au 31 mai 2023	Vancouver	Kathy Plante et Nada Jarjour	4 918
10 au 13 octobre 2023	Bromont	Yan Paquette, Nada Jarjour, Élisabeth Gosselin, Sébastien Daviault et Amélie Millette-Gagnon	15 824
4 et 5 décembre 2023	Rencontre virtuelle	Yan Paquette et Nada Jarjour	0
8 février 2024	Ottawa	Nada Jarjour	350

Question 09	Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	---

Fonds Accès Justice

Programme: Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

Sommes allouées: 222 940 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Appel à projets 2019-2020	Clinique Juste	4 000	N/A
Appel à projets 2021-2022	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse- de-Blainville	4 354	N/A
Appel à projets 2021-2022	Clinique Juridique du Grand Montréal	5 000	N/A
Appel à projets 2021-2022	Clinique juridique du Mile End	4 293	N/A
Appel à projets 2021-2022	Halte-Femmes Montréal-Nord	5 000	N/A
Appel à projets 2021-2022	Han-Droits l'ass. promotion & déf. droits per. hand. Memphremagog	2 093	N/A
Appel à projets 2021-2022	HocheLégal	2 500	N/A
Appel à projets 2021-2022	Institut de Médiation et d'Arbitrage du Québec	2 500	N/A
Appel à projets 2021-2022	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac inc.	3 047	N/A
Appel à projets 2021-2022	Ruche Vanier inc., La	5 000	N/A
Appel à projets 2021-2022	Ass. coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal (ACEF)	4 996	N/A
Appel à projets 2021-2022	Juripop	5 000	N/A
Appel à projets 2021-2022	Justice Alternative et médiation	4 691	N/A
Appel à projets 2021-2022	Option consommateurs	4 996	N/A
Appel à projets 2022-2023	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Nord de Montréal	7 375	N/A
Appel à projets 2022-2023	Alternative Appalaches inc., L'	7 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	Centre Interligne	7 335	N/A
Appel à projets 2022-2023	Centre Louise-Amélie	5 794	N/A
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique Saint-Michel	7 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	Équijustice Beauce	3 225	N/A
Appel à projets 2022-2023	IMAQ	7 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique Juripop	7 490	N/A
Appel à projets 2022-2023	Juristes à domicile	7 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	Option consommateurs (ACEF Centre de Montréal)	7 177	N/A
Appel à projets 2022-2023	Option consommateurs (ACEF Centre de Montréal) Projet 2	7 074	N/A
Appel à projets 2022-2023	Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec	7 500	N/A
Appel à projets 2022-2023	Société Elizabeth Fry du Québec	7 500	N/A

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 09	Suite
-------------	-------

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Autoreprésentation 2022-2023	Université du Québec à Montréal (Clinique internationale de défense des droits humains et Clinique de justice sociale)	15 000	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université d'Ottawa (Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais)	9 727	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université de Sherbrooke (Clinique juridique Clé de vos droits)	12 388	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université McGill (Clinique d'information juridique à McGill)	15 000	N/A
Autoreprésentation 2022-2023	Université de Montréal (Clinique juridique de la Faculté de droit)	22 885	N/A

Programme: Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité et autres organismes

Sommes allouées: 6 060 751 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	597 476	1
Centre de justice de proximité de Québec	884 627	0
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	773 964	1
Centre de justice de proximité de l'Outaouais	503 978	1
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	400 664	0
Centre de justice de proximité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	434 683	0
Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	269 851	0
Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	424 860	0
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	481 124	0
Centre de justice de proximité de la Montérégie	687 376	0
Centre de justice de proximité de la Mauricie	552 148	0
Éducaloi	50 000	N/A

Programme: Programme de prémédiation et de médiation en matière de petites créances et en matière familiale pour couples sans enfant

Sommes allouées: 862 356 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	26 368	0
Centre de justice de proximité de Québec	76 594	1
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	74 929	0
Centre de justice de proximité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35 429	0
Centre de justice de proximité de la Montérégie	228 430	2
Centre de justice de proximité de la Mauricie	67 246	0

Question 09	Suite
-------------	-------

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	353 360	0

Programme: Programme - Autoreprésentation
Sommes allouées: 1 780 556 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité de Québec – point de service de Chaudières-Appalaches	392 754	3
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	184 039	0
Centre de justice de proximité de l'Estrie	648 693	5
Centre de justice de proximité du Centre-du-Québec	555 070	4

Programme: Programme – Parcours Citoyens
Sommes allouées: 172 376 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion: Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière	172 376	1

Question 10	Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d’aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totale et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’aide, le nombre d’emplois créés et le montant reçu.
-------------	---

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Programme: Programme de subvention pour favoriser la recherche, l’information, la sensibilisation et la formation en matière d’aide aux victimes d’actes criminels

Sommes allouées : 159 260 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Direction de l’aide aux personnes victimes d’infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Revitalisation et développement du programme de prévention Clique sur toi! Au secondaire	Centre de prévention et d’intervention pour les victimes d’agression sexuelle (CPIVAS)	8 946
AmoVR : Brisons le silence de la violence dans les relations lesbiennes	Centre de solidarité lesbienne	4 423
Justice pour toutes	Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François	11 769
Tu vaux mieux que ça!	Maria Mourani (personne physique soutenu par la Sortie)	11 633
Prévention des cyberviolences faites aux femmes	Société Élizabeth-Fry	3 852
Élaboration et déploiement d’une campagne de sensibilisation numérique novatrice sur la coercition reproductive	Université Laval – École de design	18 263
Les victimes d’actes criminels qui se représentent seules devant les tribunaux	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	23 025
Mesurer pour s’améliorer : Évaluation qualitative des services de justice réparatrice et de médiation	Équijustice	8 177
Jeu de société : Parlons de violence conjugale	Maisons d’hébergement pour Elles des Deux-Vallées – Le toit d’Érica	6 114
Accessibilité au transport gratuit pour les femmes handicapées victimes de violence conjugale	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC)	800
Bonification de l’application CAVAC	Réseau des Centres d’aide aux victimes d’actes criminels (CAVAC)	36 600
Projet pour les victimes de crimes de Kanawake - Phase 2	Conseil des Mohakwsde Kahnawake	8 000
Formation d’un comité activité par et pour les femmes ayant été victimes d’exploitation sexuelle	La Sortie	8 812
Fraudes amoureuses en ligne : comprendre les victimes	Université du Québec à Trois-Rivières	8 846

Question 10	Suite
-------------	-------

Programme : Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes
Sommes allouées : 627 994 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Projet Convers'Actions	Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	100 305
Élargissement de l'offre de services de Marie-Vincent permettant de soutenir les jeunes victimes d'abus physiques en Montérégie	Centre d'expertise Marie-Vincent	213 365
Création d'un poste d'agent de liaison au CISSS – Chaudière-Appalaches	Centre intégré de santé et services sociaux Chaudière-Appalaches	102 870
Fraude amoureuse en ligne	Université du Québec à Trois-Rivières	36 454
Projet Commission d'examen des troubles mentaux Phase 2: Création d'un site web	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	75 000
La protection des victimes d'actes criminelles	Université de Montréal	100 000

Question 11	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	---

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2023-2024 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption): 4 836 513 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 291 612 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 88 675 \$
- Médiation aux petites créances (prémédiation et médiation): 923 137 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 6 585 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 23 212 \$

Question 12	Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	---

Aucune.

Question 13	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	---

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal a le mandat de gérer et de fournir les services de la ligne ressource provinciale sans frais pour les personnes victimes d'agression sexuelle. Depuis le 30 octobre 2021, la ligne téléphonique se nomme maintenant **Info-Aide Violence sexuelle**.

Le 16 novembre 2023, Info-Aide Violence sexuelle a lancé son service de clavardage en ligne, disponible actuellement de midi à minuit, 7 jours sur 7, dans l'objectif de le rendre disponible 24/7.

Les sommes allouées en 2023-2024 sont de 1 285 300 \$.

Question 14	Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	--

Aucun.

Question 15	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.
-------------	--

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

Au cours de l'exercice 2023-2024, les villages nordiques de Puvirnituq et d'Akulivik ont fait la transition pour que le Programme de traitement de la toxicomanie se transforme en un Programme d'accompagnement Justice Santé mentale (PAJ-SM).

L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec dans le cadre du Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie (PFTTT) pour les justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance couvre la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2028.

Pour l'exercice financier 2023-2024, la contribution fédérale maximale prévue est de 1 650 000 \$, pour couvrir une partie des coûts associés aux programmes québécois offerts aux justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Nombre total de juges, au 31 mars 2024, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges – par région ¹							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant ²	Date de libération du poste ³	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	7	5	1	-	2	2	16
Estrie	8	11	1	2024-03-01	3	3	25
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	23	23	1	2023-11-01	9	2	57
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	7	8	0	-	4	0	19
Outaouais	9	7	0	-	2	0	18
Saguenay – Lac-Saint-Jean	6	3	1	2023-11-07	2	1	12
Montréal	42	55	5	2023-06-01 2023-09-04 2023-12-15 2023-12-18 2024-03-01	6	7	110
Montérégie	24	20	2	2023-11-23 2024-01-01	8	8	60
Québec – Chaudière-Appalaches	20	23	1	2024-01-08	12	1	56
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-Madeleine	7	12	0	-	1	0	20
Total	153	167	14	-	49	24	393

³Il s'agit de la date où un poste s'est libéré à la suite d'une retraite ou d'une nomination à une cour supérieure.

Question 16	Suite
-------------	-------

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges de paix magistrat – par région ⁴							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant	Date de libération du poste	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	1	1	0	-	0	0	2
Estrie	0	2	0	-	0	0	2
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	1	4	0	-	3	1	9
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	1	1	0	-	1	0	3
Outaouais	0	2	0	-	1	0	3
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1	0	0	-	0	0	1
Montréal	6	4	0	-	0	0	10
Montréal	1	5	0	-	0	0	6
Québec – Chaudière-Appalaches	1	3	0	-	0	0	4
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-madeleine	1	3	1	2023-10-07	0	0	4
Total	13	25	1	-	5	1	44

⁴Le portrait est au 1^{er} mars 2024.

Juge en congé de maladie longue durée: 4 juges en absence maladie longue durée.

Représentation féminine et masculine dans la magistrature

Cour du Québec	H	F	Total
Chambre de la jeunesse	21	48	69
Chambre criminelle et pénale	56	50	106
Chambre civile	30	36	66
Juridiction mixte	46	33	79
Total JCQ	153	167	320
Juges de paix magistrat	13	25	38
Total JCQ + JPM	166	192	358

Question 17	Dans la dernière année, pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.
-------------	--

Nominations à des postes de juge à la Cour du Québec

Nom	Région	Chambre	Date d'entrée en fonction
Bélanger, Louise	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Jeunesse	2023-05-04
Germain, Alexandre	Bas-St-Laurent/Côte-Nord/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Criminelle et pénale Jeunesse	2023-05-04
Gosselin, Charles-Olivier	Québec/Chaudière-Appalaches	Criminelle et pénale	2023-05-04
Lemieux, Josée	Québec/Chaudière-Appalaches	Criminelle et pénale	2023-05-04
Gauthier, Marc-André	Montréal	Criminelle et pénale	2023-05-18
Manoukian, Anne-Marie	Montréal	Criminelle et pénale	2023-06-08
Gaudreault, Gabriel	Abitibi-Témiscamingue/Eeyou Istchee/Nunavik	Civile Criminelle et pénale Jeunesse	2023-07-20
Bigué-Turcotte, Nicolas	Abitibi-Témiscamingue/Eeyou Istchee/Nunavik	Civile Criminelle et pénale Jeunesse	2023-07-20
Voyer, Isabelle	Mauricie/Bois-Francs/Centre-du-Québec	Jeunesse	2023-08-17
Labranche, Isabelle	Montréal	Civile	2023-08-31
Guay-Langevin, Justine	Saguenay/Lac-St-Jean	Jeunesse	2023-09-07
Boucher, Pascale	Montréal	Jeunesse	2023-10-26
Couillard, Myriam	Montréal	Jeunesse	2023-10-26
Lemieux, Luc	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Criminelle et pénale Jeunesse	2023-10-26
Paquin, Carolyne	Montréal	Jeunesse	2023-10-26
Desmarais, Isabelle	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Jeunesse	2023-11-02
Dubreuil, Josée	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Jeunesse	2023-11-02
Lapointe, Manon	Outaouais	Criminelle et pénale	2023-11-02
MacDonald, Eric	Outaouais	Criminelle et pénale	2023-11-02
Nourai, Lida Sara	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Jeunesse	2023-11-02
Brassard, Karine	Québec/Chaudière-Appalaches	Civile	2023-11-09
Gosselin, Marc	Québec/Chaudière-Appalaches	Criminelle et pénale	2023-11-23
Tremblay, Annick	Bas-St-Laurent/Côte-Nord/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Civile Criminelle et pénale Jeunesse	2023-11-23
Kott, Rosalie Helen	Montréal	Jeunesse	2023-12-14
Bérubé, Nadia	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Blanchette, Jean-Guillaume	Estrie	Criminelle et pénale	2024-01-24
Dalpé, Alex	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Criminelle et pénale	2024-01-24

Question 17	Suite
-------------	-------

Nom	Région	Chambre	Date d'entrée en fonction
De Champlain, Éric	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Desjardins, Tristan	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Joncas, Lucie	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Laurent, Betty	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Levasseur, Catherine-Valérie	Mauricie/Bois-Francs/Centre du Québec	Criminelle et pénale	2024-01-24
Ménard, Bruno	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Michaud, Isabelle	Outaouais	Criminelle et pénale	2024-01-24
Mulinda-Uwase, Diane	Laval/Laurentides/Lanaudière/Labelle	Criminelle et pénale	2024-01-24
Nguyen, Thi Trang Dai	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Roy, Julie	Québec/Chaudière-Appalaches	Criminelle et pénale	2024-01-24
Springate, Mairi	Montréal	Criminelle et pénale	2024-01-24
Tardif, Alexandre	Estrie	Criminelle et pénale	2024-01-24
Daudelin, Nicholas	Montréal	Civile	2024-02-01
La Rocque, Stéphanie	Montréal	Civile	2024-02-01
Launay, Dominique	Montréal	Civile	2024-02-01
Maillette, Hélène	Montréal	Civile	2024-02-01

Nominations à des postes de juge de paix magistrat à la Cour du Québec
Aucune nouvelle nomination depuis le 1^{er} avril 2023.

Question 18	Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2022-2023 et en 2023-2024.
-------------	--

Cour du Québec

Juges de la Cour du Québec

Salaire du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022	293 500 \$
Salaire du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	310 000 \$

Juges de paix magistrats

Salaire du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022	194 400 \$
Salaire du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	217 000 \$

La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 1103-2022 et celle des juges de paix magistrats est fixée par le décret n° 1106-2022.

La rémunération de ces juges au 1^{er} juillet 2023 doit faire l'objet d'une recommandation du Comité de la rémunération des juges 2023-2027, nommé par le décret n° 1505-2023, lequel rendra son rapport au gouvernement au plus tard le 2 avril 2024. Par la suite, l'Assemblée nationale doit par résolution motivée approuver, modifier ou rejeter cette recommandation.

Question 19	Nombre de plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2023-2024 et nombre de cas portés devant les tribunaux. Ventiler par nature de la plainte portée contre les juges.
-------------	--

Nombre de plaintes reçues au Conseil de la magistrature du Québec au cours de l'année civile 2023

Nature	Nombre
Plaintes reprochant un manquement au code de déontologie de la part de l'un des 450 juges sous la compétence juridictionnelle du Conseil de la magistrature du Québec (juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec ainsi que juges municipaux)	121

Résultat de ces plaintes

Résultat	Nombre
Non fondées	61
Non fondées après examen (par exemple: écoute de l'enregistrement des débats en salle d'audience) et obtention de renseignements additionnels	47
Plaintes dont le caractère et l'importance ne justifient pas la tenue d'une enquête (article 267 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, RLRQ, c. T-16)	2
Retenues pour enquête (article 268 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, précitée)	3
En cours d'examen au 31 décembre 2023	8

Trois dossiers de plaintes retenues pour enquête déclenchés avant le 1^{er} janvier 2023 étaient toujours en cours.

Par ailleurs, trois autres dossiers de plaintes retenues pour enquête avant le 1^{er} janvier 2023 se sont résolus au cours de l'année civile 2023:

- deux plaintes ont mené à une recommandation de réprimande adressée au juge;
- une plainte a été rejetée.

Tous les détails relatifs au processus de traitement des plaintes sont accessibles sur le site Web du Conseil de la magistrature (<https://conseildelamagistrature.qc.ca/>). Les rapports d'examen ([Rapports d'examen - Conseil de la magistrature du Québec](#)) et d'enquête ([Rapports d'enquête - Conseil de la magistrature du Québec](#)) sont aussi publiés sur ce site et celui de SOQUIJ (<https://soquij.qc.ca/a/fr>).

Note : Les données sont en date du 31 décembre 2023.

Question 20	Ventilation détaillée des augmentations ou primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires qui représentent ces augmentations ou primes.
-------------	---

Juge en situation de gestion (Rémunération additionnelle)	30 juin 2023 (\$)
Juge en chef	37 200
Juge en chef associé	34 100
Juge en chef adjoint	27 900
Juge coordonnateur	24 800
Juge coordonnateur adjoint	18 600
Juge responsable du perfectionnement des juges	18 600

Juge en situation de gestion (Frais de fonction)	30 juin 2023 (\$)
Juge en chef	12 000
Juge en chef associé	11 000
Juge en chef adjoint	9 000
Juge coordonnateur	6 000
Juge coordonnateur adjoint	5 000
Juge responsable du perfectionnement des juges	6 000

La rémunération additionnelle des juges de la Cour du Québec et leurs frais de fonction sont fixés par le décret n° 32-2008.

Le calcul de la rémunération additionnelle est basé sur le salaire de 310 000 \$ au 30 juin 2023. La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 1103-2022.

Question 26	Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).
-------------	--

Radar photo	Nombre de contraventions ²	Montant ³ (\$)
Total fixes ¹	289 100	32 972 445
Total radars mobiles ¹	197 846	42 622 049
Total feux rouges ¹	9 752	1 706 723
Total	496 698	77 301 217

¹Répartition des radars du réseau routier déterminée par un arrêté ministériel:

- 11 radars fixes vitesse;
- 22 radars mobiles opérants sur 128 sites (excluant les zones scolaires et les chantiers de construction);
- 19 radars fixes feux rouges (dont 10 feux rouges et vitesse).

²Le nombre de contraventions représente le nombre de constats signifiés du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024.

³Le montant total des amendes, des frais de constat et de la contribution pénale apparaissant sur les constats signifiés au 29 février 2024.

Nous vous référons au rapport qui est diffusé sur une base mensuelle sur le site Internet du Ministère:<https://www.justice.gouv.qc.ca/centre-de-documentation/documents-ministeriels/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/radars-photographiques-et-cameras-aux-feux-rouges/>

Question 36	État de situation, au 31 mars 2024, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action.
-------------	--

Le gouvernement du Québec a conclu deux ententes distinctes avec le gouvernement du Canada afin de couvrir certains frais de services d'aide juridique, soit en matière criminelle et en matière d'immigrants et de réfugiés.

L'Entente concernant l'aide juridique en matière criminelle couvre la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2024. L'Entente concernant l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés couvre la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

- Contribution fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle
Pour l'exercice financier 2023-2024, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 36 018 898 \$.
- Contribution fédérale pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés
Pour l'exercice financier 2023-2024, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 11 900 000 \$.

La contribution fédérale maximale pour les deux matières en 2023-2024 serait donc de 47 918 898 \$.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 37	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :
	a. le nom et l'adresse du professionnel; b. la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e. le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.

Mandat pour représenter les ministères

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
Galarneau, Danny	300 \$/h	Substitution de procureur - Représenter le Procureur général du Québec dans le cadre d'une demande en homologation de transaction.	14 460
Lavoie, Nadine	300 \$/h	Effectuer, relativement à l'immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres.	1 500
Leblanc, Christelle	300 \$/h	Représenter le Procureur général du Québec dans le cadre d'un recours entrepris par l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.	0
Mellouli, Zeïneb	250 \$/h	Conseiller les autorités du Secrétariat du Conseil du trésor et du MJQ en matière de relations de travail.	0
Packwood, Josée	300 \$/h	Effectuer, relativement à chaque immeuble devant faire l'objet d'une acquisition, un examen des titres et relativement à chaque immeuble pour lequel une servitude doit être établie, certifier que le propriétaire possède un titre publié.	13 000
Pedneault, Jean-François	300 \$/h	Conseiller les autorités du Secrétariat du Conseil du trésor et du MJQ en matière de relations de travail.	0
Savignac, Kim	300 \$/h	Représenter le Procureur général du Québec dans le cadre d'une demande en homologation de transaction.	8 787
Total des honoraires pour représenter les ministères			37 747

Question 37	Suite
--------------------	-------

Mandat pour représenter des individus

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
Archambault, Mélanie	Réglementaire	Assister et conseiller des fonctionnaires du ministère des Transports et de la Mobilité durable.	Non disponible ¹
Boucher, Jean-François	Réglementaire	Agir à titre de conseiller juridique des agents de la paix en services correctionnel du Québec.	Non disponible ¹
Gaucher, Marc	Réglementaire	Assister et conseiller des fonctionnaires du ministère des Transports et de la Mobilité durable.	Non disponible ¹
Touma, Nadine	Réglementaire	Agir à titre de conseillère juridique des agents de la paix en services correctionnel du Québec.	Non disponible ¹
Total des honoraires pour représenter des individus			8 297

¹ Montants inclus dans le total pour des raisons de confidentialité.

Total des honoraires pour l'ensemble des mandats	46 044
--	--------

Question 37	Suite
-------------	-------

Nom et adresse—Avocats et notaires

Nom, prénom	Firme	Adresse	Ville	Code postal
Archambault, Mélanie	Lane, avocats et conseillers d'affaires inc.	4494, autoroute Laval (A-440) Ouest, bureau 220	Laval (QC)	H7T 2P7
Boucher, Jean-François	Boucher, Cabinet d'avocats	395, rue Bérubé, bureau 110	Québec (QC)	G1M 1C7
Galarneau, Danny	Cain Lamarre, s.e.n.c.l.	500, Grande Allée Est, bureau 1	Québec (QC)	G1R 2J7
Gaucher, Marc		1603, chemin du Fleuve	Lévis (QC)	G6W 6Z7
Lavoie, Nadine	Côté Ouellet Thivierge	676, Rue Commerciale N	Témiscouata-sur-le-Lac (QC)	G0L 1E0
Leblanc, Christelle	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	500, Grande Allée Est, bureau 1	Québec (QC)	G1R 2J7
Mellouli, Zeïneb	Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.	1, Place Ville Marie, Bureau 4000	Montréal (QC)	H3B 4M4
Packwood, Josée	M ^e Josée Packwood, notaire inc.	290, rue St-Joseph, bureau 102	La Tuque (QC)	G9X 3Z8
Pedneault, Jean-François	Monette, Barakett, s.e.n.c.	4, Place Ville Marie, bureau 600	Montréal (QC)	H3B 2E7
Touma, Nadine	Les avocats poupart, Touma Regroupement d'avocats autonomes	507, Place d'Armes, bureau 1700	Montréal (QC)	H2Y 2W8
Savignac, Kim	Cain Lamarre, s.e.n.c.l.	630, Boulevard René-Lévesque O, bureau 2780	Montréal (QC)	H3B 1S6

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont incluses dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 67-1 MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD)

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2024-2025 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTE, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES

AUTRES MANDATS CONFIE À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION** EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMD NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIE AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2023. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2023 AU 29 FÉVRIER 2024.

Ministère des Transports et de la Mobilité durable

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMD (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
 - quittance provisionnelle;
 - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec
- Service de l'expertise immobilière

Unité administrative responsable	Numéro dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664022	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2023-04-24	2023-02-28	5,00 \$	329,40 \$	383,73 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764011	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2023-04-28	2023-04-04	238,00 \$	200,00 \$	467,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864010	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2024-02-19	2024-01-10	135,00 \$	3 803,75 \$	4 508,36 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864017	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2024-02-19	2024-01-10	135,00 \$	1 381,25 \$	1 723,09 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864022	601543	D. Morin notaire inc.	1123, 6ème rue J9P 3W8 QC	2023-08-01	2023-07-06	152,00 \$	1 530,00 \$	1 911,12 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964015	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2024-02-19	2024-01-25	5,00 \$	842,00 \$	973,09 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964015	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2024-02-19	2024-01-26	143,00 \$	230,00 \$	407,44 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964016	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2023-06-09	2023-05-08	284,00 \$	800,00 \$	1 203,80 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964017	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2023-04-28	2023-03-16	279,00 \$	1 562,50 \$	2 075,49 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964018	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2023-06-09	2023-05-08	288,00 \$	800,00 \$	1 207,80 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964020	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2023-06-09	2023-03-17	131,00 \$	1 662,50 \$	2 042,46 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064021	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-05-01	2023-04-11	283,00 \$	1 279,99 \$	1 754,67 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064024	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2023-09-22	2023-02-21	207,74 \$	777,50 \$	1 101,68 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064024	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2023-09-22	2023-02-21	156,75 \$	337,50 \$	544,80 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064025	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-07-03	2023-06-22	135,00 \$	170,00 \$	330,46 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064029	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2023-10-27	2023-08-31	138,00 \$	911,10 \$	1 185,54 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064036	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-04-24	2023-03-30		300,00 \$	344,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064038	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-04-24	2023-03-30		275,00 \$	316,18 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064040	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-04-24	2023-03-30		225,00 \$	258,69 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164002	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2023-06-09	2023-05-24	288,00 \$	1 100,00 \$	1 552,73 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164004	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2023-05-01	2023-03-30		600,00 \$	689,85 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-10-12	2023-10-05	288,00 \$	906,67 \$	1 330,44 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264006	1361225	Gilbert & Gilbert inc.	1600, 3e Avenue J9P 1V6 QC	2023-09-27	2023-09-14	135,00 \$	1 475,00 \$	1 830,88 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264007	1361225	Gilbert & Gilbert inc.	1600, 3e Avenue J9P 1V6 QC	2023-09-13	2023-08-22	135,00 \$	1 250,00 \$	1 572,19 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264008	1361225	Gilbert & Gilbert inc.	1600, 3e Avenue J9P 1V6 QC	2023-09-06	2023-07-19	135,00 \$	1 360,00 \$	1 698,66 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264009	1361225	Gilbert & Gilbert inc.	1600, 3e Avenue J9P 1V6 QC	2023-10-05	2023-09-20	135,00 \$	1 425,00 \$	1 773,39 \$
Total DT Abitibi-Témis.- N.Québec							3 831,49 \$	25 534,16 \$	33 189,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904100	543415	Gascon & associés S.E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 700 H3B 4N4 QC		2023-07-14		1 060,29 \$	1 219,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904154	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-11-06		200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904221	347328	Côté Taschereau Samson Demers	801, Grande-Allée Ouest, bureau 110 G1S 2L1 QC		2023-05-24	154,00 \$	2 246,25 \$	2 736,62 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204049	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-10-02	225,00 \$	7 657,25 \$	9 028,92 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304081	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC		2023-03-21	3,00 \$	400,00 \$	462,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304093	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC		2023-09-06	154,00 \$	902,25 \$	1 191,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604019	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-11-06	2,00 \$	550,00 \$	634,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704010	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC		2023-06-13	142,00 \$	958,75 \$	1 244,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704018	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 QC	2023-05-09	2023-05-05	293,00 \$	1 282,00 \$	1 766,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704052	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-05-18	195,00 \$	1 830,00 \$	2 299,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704069	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2023-09-06	2023-07-12	215,00 \$	5 242,25 \$	6 242,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704152	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-02-16	2023-12-18	21,00 \$	1 350,00 \$	1 573,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704162	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2023-09-19	2023-08-22	139,00 \$	427,25 \$	630,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704163	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC		2021-03-11	144,00 \$	304,75 \$	494,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704180	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2023-07-10	2023-04-03	299,00 \$	1 212,15 \$	1 692,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804005	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC		2023-08-31	297,00 \$	1 100,00 \$	1 561,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804006	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC		2023-08-31	139,00 \$	1 125,00 \$	1 432,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804008	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote G0R 1Z0 QC		2023-08-31	298,00 \$	1 100,00 \$	1 562,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804015	589070	François Thifault, notaire inc.	295, chemin Sainte-Foy G1R 1T5 QC	2023-06-22	2021-02-16	129,00 \$	985,00 \$	1 261,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804020	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2023-06-09		1 500,00 \$	1 724,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804020	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2023-06-09		675,00 \$	776,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804046	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2023-06-05	135,00 \$	1 900,00 \$	2 319,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904010	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G7H 1R7 QC		2023-09-20	145,00 \$	1 347,50 \$	1 694,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904021	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2022-06-21	393,00 \$	4 824,25 \$	5 939,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2023-04-13	2023-01-23	174,00 \$	3 984,00 \$	4 754,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-07-14	410,00 \$	5 800,25 \$	7 078,83 \$

DT Bas-St-Laurent	6201904046	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-08-21	168,00 \$	3 677,25 \$	4 395,92 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904056	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-10-06	147,00 \$	919,89 \$	1 204,64 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904060	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	802, 6e avenue Pilote	G0R 1Z0 QC	2023-05-12	165,00 \$	977,25 \$	1 288,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904069	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-05-19	180,00 \$	2 930,00 \$	3 548,77 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904071	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville	G5R 4S2 QC	2023-03-14	18,00 \$	800,00 \$	937,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904072	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-07-20	30,00 \$	1 800,00 \$	2 099,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904083	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-04-13	299,00 \$	5 587,50 \$	6 723,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904094	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-07-14	568,00 \$	8 800,00 \$	10 685,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904110	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608	G0J 1J0 QC	2023-11-24	21,00 \$	750,00 \$	883,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904112	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 QC	2023-10-06	392,00 \$	1 357,20 \$	1 952,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904115	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220	J2B 8N8 QC	2023-11-07	162,00 \$	1 000,00 \$	1 311,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904115	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220	J2B 8N8 QC	2023-12-07	157,00 \$	500,00 \$	731,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904117	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-05-15	152,00 \$	1 602,25 \$	1 994,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904120	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-09-21	288,00 \$	1 146,94 \$	1 606,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904121	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-09-21	135,00 \$	796,95 \$	1 051,30 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904122	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-08-23	294,00 \$	1 269,84 \$	1 754,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904123	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-12-11	299,00 \$	1 274,84 \$	1 764,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904124	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-09-21	131,00 \$	821,95 \$	1 076,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904125	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-04-27	142,00 \$	759,89 \$	1 015,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904126	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-04-26	144,00 \$	759,89 \$	1 017,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904127	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-05-25	146,00 \$	759,89 \$	1 019,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904129	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notairess.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu	J2S 5J9 QC	2023-12-18	288,00 \$	1 623,75 \$	2 154,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904130	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-11-02	139,00 \$	759,89 \$	1 012,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904132	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2024-02-09		626,94 \$	720,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904133	1286224	Étude notariale des Moulins inc.	203-1150, rue Lévis	J6W 5S6 QC	2023-04-18	131,00 \$	1 100,00 \$	1 395,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904134	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2024-01-18	144,00 \$	849,89 \$	1 121,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904135	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-06-26	146,00 \$	849,89 \$	1 123,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904140	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430	G5L 7C3 QC	2023-09-01		475,00 \$	546,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904140	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430	G5L 7C3 QC	2023-09-01	135,00 \$	1 000,00 \$	1 284,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904143	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage	G5L 3H2 QC	2024-02-28	149,00 \$	757,20 \$	1 019,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904145	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-11-27	311,00 \$	2 717,25 \$	3 435,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201968079	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest	G0C 2B0 QC	2023-11-27	135,00 \$	1 750,00 \$	2 147,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004008	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est	G0L 2X0 QC	2021-03-21	151,00 \$	2 204,35 \$	2 685,45 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004010	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville	G5R 4S2 QC	2023-03-14	132,00 \$	907,20 \$	1 175,05 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004010	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville	G5R 4S2 QC	2023-04-11	346,00 \$	205,00 \$	581,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004015	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-09-22	281,00 \$	1 246,95 \$	1 714,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004025	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2024-01-22	10,00 \$	1 104,75 \$	1 280,19 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004026	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2023-04-25	135,00 \$	3 700,00 \$	4 389,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004043	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville	G5R 4S2 QC	2023-03-14	195,00 \$	307,20 \$	548,20 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004046	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-10-12	143,00 \$	681,95 \$	927,07 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004048	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-05-02	296,00 \$	2 202,25 \$	2 828,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004050	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-07-19	142,00 \$	1 577,25 \$	1 955,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004058	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R 3C8 QC	2023-10-02	455,00 \$	3 280,42 \$	4 226,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004063	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302	G5H 2W1 QC	2023-08-18	163,00 \$	759,89 \$	1 036,69 \$

DT Bas-St-Laurent	6202004064	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2023-07-26	2023-07-08	142,00 \$	804,89 \$	1 067,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104000	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-02-13	2023-10-31	306,00 \$	2 512,25 \$	3 194,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104001	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2023-08-21	2023-08-08	292,00 \$	2 800,00 \$	3 511,30 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104006	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2023-11-13	2023-10-23	312,00 \$	2 582,25 \$	3 280,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104007	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-02-29	2024-01-30	154,00 \$	1 552,25 \$	1 938,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104008	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2023-06-07	2023-06-01	137,00 \$	3 150,00 \$	3 758,71 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104010	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2024-01-12	2024-01-08	148,00 \$	3 750,00 \$	4 459,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104013	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC		2024-01-29	150,00 \$	1 550,00 \$	1 932,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104032	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC		2024-01-29	140,00 \$	1 675,00 \$	2 065,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104039	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-10-03	166,00 \$	2 657,25 \$	3 221,17 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104040	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2023-10-27	154,00 \$	1 727,25 \$	2 139,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6202104041	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2024-02-28	2024-02-08	304,00 \$	1 319,84 \$	1 821,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2023-11-20	2023-10-24	165,00 \$	1 700,00 \$	2 119,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204017	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2023-09-25	2023-08-31	146,00 \$	1 000,00 \$	1 295,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6202204049	1062851	Novallier s.e.n.c.r.l.	201-1060, rue Parent J3V 6L8 QC	2023-05-11	2023-04-28	64,00 \$	2 500,00 \$	2 938,38 \$
Total DT Bas St-Laurent							14 951,00 \$	150 223,72 \$	187 670,71 \$
DT Capitale-Nationale	6201232053	1034238	Beauchamp et Gilbert, Notaires inc.	305-465, rue Saint-Jean H2Y 2R6 QC	2023-08-31	2023-07-25	135,00 \$	2 456,19 \$	2 959,00 \$
DT Capitale-Nationale	6201432074	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2023-03-24	2023-01-25	145,00 \$	1 050,00 \$	1 352,24 \$
DT Capitale-Nationale	6201432075	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC		2023-01-24	149,00 \$	330,00 \$	528,42 \$
DT Capitale-Nationale	6201432075	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2023-08-31	2023-01-24	148,00 \$	1 905,00 \$	2 338,27 \$
DT Capitale-Nationale	6201632052	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	3075, chemin des Quatre-Bourgeois Bureau 200 G1W 5C4 QC		2023-03-23	140,00 \$	1 291,50 \$	1 624,91 \$
DT Capitale-Nationale	6201832003	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain J3H 3B4 QC	2023-07-20	2023-06-05	135,00 \$	1 175,00 \$	1 485,96 \$
DT Capitale-Nationale	6201832077	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2023-03-22	2022-03-22	856,00 \$	2 051,90 \$	3 215,18 \$
DT Capitale-Nationale	6201832088	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-03-17	2023-01-24	24,00 \$	1 105,00 \$	1 294,47 \$
DT Capitale-Nationale	6201832092	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-05-16	2023-03-20		835,00 \$	960,04 \$
DT Capitale-Nationale	6201932016	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-04-13	2023-03-07	289,00 \$	1 530,00 \$	2 048,12 \$
DT Capitale-Nationale	6201932029	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 QC	2023-05-08	2023-04-20	153,00 \$	2 617,25 \$	3 162,18 \$
DT Capitale-Nationale	6201932036	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC		2023-05-09	379,25 \$	1 615,00 \$	2 236,10 \$
DT Capitale-Nationale	6201932041	139239	Gélinas, Christine (notaire)	1911, rue Lamarche J0K 1X0 QC		2023-05-11	279,00 \$	600,00 \$	968,85 \$
DT Capitale-Nationale	6201932041	139239	Gélinas, Christine (notaire)	1911, rue Lamarche J0K 1X0 QC	2023-06-21	2023-05-11	127,00 \$	1 600,00 \$	1 966,60 \$
DT Capitale-Nationale	6201932079	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-08-03	2023-07-06	147,00 \$	1 358,75 \$	1 709,23 \$
DT Capitale-Nationale	6202032023	847176	Simon Laquerre notaire inc.	2875, boulevard Laurier, bureau 250 G1V 2M2 QC	2023-08-01	2023-06-20	3,00 \$	583,65 \$	674,05 \$
DT Capitale-Nationale	6202032033	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC		2023-01-17	140,94 \$	2 000,00 \$	2 440,44 \$
DT Capitale-Nationale	6202032035	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2023-05-19	2023-03-23		2 592,50 \$	2 980,73 \$
DT Capitale-Nationale	6202032037	846754	Services professionnels Poulin inc.	228, Proulx, bureau 101 G1M 1W7 QC	2023-04-21	2023-04-13	148,00 \$	225,00 \$	406,69 \$
DT Capitale-Nationale	6202032037	846754	Services professionnels Poulin inc.	228, Proulx, bureau 101 G1M 1W7 QC	2023-04-24	2023-01-30	143,00 \$	1 744,17 \$	2 148,36 \$
DT Capitale-Nationale	6202032054	313010	Lise Dion, notaire	6760, avenue Isaac-Bédard G1H 3A3 QC	2023-05-08	2023-03-14	359,74 \$	5 600,00 \$	6 798,34 \$
DT Capitale-Nationale	6202032055	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 QC	2023-10-12	2023-09-05	156,00 \$	2 892,25 \$	3 481,36 \$
DT Capitale-Nationale	6202032056	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2023-04-06	2023-02-17	9,82 \$	1 412,50 \$	1 633,85 \$
DT Capitale-Nationale	6202032057	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2023-05-11	2023-03-24	157,00 \$	1 851,25 \$	2 285,47 \$
DT Capitale-Nationale	6202032058	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 QC	2023-04-20	2023-03-15	141,00 \$	1 200,00 \$	1 520,70 \$
DT Capitale-Nationale	6202032059	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 QC	2023-04-21	2023-03-09	141,00 \$	1 350,00 \$	1 693,16 \$
DT Capitale-Nationale	6202032061	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-03-30	2022-12-05	140,00 \$	1 177,50 \$	1 493,84 \$
DT Capitale-Nationale	6202032062	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-04-03	2023-02-13	142,00 \$	1 220,00 \$	1 544,70 \$
DT Capitale-Nationale	6202032072	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-11-06	2020-08-02	416,00 \$	3 500,00 \$	4 440,13 \$
DT Capitale-Nationale	6202032073	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-06-06	2023-05-01	297,00 \$	1 605,00 \$	2 142,35 \$
DT Capitale-Nationale	6202032075	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-06-15	2023-04-19	152,00 \$	2 355,00 \$	2 859,66 \$
DT Capitale-Nationale	6202032077	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2023-06-22	2023-05-17	287,00 \$	1 062,50 \$	1 508,61 \$
DT Capitale-Nationale	6202032078	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2023-07-12	2023-05-01	565,00 \$	1 687,50 \$	2 505,21 \$
DT Capitale-Nationale	6202032079	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2023-04-11	2023-02-16	287,00 \$	1 062,50 \$	1 508,61 \$
DT Capitale-Nationale	6202032080	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2023-03-31	2023-01-30	149,00 \$	335,00 \$	534,17 \$
DT Capitale-Nationale	6202032080	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2023-04-12	2023-01-30	148,00 \$	1 201,74 \$	1 529,70 \$
DT Capitale-Nationale	6202032083	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 QC	2023-05-04	2023-04-20	314,00 \$	3 269,50 \$	4 073,11 \$
DT Capitale-Nationale	6202132002	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2023-12-21	2023-10-16	135,00 \$	573,75 \$	794,67 \$

DT Capitale-Nationale	6202132006	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel	G3L 3W6 QC	2023-07-18	2023-05-31	296,00 \$	1 680,00 \$	2 227,58 \$
DT Capitale-Nationale	6202132013	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale	G1E 1Y7 QC	2023-05-26	2023-04-17		762,69 \$	876,90 \$
DT Capitale-Nationale	6202132014	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale	G1C 3P7 QC		2023-06-14	135,00 \$	777,50 \$	1 028,94 \$
DT Capitale-Nationale	6202132016	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2023-05-15	2023-03-21	176,19 \$	1 484,98 \$	1 883,55 \$
DT Capitale-Nationale	6202132020	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2023-03-27	2023-12-12	360,00 \$	4 021,25 \$	4 983,43 \$
DT Capitale-Nationale	6202132025	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale	G0A 2K0 QC	2023-08-31	2023-06-12	142,00 \$	2 262,25 \$	2 743,02 \$
DT Capitale-Nationale	6202132033	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356	G9A 6A7 QC	2023-04-20	2023-03-31	142,00 \$	1 791,50 \$	2 201,78 \$
DT Capitale-Nationale	6202132050	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel	G3L 3W6 QC	2023-03-20	2022-12-21	142,00 \$	1 316,25 \$	1 655,35 \$
DT Capitale-Nationale	6202132057	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202	G1E 7C8 QC	2023-07-28	2023-05-18	144,94 \$	3 083,50 \$	3 690,20 \$
DT Capitale-Nationale	6202132060	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2023-04-03	2023-02-17	152,00 \$	2 632,50 \$	3 178,72 \$
DT Capitale-Nationale	6202232002	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2022-11-22	2022-11-11	177,00 \$	2 431,50 \$	2 972,61 \$
DT Capitale-Nationale	6202232003	1272675	Lacroix notaires et juristes inc.	6630, 1re Avenue	G1H 2W6 QC	2023-03-31	2023-01-25	131,00 \$	282,92 \$	456,29 \$
DT Capitale-Nationale	6202232004	1088473	Catherine Théoret, notaire	10, rue Odette-Pinard	G1E 5P4 QC	2023-04-28	2022-12-31	304,00 \$	3 053,63 \$	3 814,91 \$
DT Capitale-Nationale	6202232018	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2023-03-23	2023-01-11	155,00 \$	940,00 \$	1 235,77 \$
DT Capitale-Nationale	6202232021	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel	G3L 3W6 QC	2023-10-20	2023-08-10	304,00 \$	2 939,17 \$	3 683,31 \$
DT Capitale-Nationale	6202232022	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel	G3L 3W6 QC	2023-11-22	2023-10-23	304,00 \$	2 207,92 \$	2 842,56 \$
DT Capitale-Nationale	6202232023	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège	G3H 3B4 QC	2023-09-13	2023-08-14	318,19 \$	1 625,00 \$	2 186,53 \$
DT Capitale-Nationale	6202232036	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf, bureau 300	G2K 2E3 QC	2023-07-05	2023-04-25	135,00 \$	4 082,50 \$	4 828,86 \$
DT Capitale-Nationale	6202232051	306454	Goyette, Hélène (médiateur-notaire)	18, rue Court	J2G 4Y5 QC	2023-12-06	2023-08-08	147,00 \$	3 401,00 \$	4 057,30 \$
DT Capitale-Nationale	6202332010	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300	G1K 4B2 QC		2023-05-30	152,00 \$	2 381,90 \$	2 890,59 \$
DT Capitale-Nationale	6202332012	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval	G3Z 2W2 QC	2024-01-26	2023-12-27	147,00 \$	2 341,25 \$	2 838,85 \$
Total DT Capitale-Nationale								11 502,07 \$	107 521,11 \$	135 124,53 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312116	1494158	S&V Conseils juridiques inc.	240-1689, rue du Marais	G1M 0A2 QC	2023-11-23	2023-11-01		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512068	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2023-08-23	2023-03-22	8,00 \$	879,17 \$	1 018,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612023	923954	Brochu Asselin Lajeunesse, notaires	280-1655, boulevard Alphonse-Desjardins	G6V 0B7 QC	2023-12-12	2023-12-06	149,00 \$	1 943,33 \$	2 383,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612029	919986	Lallo, Frédéric (notaire)	160, boulevard du Curé-Labelle	J7E 2X5 QC		2023-08-27	135,00 \$	795,00 \$	1 049,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612029	919986	Lallo, Frédéric (notaire)	160, boulevard du Curé-Labelle	J7E 2X5 QC		2023-08-27	135,00 \$	590,00 \$	813,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201812035	950161	Étude notariale Bolduc s.e.n.c.r.l	1540, rue Principale, bureau 120	G0S 2P0 QC	2024-01-16	2023-12-29	131,00 \$	1 200,00 \$	1 510,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912000	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud	G5V 3N4 QC	2023-04-04	2023-04-03	150,00 \$	993,75 \$	1 292,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912007	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud	G5V 3N4 QC	2023-10-11	2023-09-25	299,00 \$	1 125,00 \$	1 592,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912042	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2023-12-21	2023-12-21	153,00 \$	2 060,00 \$	2 521,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012026	320585	Boulanger Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 QC	2023-08-24	2023-08-16	304,00 \$	1 590,10 \$	2 132,22 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012038	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières	G7A 1E5 QC	2023-09-05	2023-08-31	145,00 \$	2 580,00 \$	3 111,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012041	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-01-09	2023-12-18	143,00 \$	800,00 \$	1 062,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012043	1070602	Bolduc & Fillion, notaires inc.	1300, boulevard Guillaume-		2023-05-15	2023-05-06	157,00 \$	1 686,05 \$	2 095,53 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012044	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières	G7A 1E5 QC	2023-09-18	2023-09-18	254,00 \$	3 940,00 \$	4 784,02 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012045	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières	G7A 1E5 QC	2023-10-25	2023-09-10	414,00 \$	3 971,00 \$	4 979,66 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012069	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage	G6V 5S8 QC	2023-12-21	2023-12-21	274,00 \$	1 687,99 \$	2 214,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012107	1227758	Poirier & associés, conseillers juridiques inc.	202-305, 107e Rue	G5Y 3J8 QC	2023-05-09	2023-04-30	165,00 \$	2 002,25 \$	2 467,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012110	1242217	Me Lydia Lacasse, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix	G5Y1P1 QC	2023-05-09	2023-04-27		965,00 \$	1 109,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112024	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E. N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 QC	2023-04-17	2023-03-31	512,00 \$	1 525,04 \$	2 265,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112040	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage	G6V 5S8 QC	2023-11-08	2023-09-05	151,00 \$	1 293,41 \$	1 638,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112043	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2024-02-22	2024-02-09	186,00 \$	2 407,92 \$	2 954,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112048	846753	Jean-Marc Fortier, notaire	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 QC	2023-02-28	2023-02-22	161,75 \$	352,60 \$	567,15 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112048	846753	Jean-Marc Fortier, notaire	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 QC	2023-02-28	2023-02-22	151,00 \$	1 228,80 \$	1 563,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112060	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2023-07-24	2023-07-10	135,00 \$	1 215,00 \$	1 531,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112061	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2023-05-04	2023-05-03	300,00 \$	1 861,80 \$	2 440,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112062	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-02-13	2023-12-27	136,00 \$	864,00 \$	1 129,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112063	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2023-07-24	2023-07-10	279,00 \$	1 215,00 \$	1 675,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112071	1240959	Me Andréanne Déry, notaire inc.	1574C, Route 277	G0R 1S0 QC	2023-05-11	2023-05-08	144,00 \$	765,14 \$	1 023,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112073	1240959	Me Andréanne Déry, notaire inc.	1574C, Route 277	G0R 1S0 QC	2023-05-11	2023-05-08	147,00 \$	960,67 \$	1 251,53 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112076	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique	G0M 1R0 QC	2023-04-03	2023-04-03	279,00 \$	2 942,90 \$	3 662,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112077	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique	G0M 1R0 QC	2023-04-05	2023-03-22	131,00 \$	1 283,95 \$	1 607,22 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112078	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique	G0M 1R0 QC	2023-04-05	2023-03-22	131,00 \$	1 883,95 \$	2 297,07 \$

DT Chaudière-Appalaches	6202112081	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue	G0M 1Y0 QC	2023-05-23	2023-04-28	290,00 \$	2 327,25 \$	2 965,74 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112082	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue	G0M 1J0 QC	2023-04-04	2023-04-04	143,00 \$	1 093,86 \$	1 400,66 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112083	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue	G0M 1Y0 QC	2024-02-27	2024-02-14	135,00 \$	1 800,00 \$	2 204,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112096	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2024-01-24	2024-01-17	483,00 \$	2 128,50 \$	2 930,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112101	1259139	Groupe RMB inc.	1186, rue Principale	G0S120 QC	2023-05-29	2023-05-29	553,00 \$	1 593,75 \$	2 385,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112110	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2023-10-11	2023-09-27	475,00 \$	2 117,50 \$	2 909,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112115	1472963	Quirion et Plante notaires inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2023-12-21	2023-12-13	149,00 \$	1 295,00 \$	1 637,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112116	840479	Beauvais Truchon, s.e.n.c.r.l.	200-79, boul. René-Lévesque Est	G1R 5N5 QC	2023-10-12	2023-05-30	496,00 \$	3 622,89 \$	4 661,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112124	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-17	2023-12-01		414,00 \$	476,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112125	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2023-12-14	2023-12-13	22,00 \$	472,50 \$	565,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112126	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2023-12-14	2023-12-13	7,00 \$	337,50 \$	395,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112155	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-17	2023-12-01		534,00 \$	613,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112159	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-17	2023-12-01		324,00 \$	372,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112160	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-16	2023-12-01		504,00 \$	579,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112163	1072989	Julie St-Laurent, notaire	709, avenue Châteauneuf	G6E 3R3 QC	2023-11-13	2023-11-09		529,00 \$	608,22 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112165	560975	Vachon Breton, S.A.	444, boulevard Vachon Nord	G6E 1M1 QC	2023-11-09	2023-11-08	5,00 \$	278,33 \$	325,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112170	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-17	2023-12-01		414,00 \$	476,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112172	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201	G0S2V0 QC	2023-11-09	2023-11-07		256,25 \$	294,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112173	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-16	2023-12-01		450,00 \$	517,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112175	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-16	2023-12-01		390,00 \$	448,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212013	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2023-06-15	2023-06-23	293,00 \$	1 236,07 \$	1 714,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212028	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue	G0M 1Y0 QC	2023-09-18	2023-09-19	289,00 \$	2 625,00 \$	3 307,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212036	1326435	BLANC, notaires d'affaires	964, rue Mainguy	G1V 3S4 QC	2023-12-06	2023-11-30	142,00 \$	2 319,65 \$	2 809,02 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212037	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277	G0R 1S0 QC	2023-05-24	2023-04-30	174,00 \$	937,50 \$	1 251,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212041	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseiller s juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2024-01-16	2023-12-06		324,00 \$	372,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212043	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 QC	2023-12-07	2023-11-23	155,00 \$	2 676,30 \$	3 232,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212044	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 QC	2023-11-01	2023-10-24	180,00 \$	2 836,30 \$	3 441,04 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212054	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue	G0M 1Y0 QC	2023-10-19	2023-09-29	141,00 \$	1 500,00 \$	1 865,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202212056	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E. N.C.R.L.	11165, 2è Avenue	G5Y 1V9 QC	2024-01-24	2024-01-11	285,00 \$	1 231,67 \$	1 701,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202312074	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy	G0R3E0 QC	2023-11-22	2023-11-10	154,00 \$	1 098,83 \$	1 417,38 \$
Total DT Chaudière-Appalaches								10 430,75 \$	87 176,47 \$	110 661,95 \$
DT Côte-Nord	6201608007	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	440, avenue Brochu, bureau 200	G4R 2W8 QC	2023-09-22	2023-05-01		776,42 \$	892,69 \$
DT Côte-Nord	6201808001	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont	G6Z 1N8QC	2023-05-11	2023-03-02	131,00 \$	2 107,25 \$	2 553,81 \$
DT Côte-Nord	6202008010	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle	G4Z 2S5 QC	2023-08-02	2023-05-02	143,00 \$	1 755,00 \$	2 160,81 \$
DT Côte-Nord	6202108026	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300	G7H 1P4 QC	2023-04-24	2023-01-20	23,00 \$	725,18 \$	856,78 \$
Total DT Côte-Nord								297,00 \$	5 363,85 \$	6 464,09 \$
DT Estrie	6201160026	81356	Simard, André (notaire)	13, rue Murray	J1G 2K2 QC	2023-10-17	2023-09-13	153,00 \$	550,00 \$	785,36 \$
DT Estrie	6201360024	1395981	Étude de Me Mélissa Lévesque, notaire inc.	251C, 1re Avenue	J1T 1Y6 QC	2023-05-17	2023-05-12	192,00 \$	2 675,00 \$	3 267,58 \$
DT Estrie	6201860045	689440	Monette, Claudine (Claudine Monette notaire)	233, rue Champlain	J3B 6V7 QC	2023-09-12	2023-08-22	47,00 \$	1 000,00 \$	1 196,75 \$
DT Estrie	6201860053	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2023-10-17	2023-09-29	152,00 \$	2 350,00 \$	2 853,91 \$
DT Estrie	6201960050	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent	J1C 0T3 QC	2023-04-25	2023-04-20	145,00 \$	431,20 \$	640,77 \$
DT Estrie	6201960055	1312099	Lapalme, Vivianne (Notaire Lapalme)	443, rue Principale	J2G 2W9 QC	2023-05-09	2023-04-17		205,00 \$	235,70 \$
DT Estrie	6202060004	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2023-04-20	2023-04-19	298,00 \$	1 740,00 \$	2 298,57 \$
DT Estrie	6202060004	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC		2023-04-19	298,00 \$	1 740,00 \$	2 298,57 \$
DT Estrie	6202060010	139817	Barry, Line	9, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2024-01-16	2024-01-15	141,00 \$	900,00 \$	1 175,78 \$
DT Estrie	6202060016	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 QC	2023-04-11	2023-04-05	405,00 \$	2 120,00 \$	2 842,47 \$
DT Estrie	6202060021	775777	Moreau Paquette, notaires inc.	100-120, rue Angus Nord	J0B 1R0 QC	2023-06-13	2023-05-29	135,00 \$	1 052,25 \$	1 344,82 \$
DT Estrie	6202060026	1332444	Osborne, Karen (notaire)	1-567, rue Shefford	J2L 1C2 QC	2023-10-17	2023-09-07	175,00 \$	1 506,75 \$	1 907,39 \$
DT Estrie	6202160018	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E. N.C.R.L.	11165, 2è Avenue	G5Y 1V9 QC	2023-04-03	2023-03-30	154,00 \$	1 400,00 \$	1 763,65 \$
DT Estrie	6202160019	1259137	Côté Bécharard Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud	G6P5W3 QC	2024-01-12	2024-01-11	135,00 \$	1 056,75 \$	1 350,00 \$
DT Estrie	6202160031	59242	Poulin, France (notaire)	1655, rue Sherbrooke	J1X 2T5 QC	2023-12-01	2023-11-15	153,00 \$	376,07 \$	585,38 \$

DT Estrie	6202160031	59242	Poulin, France (notaire)	1655, rue Sherbrooke J1X 2T5 QC	2023-10-19	2023-10-04	152,00 \$	801,94 \$	1 074,03 \$
DT Estrie	6202160033	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201-2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2024-01-23	2023-12-20	298,00 \$	1 747,25 \$	2 306,90 \$
DT Estrie	6202160038	1277893	Grondin Guilbeault Roberge Notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC	2023-04-18	2023-04-12	167,00 \$	687,81 \$	957,81 \$
DT Estrie	6202160039	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2023-10-18	2023-10-03	160,00 \$	802,25 \$	1 082,38 \$
DT Estrie	6202160042	972119	Leblanc & Viens, notaires	340-11, rue St-Georges J1S 1J2 QC	2024-02-13	2024-02-05	693,00 \$	4 900,00 \$	6 326,78 \$
DT Estrie	6202260000	967340	Hardouin et associés inc.	550, 10e Avenue, bureau 100 J1G 2R9 QC	2023-01-03	2023-06-21	142,00 \$	936,00 \$	1 218,17 \$
DT Estrie	6202260002	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2024-01-12	2024-01-11	135,00 \$	747,15 \$	994,04 \$
DT Estrie	6202260005	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2023-09-08	2023-08-23	135,00 \$	732,25 \$	976,90 \$
DT Estrie	6202360005	1405997	Janie Leblanc, notaire inc.	75, rue Sainte-Catherine J1X 2K9 QC	2024-02-07	2024-02-06	135,00 \$	967,25 \$	1 247,09 \$
DT Estrie	6202360006	1405997	Janie Leblanc, notaire inc.	75, rue Sainte-Catherine J1X 2K9 QC	2024-02-07	2024-02-06	135,00 \$	967,25 \$	1 247,09 \$
Total DT Estrie							4 735,00 \$	32 392,17 \$	41 977,89 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6199700213	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est G0C 1V0 QC		2024-01-11	127,00 \$	715,00 \$	949,07 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200000008	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC		2023-08-28		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200000009	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC		2023-08-28		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800007	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2024-01-26	2023-12-05		2 800,00 \$	3 219,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900049	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC	2023-05-18	2021-06-21		175,00 \$	201,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900055	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-04-02	143,00 \$	1 200,00 \$	1 522,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900065	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC		2024-01-26	11,00 \$	1 500,00 \$	1 735,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000012	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC		2023-08-28		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000053	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-07-31		125,00 \$	143,72 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC	2023-05-18	2021-12-31		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100044	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	94, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J3 QC		2023-08-08	153,00 \$	1 125,00 \$	1 446,47 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200049	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré G0C 1E0 QC		2023-09-29		1 020,00 \$	1 172,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200141	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC		2023-08-28		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200150	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-10-18		952,00 \$	1 094,56 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300012	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-10-18		979,00 \$	1 125,61 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300014	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2024-01-31	135,00 \$	1 858,00 \$	2 271,24 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400055	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-11-30		850,00 \$	977,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400056	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-11-23		850,00 \$	977,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600000	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2023-09-18	2021-11-09	127,00 \$	1 000,00 \$	1 276,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600000	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2023-09-18	2021-11-09	144,00 \$	600,00 \$	833,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600007	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC		2023-08-28		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600029	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2020-07-22	126,00 \$	850,00 \$	1 103,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600029	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2020-01-28	38,00 \$	750,00 \$	900,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600035	651436	Olivier Pelletier, notaire Inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 QC		2023-02-22	151,00 \$	654,50 \$	903,52 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800007	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-08-04		750,00 \$	862,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800026	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2023-05-03	135,00 \$	2 150,00 \$	2 606,96 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800026	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2023-06-09		675,00 \$	776,08 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800026	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2021-05-07		675,00 \$	776,08 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800026	1043520	Lepage et Associés inc.	1142, avenue du Phare Ouest G4W 3M6 QC		2021-05-07		675,00 \$	776,08 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800032	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-10-02	137,00 \$	989,79 \$	1 275,01 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800038	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2022-10-13	139,00 \$	950,00 \$	1 231,26 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800041	632203	Ladouceur, Yves (Yves Ladouceur, notaire)	14D, avenue des Seigneurs J0R 1R4QC		2024-01-17	137,00 \$	700,00 \$	941,82 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800044	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-05-04	144,00 \$	425,00 \$	632,64 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900018	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC		2023-09-12	135,00 \$	1 600,00 \$	1 974,60 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900024	311971	Roy, Nancy (notaire)	470, rue Francoeur G0C 2E0 QC		2022-09-26	131,00 \$	650,00 \$	878,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900028	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2023-09-26	2023-09-25	135,00 \$	1 350,00 \$	1 687,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100004	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2023-08-30	2023-08-24	131,00 \$	1 750,00 \$	2 143,06 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100004	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2023-08-30	2023-08-24	153,00 \$	750,00 \$	1 015,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100005	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2023-09-06	2023-08-21	135,00 \$	1 750,00 \$	2 147,06 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100015	1301799	RCGT Services Juridiques inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 QC		2023-04-12	135,00 \$	1 500,00 \$	1 859,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200000	1094852	Bourassa notaires inc.	2135, rue Bélanger H2G1C3 QC		2023-03-16	175,25 \$	2 067,00 \$	2 551,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200018	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-11-10	135,00 \$	1 515,00 \$	1 876,87 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200019	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-09-29	135,00 \$	1 515,00 \$	1 876,87 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200020	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-11-14	135,00 \$	1 505,00 \$	1 865,37 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200021	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC		2023-10-27	135,00 \$	1 500,00 \$	1 859,63 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							3 517,25 \$	44 745,29 \$	54 963,16 \$

DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2023-04-17	2022-12-31	855,00 \$	983,04 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2023-04-17	2023-03-31	4 275,00 \$	4 915,18 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2023-07-04	2023-06-28	3,00 \$	1 515,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2023-08-31	2023-08-25	825,00 \$	948,54 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840021	385068	Drazin, Friedman	2021, avenue Union, suite 888	H3A 2S9 QC	2023-09-08	2023-08-25	270,00 \$	1 473,47 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940005	159912	Bernard-Brassard, S.E.N.C.R.L.	2265, boulevard Fernand-Lafontaine, bureau 300	J4G 2R8 QC	2023-10-16	2023-10-11	50,00 \$	1 620,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940021	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300	H2Y 2W8 QC	2023-07-13	2023-07-11	143,00 \$	2 635,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940025	159912	Bernard-Brassard, S.E.N.C.R.L.	2265, boulevard Fernand-Lafontaine, bureau 300	J4G 2R8 QC	2023-10-16	2023-10-11	54,00 \$	2 540,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940044	159912	Bernard-Brassard, S.E.N.C.R.L.	2265, boulevard Fernand-Lafontaine, bureau 300	J4G 2R8 QC	2023-10-16	2023-10-11	13,00 \$	1 000,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940046	159912	Bernard-Brassard, S.E.N.C.R.L.	2265, boulevard Fernand-Lafontaine, bureau 300	J4G 2R8 QC	2023-10-16	2023-10-11	22,00 \$	1 280,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540007	1368395	Dufort, Raymond (notaire)	2050A, rue Lapierre	H8N 2L1 QC	2023-10-03	2023-10-02	127,00 \$	1 200,00 \$
Total DT Ile-de-Montréal								682,00 \$	19 218,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752116	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare	J7Z 2C1 QC		2022-12-13	148,00 \$	148,00 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière								148,00 \$	148,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436031	986696	ETTIC Société Notariale s.e.n.c.r.l.	2540, boulevard Daniel-Johnson, bureau 212	H7T 2S3 QC	2023-04-05	2023-03-31	150,00 \$	172,46 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436033	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC	2023-06-07	2023-05-25	40,00 \$	1 756,25 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436037	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC	2023-06-12	2023-05-25	29,00 \$	2 837,50 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436042	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC		2023-05-25	30,00 \$	8 505,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436044	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC	2023-12-08	2023-05-25	66,00 \$	6 555,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436049	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC	2023-06-12	2023-05-25	52,00 \$	3 920,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201536004	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau	J6Z 1H1 QC	2023-06-12	2023-05-25	40,00 \$	2 162,50 \$
Total DT Laval-Mille-Iles								257,00 \$	25 886,25 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200444019	592355	Notaires Rodrigue inc.	1950, boulevard René-Gaultier, bureau202	J3X 1P5 QC	2023-10-04	2023-10-04	126,00 \$	3 000,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201684056	782432	Merling & Merling, Notaires s.e.n.c.	615, Boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600	H3B 1P5 QC	2023-08-28	2023-08-10	160,00 \$	500,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784004	592355	Notaires Rodrigue inc.	1950, boulevard René-Gaultier, bureau202	J3X 1P5 QC	2023-03-27	2022-04-20	127,00 \$	2 485,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784007	1242275	LLG conseillers juridiques inc.	102-35, rue Saint-Pierre	J5A 2E4 QC	2023-11-08	2023-11-07	135,00 \$	2 871,25 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784078	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780	H3B 1S6 QC	2024-01-24	2023-11-23	135,00 \$	1 879,77 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201784085	1336278	Espace notaires-conseils inc.	125, avenue de la Providence, suite B	J8H 3L4 QC	2023-08-29	2023-07-24	162,00 \$	1 826,75 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884001	1399916	Strathmeier, Sabrina (notaire)	1430, boulevard Saint-Martin Ouest bureau. 208	H7S 1M9 QC	2024-01-10	2024-01-09	145,00 \$	505,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884005	427669	Gareau et associés, Notaires inc.	4805, rue Molson	H1Y 0A2 QC	2023-09-20	2023-09-18	135,00 \$	800,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884018	863046	Fortier, D'Amour, Goyette, s.e.n.c.r.l.	1730, boulevard Marie-Victorin bureau 101	J4G 1A5 QC	2023-09-18	2023-07-27	135,00 \$	1 470,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884019	1202177	Desaliers Notaires inc.	821, boulevard Laurier	J3G0K5 QC	2022-04-29	2021-12-20	146,00 \$	920,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884020	1029316	Carrière-Marleau, Vachon Roy, notaires s.e.n.c.r.l.	505, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier	J3G 4H8 QC	2024-02-23	2024-02-15	135,00 \$	933,15 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201884024	1029316	Carrière-Marleau, Vachon Roy, notaires s.e.n.c.r.l.	505, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier	J3G 4H8 QC	2024-01-15	2023-11-20	414,00 \$	1 473,33 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984013	1195370	Chaumont notaire inc.	38, rue Champêtre	J5N 1A2 QC	2023-11-23	2023-11-21	155,00 \$	1 398,75 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984015	986696	ETTIC Société Notariale s.e.n.c.r.l.	2540, boulevard Daniel-Johnson, bureau 212	H7T 2S3 QC		2023-06-01	13,00 \$	1 220,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984048	68768	Maurice, Lynda (notaire)	4793, boulevard Dagenais Ouest, bureau 203	H7R 1L7 QC	2023-09-06	2023-09-06	284,00 \$	745,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984053	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage	H3B 5C9 QC	2023-09-01	2023-08-23	201,00 \$	4 064,21 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984054	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare	J7Z 2C1 QC	2023-07-20	2023-07-14	131,00 \$	2 061,26 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984057	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves	J6W 3H6 QC	2023-04-03	2023-03-30	136,00 \$	1 084,33 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984071	444911	Notaire-Direct inc.	3750, boulevard Crémazie Est Bureau 425	H2A 1B6 QC	2024-01-12	2023-11-13	78,00 \$	2 978,44 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984073	1029316	Carrière-Marleau, Vachon Roy, notaires s.e.n.c.r.l.	505, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier	J3G 4H8 QC	2023-12-07	2023-12-01	4,00 \$	437,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084005	564828	Mario Daigneault notaire inc.	509H, Jules-Choquet	J3E 1W6 QC	2023-11-29	2023-11-24	150,00 \$	1 260,00 \$

DT Métropolitaine de Montréal	6202084006	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	320-1910, rue King Ouest J1J2E2 QC	2023-08-01	2023-07-31	389,90 \$	3 105,50 \$	3 960,45 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084009	1242275	LLG conseillers juridiques inc.	102-35, rue Saint-Pierre J5A 2E4 QC	2023-08-18	2023-07-12	135,00 \$	1 350,00 \$	1 687,16 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084010	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée J4Z 3H1 QC	2023-09-08	2023-07-11		722,50 \$	830,70 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184000	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2023-04-17	2023-04-14	159,00 \$	3 783,33 \$	4 508,89 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184018	1062851	Novallier s.e.n.c.r.l.	201-1060, rue Parent J3V 6L8 QC	2023-05-12	2022-08-30		2 029,59 \$	2 333,52 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184020	1407288	KRB avocats inc.	300-240, rue Saint-Jacques H2Y 1L9QC	2023-11-15	2023-11-13	144,00 \$	1 741,75 \$	2 146,58 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184022	436223	Chabot, Nathalie (notaire)	8091, rue St-Jacques J7N 1X1 QC	2023-10-03	2023-10-02	486,00 \$	1 261,25 \$	1 936,12 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184026	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2023-03-08	2023-02-01		950,00 \$	1 092,26 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184026	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2023-03-08	2023-02-01		1 650,00 \$	1 897,09 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184027	1324617	Étude des Notaires Cataphard inc.	3950, chemin d'Oka J0N 1M0 QC	2024-02-19	2024-02-08	138,50 \$	902,25 \$	1 175,86 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184029	1468123	Côté, Sylvie (études d'avocats ou de notaires)	91, rue Caron J0N 1M0 QC	2023-12-08	2023-12-07	2,00 \$	2 000,00 \$	2 301,80 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184030	963092	Léonard, Mélissa (notaire)	327, Rue Saint-Raphaël J0N 1P0 QC	2024-02-20	2024-02-09	6,00 \$	1 843,20 \$	2 125,22 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184033	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2024-02-20	2024-02-13	275,85 \$	778,33 \$	1 170,74 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184035	1230054	Véronique Lessard et Carenne Ahiba, notaires inc.	259, Boul. Arthur-Sauvé J7P 2A9 QC	2024-01-29	2024-01-16	149,00 \$	1 052,50 \$	1 359,12 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184036	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques H2Y 1M6 QC	2023-09-21	2023-09-19	204,00 \$	6 852,41 \$	8 082,56 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184037	380485	Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	1, place Ville-Marie, bureau 4000 H3B 4M4 QC	2023-10-03	2023-09-27	152,48 \$	3 999,40 \$	4 750,79 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184050	1209860	Cristiana David Notaire	2-459, boulevard Don-Quichotte J7W 1E2 QC	2023-07-17	2023-07-03	149,00 \$	908,00 \$	1 192,97 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184051	1384338	Format Légal notaires et conseillersjuridiques inc.	2-125, chemin Saint-Féréol J7T 1M3QC	2023-11-08	2023-10-11	142,00 \$	1 635,00 \$	2 021,84 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284002	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184, St-Joseph J0S 1V0 QC	2024-01-08	2023-12-22	146,00 \$	1 208,75 \$	1 535,76 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284003	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2023-06-20	2023-06-14	146,00 \$	900,00 \$	1 180,78 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284004	869827	Leblanc & Associés Notaires Inc.	306-265 boul. D'Anjou J6J 5J9 QC	2023-08-29	2023-08-14	135,00 \$	1 428,59 \$	1 777,52 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284005	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2023-08-17	2023-08-03	140,00 \$	900,00 \$	1 174,78 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284011	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T2Z5 QC	2023-11-10	2023-10-03	131,00 \$	2 125,00 \$	2 574,22 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202284012	1289213	Mallette services juridiques inc. (inactif)	101-369, boul. Adolphe-Chapleau J6Z 1H1 QC	2023-12-19	2023-10-17	162,00 \$	7 580,00 \$	8 877,11 \$
Total DT Métropolitain de Montréal							6 499,73 \$	84 620,59 \$	103 792,49 \$
DT Monteregie	6201785021	1413677	Lévesque, Étude Notariale inc.	41, boulevard Saint-Luc J2W 1E3 QC		2023-09-05	165,00 \$	830,00 \$	1 119,30 \$
DT Monteregie	6201785026	585950	Arakelian, Karine	1805, rue Sauvé Ouest, bureau 304 H4N 3B8 QC	2023-05-11	2023-04-25	291,00 \$	2 127,25 \$	2 736,80 \$
DT Monteregie	6201785030	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2023-11-21	2023-10-18	135,00 \$	2 847,50 \$	3 408,92 \$
DT Monteregie	6201785033	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notairess.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC		2023-09-23	145,00 \$	500,00 \$	719,88 \$
DT Monteregie	6201785043	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC		2023-04-13	275,00 \$	1 134,15 \$	1 578,99 \$
DT Monteregie	6201985011	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2023-11-24	288,00 \$	2 095,00 \$	2 696,73 \$
DT Monteregie	6202085001	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC	2024-01-23	2023-09-22	288,00 \$	1 190,83 \$	1 657,16 \$
DT Monteregie	6202185000	1340715	Un notaire S.V.P. inc.	630, rue Claude-de Ramezay J3M 1Z7 QC		2023-12-04	290,00 \$	1 931,25 \$	2 510,45 \$
DT Monteregie	6202185002	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2023-03-29	2023-03-27	153,00 \$	2 100,00 \$	2 567,48 \$
DT Monteregie	6202185045	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2023-11-02	2023-10-23	298,00 \$	2 175,00 \$	2 798,71 \$
Total DT Monteregie							2 328,00 \$	16 930,98 \$	21 794,42 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201648003	919986	Lallo, Frédéric (notaire)	160, boulevard du Curé-Labelle J7E 2X5 QC	2024-02-14	2024-02-13	135,00 \$	545,00 \$	761,61 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie							135,00 \$	545,00 \$	761,61 \$
DT Outaouais	6201856012	414605	Parent, Geneviève (notaire)	11, chemin de la Vallée-de-Wakefield J0X 3G0 QC		2024-01-08	155,00 \$	1 500,00 \$	1 879,63 \$
DT Outaouais	6201856018	414605	Parent, Geneviève (notaire)	11, chemin de la Vallée-de-Wakefield J0X 3G0 QC		2023-12-20	163,75 \$	1 672,50 \$	2 086,71 \$
DT Outaouais	6201856020	1519556	Landry-Blanchard, Noémi (notaire)	105, avenue Gatineau J8T 4J4 QC		2023-12-19	308,00 \$	2 637,50 \$	3 340,47 \$
Total DT Outaouais							626,75 \$	5 810,00 \$	7 306,81 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416089	170231	Linda Beaulac, Notaire inc.	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2023-06-09	2023-05-15	155,00 \$	2 256,25 \$	2 749,12 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516034	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2021-02-25	2021-02-11	126,00 \$	945,00 \$	1 212,51 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616014	1024873	Notaires Côté Tremblay Gervais Fortin Inc.	540, rue Sacré-Coeur Ouest G8B 1M2 QC	2024-01-09	2023-12-12	306,00 \$	3 099,99 \$	3 870,21 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616026	1109406	Trivium avocats notaires conseils	393, rue Racine Est G7H 1T2 QC	2023-06-14	2019-03-20	257,00 \$	716,65 \$	1 080,97 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616030	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	1067, boulevard Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2023-11-23	2022-08-03		1 902,00 \$	2 186,82 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616041	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2023-11-22	2023-11-21	135,00 \$	3 160,50 \$	3 768,79 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816022	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2023-07-03	2021-12-31	133,00 \$	1 425,00 \$	1 771,39 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816033	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, rue Sacré-Coeur Ouest, bureau 5 G8B 1M2 QC	2024-01-08	2023-11-27	152,00 \$	1 737,50 \$	2 149,70 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201816038	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G7H 1R7 QC	2023-05-04	2023-04-17	134,00 \$	1 305,00 \$	1 634,42 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016003	1024873	Notaires Côté Tremblay Gervais Fortin Inc.	540, rue Sacré-Coeur Ouest G8B 1M2 QC	2024-01-09	2023-11-27	165,00 \$	2 315,00 \$	2 826,67 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016009	170231	Linda Beaulac, Notaire inc.	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2023-08-24	2023-03-03	141,00 \$	1 635,00 \$	2 020,84 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016011	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2023-10-02	2023-09-21	288,00 \$	1 532,20 \$	2 049,65 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016012	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2023-07-05	2023-07-04	135,00 \$	1 481,08 \$	1 837,87 \$

DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016012	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint-Luc G8B 6W7 QC	2023-07-05	2023-07-04	135,00 \$	1 481,08 \$	1 837,87 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016015	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2023-11-24	2023-11-23	153,00 \$	354,75 \$	560,88 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016015	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2023-11-24	2023-11-21	135,00 \$	3 309,66 \$	3 940,28 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016017	1076566	Lessard Conseils inc.	300-23, rue Racine Est G7H 1P4 QC	2023-12-11	2023-11-02	135,00 \$	2 600,00 \$	3 124,35 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016017	1076566	Lessard Conseils inc.	300-23, rue Racine Est G7H 1P4 QC	2023-12-11	2023-11-02	135,00 \$	2 600,00 \$	3 124,35 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016018	1024873	Notaires Côté Tremblay Gervais Fortin Inc.	540, rue Sacré-Coeur Ouest G8B 1M2 QC	2024-01-09	2023-11-28	213,65 \$	3 805,00 \$	4 588,45 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016019	1024873	Notaires Côté Tremblay Gervais Fortin Inc.	540, rue Sacré-Coeur Ouest G8B 1M2 QC	2024-01-09	2023-11-28	139,00 \$	2 655,00 \$	3 191,59 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016020	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2023-10-05	2023-09-27		2 209,60 \$	2 540,49 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016024	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G7H 1R7 QC	2024-02-16	2024-01-29	7,00 \$	791,25 \$	916,74 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016026	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G7H 1R7 QC	2023-06-14	2023-04-18	128,00 \$	1 401,25 \$	1 739,08 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016027	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2023-10-05	2023-07-03	279,00 \$	3 579,75 \$	4 394,82 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016028	1075259	Jean-Pierre Collard, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2023-05-01	2023-03-29	379,25 \$	2 400,00 \$	3 138,65 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016028	1075259	Jean-Pierre Collard, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2023-05-01	2023-03-29	379,25 \$	2 400,00 \$	3 138,65 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016029	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G7H 1R7 QC	2023-06-09	2023-05-18	141,00 \$	1 326,25 \$	1 665,85 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016030	1076566	Lessard Conseils inc.	300-23, rue Racine Est G7H 1P4 QC	2023-06-09	2023-03-30	131,00 \$	2 074,10 \$	2 515,70 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016038	666364	Mon Notaire et moi inc.	522, rue Bagot G7B 2P4 QC	2023-10-12	2022-08-16	139,00 \$	1 427,50 \$	1 780,27 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202216022	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	1100, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2023-10-12	2023-09-19	135,00 \$	2 223,75 \$	2 691,76 \$
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est							5 026,15 \$	62 750,11 \$	77 173,09 \$
Région de la Mauricie	6201628048	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	711, boulevard Saint-Laurent Ouest J5V 1K9 QC		2023-03-23	126,00 \$	1 048,75 \$	1 331,80 \$
Région de la Mauricie	6201628049	1111591	Leblanc Martin Bernier inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC		2021-12-02	126,00 \$	1 160,00 \$	1 459,71 \$
Région de la Mauricie	6201628053	816229	GTM Notaires	580, rue Barkoff, bureau 402 G8T 9T7 QC		2023-04-03	143,00 \$	783,85 \$	1 044,23 \$
Région de la Mauricie	6201728019	695227	Me Tony Harvey, notaire	221, rue Principale G0X 2L0 QC		2023-04-05	133,00 \$	1 868,75 \$	2 281,60 \$
Région de la Mauricie	6201928013	1080178	Notaires Dgps inc.	1500, 105e Avenue G9P 1M5 QC		2022-06-30	143,00 \$	1 567,20 \$	1 944,89 \$
Région de la Mauricie	6201928017	1031590	Gélinas, Israël (notaire)	681, rue Sainte-Anne G0X 3L0 QC		2023-03-15	297,00 \$	675,00 \$	1 073,08 \$
Région de la Mauricie	6201928027	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356 G9A 6A7 QC		2022-10-24	16,00 \$	1 000,00 \$	1 165,75 \$
Région de la Mauricie	6202028037	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC		2023-04-20	141,00 \$	1 095,00 \$	1 399,98 \$
Région de la Mauricie	6202028043	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC		2022-04-28	127,00 \$	733,33 \$	970,15 \$
Total Région de la Mauricie							1 252,00 \$	9 931,88 \$	12 671,19 \$
Région du centre du Québec	6201724026	744444	Comeau et Trépanier notaires	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2022-03-02	2021-09-20	172,00 \$	500,00 \$	746,88 \$
Région du centre du Québec	6201824006	1283711	Jean-Pierre Pelletier, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC		2022-04-11	275,00 \$	1 648,00 \$	2 169,79 \$
Région du centre du Québec	6201924000	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC		2023-07-27	167,00 \$	1 800,00 \$	2 236,55 \$
Région du centre du Québec	6201924001	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC		2023-08-07	320,00 \$	2 317,50 \$	2 984,55 \$
Région du centre du Québec	6201924002	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC		2023-09-18	348,75 \$	2 572,50 \$	3 306,49 \$
Région du centre du Québec	6201924002	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC		2023-09-18		300,00 \$	344,93 \$
Région du centre du Québec	6201924003	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC		2023-09-13	168,00 \$	2 077,50 \$	2 556,61 \$
Région du centre du Québec	6202024006	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1T7 QC		2023-01-23	135,00 \$	1 114,00 \$	1 415,82 \$
Région du centre du Québec	6202124013	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC		2023-10-12	135,00 \$	1 307,70 \$	1 638,53 \$
Région du centre du Québec	6202124023	846753	Jean-Marc Fortier, notaire	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2023-03-16	10,00 \$	1 201,75 \$	1 391,71 \$
Région du centre du Québec	6202124043	1006120	Pellerin Potvin Gagnon sencrl	117 rue Notre-Dame Est G6P3Z9 QC		2023-07-13	137,00 \$	1 723,75 \$	2 118,88 \$
Région du centre du Québec	6202224001	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC		2023-03-30	7,00 \$	1 405,50 \$	1 622,98 \$
Région du centre du Québec	6202224002	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC		2023-03-31	6,00 \$	1 014,00 \$	1 171,85 \$
Région du centre du Québec	6202224002	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC		2023-05-15	135,00 \$	315,50 \$	497,75 \$
Région du centre du Québec	6202224003	1366669	Pineault Bédard, Notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue Saint-Édouard C.P. 308 G6L 2Y8 QC		2023-06-15	135,00 \$	288,34 \$	466,52 \$
Région du centre du Québec	6202224015	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	8,00 \$	774,00 \$	897,91 \$
Région du centre du Québec	6202224017	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	12,00 \$	1 074,00 \$	1 246,83 \$
Région du centre du Québec	6202224018	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	5,00 \$	747,00 \$	863,86 \$
Région du centre du Québec	6202224020	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	4,00 \$	699,00 \$	807,68 \$
Région du centre du Québec	6202224021	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	7,00 \$	699,00 \$	810,68 \$
Région du centre du Québec	6202224022	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	12,00 \$	948,00 \$	1 101,96 \$
Région du centre du Québec	6202224023	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC		2024-01-29	11,00 \$	873,00 \$	1 014,73 \$
Total Région du centre du Québec							2 209,75 \$	25 400,04 \$	31 413,49 \$
Service expertise immobilière	6201068030	1174418	Groupe RDL Solutions Juridiques inc.	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 QC		2023-05-12	280,90 \$	1 159,75 \$	1 614,33 \$
Service expertise immobilière	6201768116	636301	Delegatus services juridiques inc.	438, rue McGill, bureau 500 H2Y 2G1 QC		2022-05-14		1 905,00 \$	2 190,27 \$
Service expertise immobilière	6201768116	1276574	Sylvestre avocats inc.	600-1395, rue Daniel-Johnson Est J2S 7Y6 QC		2022-07-07	73,00 \$	3 922,85 \$	4 583,29 \$
Service expertise immobilière	6201768116	636301	Delegatus services juridiques inc.	438, rue McGill, bureau 500 H2Y 2G1 QC		2021-10-07		1 512,50 \$	1 739,00 \$
Service expertise immobilière	6202268013	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC		2023-09-15	62,00 \$	5 750,00 \$	6 673,06 \$

Total Service expertise immobilière	415,90 \$	14 250,10 \$	16 799,95 \$
Total général	68 844,84 \$	718 300,19 \$	894 710,96 \$

Q uestion 38	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour 2023-2024, en précisant : a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente.
----------------------------	---

a) Projets terminés

Aucun.

b) Projets en voie d'achèvement

Voici la liste des projets en cours pour le ministère de la Justice :

- Palais de justice de Roberval
- Palais de justice de Saint-Hyacinthe
- Palais de justice de Rouyn-Noranda
- Palais de justice de Gatineau
- Palais de justice de Longueuil

Ces projets se trouvent dans le Plan québécois des infrastructures 2023-2033 :

https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/23-24/6_Plan_quebecois_infrastructures.pdf.

c) Projets retardés et les motifs du retard

Aucun.

d) Projets abandonnés et les motifs de l'abandon

Aucun.

e) Projets en attente

Aucun.

f) Prévisions pour 2024-2025

Aucun.

Question 39	Sommes ventilées et détaillées pour l'année 2023-2024, et prévisions pour 2024-2025, pour la sécurité dans les palais de justice, par palais de justice. Indiquer les actions mises en œuvre en 2023-2024 par la Table de sécurisation des palais de justice du Québec.
-------------	---

Palais de justice	Titre du projet	Montant (\$)
Drummondville	Mise à niveau d'un système de sécurité	23 607

Dans le cadre de la majorité des projets, des composants de sécurité sont intégrés. Cependant, il n'est pas possible de dissocier spécifiquement la part des projets liée aux éléments de sécurité. Par exemple, des dispositifs d'urgence tels que des boutons d'urgence sont ajoutés dans le cadre de projets relatifs aux tribunaux spécialisés.

À la suite des événements survenus au palais de justice de Longueuil en janvier 2024, un comité de travail conjoint MJQ-MSP-SQI a été créé pour coordonner le déploiement de mesures visant à moderniser la sécurité dans les palais de justice et les points de service. Aucun montant n'a été alloué à cette fin pour l'exercice 2023-2024.

Question 40	Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.
-------------	---

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.39.

Question 41	Produire le plan d’immobilisation (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l’état d’avancement PQI 2023-2033.
-------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.38.

<div>Q uestion</div> <div>42</div>	<div>Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec et délai de traitement moyen:</div> <div>a) Chambre civile; b) Chambre civile – Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.</div>
------------------------------------	--

a) Chambre civile (excluant la Division des petites créances):

Dossiers ouverts: 48 257 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 22)
Dossiers ouverts en juridiction 22 – demande introductive d’instance: 15 033
Délai moyen d’audition: 216 jours
Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 22 – demande introductive d’instance): 113 jours

b) Chambre civile Division des petites créances:

Dossiers ouverts: 15 526
Délai moyen d’audition: 706 jours
Délai médian pour obtenir un jugement: 431 jours

c) Chambre criminelle:

Causes ouvertes: 85 844
Délai médian des causes criminelles fermées: 304 jours

Chambre pénale:

Causes ouvertes: 203 405
Délai médian des causes pénales réglées: 150 jours

d) Chambre de la jeunesse:

Dossier ouverts – délinquance: 9 327
Délai moyen d’audition – comparution délinquance: 36 jours
Délai moyen d’audition – procès délinquance: 80 jours

Dossier ouverts – protection: 10 142
Délai moyen d’audition – audition protection: 104 jours
Délai médian pour obtenir un jugement à la suite d’une demande de protection: 109 jours

Dossier ouverts – adoption: 722
Délai moyen d’audition: 43 jours

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2024-2025

Question 43	Nombre de dossiers à la Division des petites créances. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de 3 000 \$ ou moins, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 3 001 \$ et 5 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 5 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.
-------------	---

Palais de justice	Dossier	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Alma	107	54	22	31
Amos	19	5	6	8
Amqui	10	6	1	3
Baie-Comeau	67	40	17	10
Campbell's Bay	16	6	1	9
Carleton	25	19	1	5
Chibougamau	17	9	2	6
Chicoutimi	336	155	70	111
Cowansville	110	57	21	32
Dolbeau – Mistassini	38	17	6	15
Drummondville	204	119	43	42
Forestville	5	4	1	0
Gaspé	32	14	7	11
Gatineau	601	280	124	197
Granby	274	144	61	69
Havre-Aubert	10	2	2	6
Joliette	726	350	149	227
La Malbaie	40	24	6	10
La Sarre	22	15	4	3
La Tuque	14	6	4	4
Lachute	63	30	9	24
Lac-Mégantic	38	15	10	13
Laval	1 023	466	213	344
Longueuil	1 081	558	220	303
Magog	27	16	3	8
Maniwaki	22	9	4	9
Matane	63	42	9	12
Mont-Joli	12	4	3	5
Mont-Laurier	88	49	20	19
Montmagny	99	52	16	31
Montréal	3 503	1 616	701	1 186
New Carlisle	47	26	10	11
Percé	31	12	13	6
Québec	1 581	811	304	466
Rimouski	99	45	17	37
Rivière-du-Loup	110	60	25	25
Roberval	74	36	18	20
Rouyn-Noranda	64	35	10	19
Sainte-Agathe-des-Monts	105	49	20	36
Sainte-Anne-des-Monts	20	9	8	3
Saint-Hyacinthe	329	159	58	112
Saint-Jean-sur-Richelieu	240	101	62	77
Saint-Jérôme	1 101	523	216	362
Saint-Joseph-de-Beauce	152	79	36	37
Salaberry-de-Valleyfield	522	242	123	157
Sept-Îles	49	24	10	15
Shawinigan	161	84	28	49
Sherbrooke	1 272	1 048	90	134
Sorel – Tracy	135	69	35	31
Thetford Mines	126	74	25	27

Question 43	Suite
--------------------	-------

Palais de justice	Dossier	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Trois-Rivières	357	186	81	90
Val-d'Or	88	60	11	17
Victoriaville	159	95	20	44
Ville-Marie	12	6	2	4
Ensemble du Québec	15 526	8 016	2 978	4 532

Question 44	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances. Ventiler par palais de justice.
--------------------	--

Il y a 2 437 dossiers qui ont été traités par le Service de médiation à la Division des petites créances en 2023-2024.

Palais de justice	Nombre de dossiers
Alma	14
Amqui	3
Baie-Comeau	2
Campbell's Bay	3
Carleton	3
Chibougamau	1
Chicoutimi	34
Cowansville	9
Dolbeau – Mistassini	4
Drummondville	35
Gaspé	1
Gatineau	122
Granby	28
Havre-Aubert	1
Joliette	169
La Malbaie	10
La Tuque	1
Lachute	14
Lac-Mégantic	4
Laval	208
Longueuil	150
Magog	6
Maniwaki	4
Matane	1
Mont-Laurier	7
Montmagny	6
Montréal	636
New Carlisle	4
Percé	4
Québec	271
Rimouski	11
Rivière-du-Loup	18
Roberval	7
Rouyn-Noranda	1
Sainte-Agathe-des-Monts	23
Sainte-Anne-des-Monts	1
Saint-Hyacinthe	38
Saint-Jean-sur-Richelieu	20
Saint-Jérôme	235
Saint-Joseph-de-Beauce	19
Salaberry-de-Valleyfield	96
Sept-Îles	3
Shawinigan	10
Sherbrooke	66
Sorel – Tracy	22
Thetford Mines	15
Trois-Rivières	61
Val-d'Or	9
Victoriaville	27
Ensemble du Québec	2 437

Question 45	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale. palais de justice.
--------------------	--

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
<u>Tout le Québec</u>	22 856	17 904	40 760
<u>Région 01</u>			
Rimouski	309	174	483
Amqui	0	0	0
Matane	0	0	0
Mont-Joli	0	0	0
Rivière-du-Loup	241	122	363
<u>Région 02</u>			
Chicoutimi	501	290	791
Roberval	145	119	264
Alma	121	119	240
Chibougamau	20	48	68
Dolbeau – Mistassini	0	0	0
<u>Région 03</u>			
Québec	2 612	1 530	4 142
La Malbaie	77	44	121
<u>Région 04</u>			
Trois-Rivières	628	424	1 052
Shawinigan	233	197	430
La Tuque	26	17	43
<u>Région 05</u>			
Sherbrooke	753	693	1 446
Cowansville	144	153	297
Granby	325	291	616
Lac-Mégantic	48	43	91
<u>Région 06</u>			
Montréal	6 568	4 078	10 646
<u>Région 07</u>			
Gatineau	911	963	1 874
Campbell's Bay	52	36	88
Maniwaki	34	20	54
Mont0Laurier	124	97	221
<u>Région 08</u>			
Rouyn-Noranda	66	88	154
Amos	115	120	235
Ville-Marie	35	27	62
Val-D'Or	96	103	199
La Sarre	0	0	0
<u>Région 09</u>			
Sept-Îles	108	113	221
Sept-Îles (itinérant)	0	0	0
Baie-Comeau	115	128	243

Question 45	Suite
--------------------	-------

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
<u>Région 11</u>			
New Carlisle	93	67	160
Percé	128	64	192
Havre-Aubert	29	19	48
Sainte-Anne-des-Monts	45	23	68
Carleton	0	0	0
<u>Région 12</u>			
Thetford Mines	134	115	249
Montmagny	138	71	209
Saint-Joseph-de-Beauce	250	260	510
<u>Région 13</u>			
Laval	932	919	1 851
<u>Région 14</u>			
Joliette	1 251	1 067	2 318
<u>Région 15</u>			
Saint-Jérôme	1 880	1 557	3 437
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
<u>Région 16</u>			
Longueuil	1 364	1 332	2 696
Saint-Hyacinthe	409	470	879
Saint-Jean-sur-Richelieu	341	358	699
Salaberry-de-Valleyfield	756	759	1 515
Sorel-Tracy	245	232	477
<u>Région 17</u>			
Drummondville	263	347	610
Victoriaville	191	207	398

Question 46

Concernant la Cour des petites créances, pour 2022-2023 et 2023-2024, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés :

a. le nombre de dossiers ouverts;
b. le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation;
c. le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement.

a) Nombre de dossiers ouverts

	2023-2024
Dossiers	15 526

b) Nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation

	2023-2024
Dossiers	3 977

c) Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

Question 47	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2023-2024, par région.
-------------	--

Nom	Montant (\$)
	(Salaires, loyers et autres)
Amqui	270 727
Matane	263 583
Mont-Joli	122 044
Région 01: Bas-Saint-Laurent	656 354
Chibougamau	339 422
Dolbeau	187 254
Région 02: Saguenay–Lac-Saint-Jean	526 676
La Tuque	507 766
Région 04: Mauricie	507 766
Granby	2 248 426
Magog	55 688
Région 05: Estrie	2 304 114
Maniwaki	454 319
Région 07: Outaouais	454 319
Val-d'Or	2 208 646
La Sarre	247 012
Senneterre	42 527
Région 08: Abitibi-Témiscamingue	2 498 185
Forestville	71 056
Cour itinérante	67 377
Région 09: Côte-Nord	138 433
Cour itinérante	5 348 874
Région 10: Nord-du-Québec	5 348 874
Havre-Aubert	407 229
Sainte-Anne-des-Monts	273 590
Gaspé	152 832
Carleton	165 009
Région 11: Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	998 660
Sainte-Agathe-des-Monts	66 589
Lachute	41 217
Région 15: Laurentides	107 806
Total	13 541 187

Question 48	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 49	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants «ad hoc»).
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 50	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 54	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.
-------------	--

Délai médian des causes criminelles fermées en jours

District judiciaire	Délai médian
Abitibi	321,0
Alma	197,0
Arthabaska	343,0
Baie-Comeau	282,0
Beauce	259,5
Beauharnois	274,0
Bedford	298,0
Bonaventure	188,0
Charlevoix	205,0
Chicoutimi	281,0
Drummond	283,0
Frontenac	246,5
Gaspé	200,5
Gatineau	284,0
Iberville	276,0
Joliette	364,0
Kamouraska	280,5
Labelle	292,0
Laval	323,0
Longueuil	313,0
Mégantic	296,0
Mingan	427,0
Montmagny	190,0
Montréal	368,0
Pontiac	251,5
Québec	321,0
Richelieu	221,0
Rimouski	217,0
Roberval	204,0
Rouyn-Noranda	315,0
Saint-François	275,0
Saint-Hyacinthe	287,0
Saint-Maurice	323,0
Témiscamingue	299,0
Terrebonne	266,0
Trois-Rivières	291,0
Ensemble du Québec	304,0

Source : Système de gestion des causes criminelles (Plumitif M013).

La notion de cause correspond à une dénonciation et un accusé.

Le délai médian d’une cause criminelle est mesuré en jours à partir de la date du dépôt des accusations jusqu’à la date de fermeture d’une cause. Le délai médian permet d’établir que 50 % des causes criminelles ont un délai inférieur au résultat présenté. La date de fermeture correspond à la date du prononcé de la sentence pour les causes où l’accusé a plaidé coupable ou a été reconnu coupable. Pour les causes où l’accusé a plaidé non-coupable ou que les accusations se sont conclues par un verdict autre que coupable, la date de fermeture correspond à la date de décision rendue par le juge. Les causes de juridiction 01 ont été retenues et les causes transférées dans d’autres districts judiciaires sont comptabilisées une fois. Le délai représente des causes criminelles fermées par la Cour du Québec et par la Cour supérieure du Québec et exclut les poursuites sommaires entendues par les cours municipales.

Question 59	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.
--------------------	--

L'élaboration et la mise en place de programmes et initiatives liés à la Justice réparatrice relèvent de la responsabilité du ministère de la Justice et s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale qui vise à apporter des solutions pérennes à l'enjeu des délais en matières criminelle et pénale et à assurer que les citoyens et particulièrement les victimes puissent maintenir leur confiance dans le système de justice et des acteurs qui le composent.

Programme de mesures de rechange général pour adultes

Le Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG) a été autorisé par la ministre en juin 2017 dans le cadre des travaux de la Table Justice-Québec. Ce Programme consiste en la déjudiciarisation de certaines infractions commises par des adultes. Il donne aux adultes accusés des infractions criminelles prévues au Programme, la possibilité d'assumer la responsabilité de leurs actes et de régler le conflit qui les oppose à la justice autrement qu'en étant assujettis aux procédures judiciaires usuelles prévues par le Code criminel.

Un projet pilote a été mis en place le 1^{er} septembre 2017 jusqu'au 31 mars 2019, dans trois palais de justice, soit Sherbrooke, Saguenay et Joliette, à la suite de quoi, le déploiement a débuté. Le comité de travail, sous la responsabilité du Ministère, comprend des représentants du Directeur des Poursuites criminelles et pénales (DPCP), du ministère de la Sécurité publique (MSP), de la Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles (DAPVIC) et d'Équijustice. Le Programme prévoit des catégories d'infractions pour lesquelles les accusés peuvent être admissibles. Le choix des mesures de rechange doit tenir compte des besoins de la personne accusée, de l'intérêt de la société et de celui de la personne victime. Différentes mesures peuvent être appliquées. Si la mesure a été complétée avec succès, le poursuivant demande au tribunal le rejet des accusations. Si l'accusé ne remplit pas ses engagements, il retourne au processus judiciaire régulier, sans que sa participation au PMRG lui soit préjudiciable.

Le Programme fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université Laval. Le but de cette recherche est d'analyser l'implantation du PMRG, la prise en compte de l'intérêt et des besoins des victimes, son efficacité et ses retombées économiques et sociales.

Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Dix cours municipales ont également implanté le Programme depuis le mois de mai 2020 : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay et Rosemère. Les cours municipales de Mascouche et Sainte-Adèle n'ont désormais plus la compétence de la partie XXVII du Code criminel et donc, le PMRG n'y est désormais plus disponible.

Possession simple:

En date du 8 mai 2023 et vu l'entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code criminel et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (projet de loi C-5), le PMRG a été modifié afin de permettre, sous réserve de l'exercice de la discrétion du poursuivant, l'inclusion des infractions de possession simple prévues au paragraphe 4(1) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, ch. 19) aux programmes de mesures de rechange, et d'y permettre le recours pré accusatoire et post accusatoire.

PMRG pour autochtones en milieu urbain:

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Ces services sont également offerts dans la région de Lanaudière depuis novembre 2022 à travers le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière et depuis le 5 octobre 2023 à Trois-Rivières avec le centre d'amitié autochtone de cette région. À Montréal, le Centre de justice des Premiers peuples de Montréal fait le suivi des dossiers éligibles au PMRG pour les personnes contrevenantes avec la cour de la Ville de Montréal depuis janvier 2023 et avec la Cour du Québec depuis janvier 2024.

En date du 31 décembre 2023, pour l'année financière 2023-2024, 2 376 dossiers ont intégré le PMRG et 93 % des accusés ont complété le Programme avec succès.

Les coûts du PMRG pour l'exercice financier 2023-2024 sont estimés à près de 4,8 M\$, dont

Question 59	Suite
-------------	-------

3,4 M\$ en subventions pour les organismes communautaires, près de 1,3 M\$ pour les CAVAC et 100 k\$ en fonctionnement.

Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone

Le Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone (PMRA) est également autorisé par la ministre en vertu de l'article 717 du Code criminel. Il a été instauré en 2001 et révisé en 2015. Ce Programme s'adresse exclusivement aux communautés autochtones du Québec et son application est administrée par des comités de justice autochtone. Le Programme vise notamment à favoriser une plus grande participation des communautés autochtones dans l'administration de la justice au sein de leur milieu. Il offre une occasion, pour une personne accusée d'avoir commis une infraction criminelle, d'accepter la responsabilité de sa conduite et de prendre une part active à la réparation des torts causés en participant à un processus encadré de réparation et de réconciliation. À travers ce processus, des mesures de rechanges sont déterminées.

Le PMRA est offert dans 28 communautés et villages autochtones en collaboration avec les comités de justice qui y sont actifs. Si le MJQ finance les comités de justice, précisons que la mise en œuvre du Programme est sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Le DPCP, représenté par le procureur en chef de la région concernée, a conclu à cet effet un protocole d'entente avec le représentant du comité de justice ou ses autorités politiques.

Ce sont les procureurs aux poursuites criminelles et pénales qui réfèrent les dossiers de certaines personnes contrevenants au PMRA. Or, le DPCP ne tient pas de statistiques agrégées relativement au nombre de dossiers qui sont référés à ce programme chaque année. En obtenir le nombre exact demanderait un décompte à la main dans chacun des districts judiciaires concernés. Comme il s'agit de dossiers de déjudiciarisation, cette information n'est pas non plus disponible au plumeitif. Certaines données sont disponibles à travers la reddition de comptes faite par les organisations autochtones dont le comité de justice est financé par le MJQ, mais elles sont incomplètes. Néanmoins, nous estimons à environ 200 dossiers par année le nombre de cas référés au PMRA dans les 28 communautés et villages autochtones participants. Des travaux permettant de capturer cette information plus facilement et de manière plus fiable sont en cours à la fois du côté du MJQ et du DPCP.

Tableau des communautés qui ont signé un protocole avec le DPCP concernant le PMRA:

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA	PMRA avec VC
Kanien'kehà:ka ou Mohawk (2)	Akwesasne	25 août 2004	26 octobre 2018	20 sept. 2023
	Kahnawake			
Eeyou ou Crie (8)	Mistissini	30 nov. 2006		
	Waskaganish	15 mars 2010		
	Whapmagoostui	22 déc. 2012		
	Chisasibi	24 janvier 2012		
	Waswanipi	13 février 2012		
	Nemaska	21 janvier 2013		
	Oujé-Bougoumou	20 déc. 2016		
	Wemindji		17 avril 2018	
Inuite (12)	Aupaluk	2 mai 2003	11 octobre 2018	
	Kangirsuk	29 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kuujuarapik	1 mai 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Puvirnituq	30 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Salluit	5 mai 2003	11 octobre 2018	
	Quaqtaq	30 avril 2003	11 octobre 2018	
	Kuujuaq	7 juin 2013	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kangiqsualujuaq	3 juin 2013	11 octobre 2018	
	Inukjuak	15 février 2010	11 octobre 2018	26 janvier 2023

Question 59	Suite
-------------	-------

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA	PMRA avec VC
	Kangiqsujaq	16 mai 2017	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Tasiujaq		3 mars 2021	
	Umiujaq		3 mars 2021	
Atikamekw (3)	Opitciwan	20 déc. 2011	4 avril 2019	
	Manawan		16 avril 2018	16 avril 2018
	Wemotaci		16 avril 2018	16 avril 2018
Naskapie (1)	Kawawachikamach	4 décembre 2012		
Migma'q ou Micmac (1)	Listuguj	Décembre 2013	16 mars 2021	
Anishinabe ou Algonquine (1)	Kitigan Zibi		18 octobre 2018	

Les coûts des projets sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte.

Programme d'accompagnement Justice Santé mentale

Le Programme d'accompagnement justice santé mentale (PAJ-SM) a été autorisé par la ministre de la Justice en février 2019. Un projet pilote a été mis en place le 20 mai 2008 à la cour municipale de Montréal et le 6 mai 2015 à la Cour du Québec de Saint-Jérôme. Le Programme s'adresse aux personnes présentant différentes vulnérabilités, notamment liées à une problématique de santé mentale ou déficience intellectuelle, ayant commis une infraction visée par le Programme dans le district où le PAJ-SM est implanté. Le Programme a pour but d'adapter le traitement judiciaire des personnes vulnérables à la Cour du Québec en proposant une prise en charge globale et un traitement plus individualisé de ces personnes par les différents intervenants du milieu judiciaire, de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Le Programme vise également une plus grande collaboration et un partage d'information plus efficaces entre les différents intervenants. Cette approche vise à éviter ou réduire la récidive et ainsi assurer la protection du public, tout en favorisant un traitement adapté à la situation personnelle du contrevenant.

L'implantation du programme de Sherbrooke a fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université de Sherbrooke. Quant au programme dans son ensemble, il fait l'objet d'une recherche universitaire menée par l'Observatoire justice santé mentale de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel. L'objectif de la recherche est d'analyser le cheminement des personnes dans le PAJ-SM, l'efficacité du programme et ses retombées économiques et sociales notamment par le taux de récidives.

Présentement, le PAJ-SM est implanté dans les districts judiciaires de : Abitibi (secteur Val-d'Or), Alma, Beauce, Baie-Comeau, Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Frontenac, Gaspé (Gaspé, Percé et Sainte-Anne-des-Monts), Gatineau/Pontiac, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle, Laval, Longueuil, Mingan, Montréal, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval (incluant Opitciwan et Mashteuiatsh), Richelieu, Rouyn- Noranda, Saint-François, Saint-Maurice (secteur Shawinigan), Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Témiscamingue et Trois-Rivières.

Présentement, le PAJ-SM est implanté à la cour municipale de Montréal, de Québec, de Laval, de Lévis et de Boisbriand.

Les travaux pour le PAJ-SM de Val-d'Or ont été faits de concert avec le Centre d'amitié autochtone ainsi qu'avec la participation de la communauté de Lac-Simon. Le Programme est également en place auprès des communautés d'Opitciwan et de Mashteuiatsh pour le PAJ-SM de Roberval qui ont tous les deux déployé des intervenants pivots pour le PAJ-SM et le Centre d'amitié autochtone de Roberval a été mis à profit pour le PAJ-SM de Roberval. De plus, les villages nordiques de Puvirnituq et d'Akulivik ont fait la transition pour que le Programme de traitement de la toxicomanie se transforme en un PAJ-SM en mai et septembre 2023.

Puisque les PAJ-SM sont principalement gérés par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS), une somme de 2,8 M\$ prévue au budget du Ministère a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de lui permettre

Question 59	Suite
-------------	-------

d'octroyer les sommes aux CISSS et CIUSSS concernés dans le cadre de la mise en œuvre des PAJ-SM.

Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)

Autorisé en 2012 par le ministre de la Justice en vertu de l'article 720(2) du Code criminel, le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) a pour objectif de prévenir et réduire la criminalité causée ou motivée par la toxicomanie tout en tenant compte de l'intérêt de la justice. Situé au stade de la détermination de la peine, il permet aux adultes reconnus coupables de certaines infractions criminelles de bénéficier d'un plan de réadaptation et de réinsertion sociale adapté sous surveillance judiciaire. Ultiment, le PTTCQ vise à rompre définitivement le phénomène des « portes tournantes ».

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

Chaque ministère et organisme qui participe au Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec assume à même ses budgets le financement de ce Programme.

Programme de travaux compensatoires (PTC)

Par le décret 385-2019 du 10 avril 2019, la responsabilité du Programme de travaux compensatoires (PTC), relevant antérieurement du ministère de la Sécurité publique, a été confiée au ministère de la Justice. Le PTC est déployé dans tout le Québec et fonctionne grâce à un financement annuel de 2,5 M\$ et grâce au travail de deux ressources à temps plein.

Le PTC repose sur 11 organismes de référence et près de 3 500 organismes d'accueil. Les organismes de référence sont des organismes à but non lucratif dont les services sont retenus par le Ministère pour administrer le Programme dans certains districts judiciaires. Les contrats entre le Ministère et les organismes sont renouvelés tous les deux ans.

Le Programme a été mis en place au Québec en 1983 afin d'humaniser le processus de recouvrement des amendes dues à l'État. Il permet à une personne démunie d'effectuer des travaux dans un organisme en compensation de sa dette, issue d'amendes impayées liées à des infractions pour lesquelles un jugement de culpabilité a été rendu au terme d'une poursuite pénale devant la Cour du Québec ou une cour municipale. La réussite du Programme enrayer la dette du défendeur envers l'État.

À l'étape de l'exécution du jugement, lorsqu'un percepteur est convaincu de l'incapacité de payer d'un individu, il doit lui offrir de payer les sommes qu'il doit au moyen de travaux compensatoires (art. 333 du Code de procédure pénale). Suivant la signature de l'engagement des travaux, une demande est transmise à l'organisme de référence de sa région. L'organisme de référence rencontre l'individu et lui propose des travaux à effectuer dans un organisme d'accueil sous sa responsabilité en fonction de ses compétences et de ses capacités. Les organismes d'accueil sont les organismes qui reçoivent les individus et leur permettent d'effectuer des tâches correspondant à leurs habiletés, qui comptabilisent les heures travaillées et en font rapport à l'organisme de référence. Les organismes d'accueil sont des organismes communautaires sans but lucratifs, ou des organismes publics ou parapublics. Une fois les heures complétées, l'organisme d'accueil en informe l'organisme de référence qui transmet un rapport d'exécution des travaux au percepteur des amendes.

Lorsque l'entièreté des heures prévues est effectuée, le défendeur est libéré des sommes dues. Le citoyen qui s'est engagé à effectuer un nombre d'heures de travaux compensatoires peut, en tout temps, mettre un terme à ses travaux et payer son amende ou prendre une entente de paiement auprès du percepteur. Le montant équivalent au nombre d'heures travaillées sera alors déduit de l'amende à payer. En cas d'échec, le citoyen devra reprendre le processus en communiquant avec le percepteur. À défaut, le percepteur des amendes reprend le processus d'exécution des jugements.

En 2023, 6 997 personnes ont effectué des travaux dans le cadre du PTC, pour un total de 444 159 heures réalisées au sein d'organismes d'accueil. C'est une moyenne de 63,5 heures de travail par participant.

Question 59	Suite
-------------	-------

Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire

Les nouvelles dispositions du Code de procédure pénale découlant de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel le 5 juin 2020 permettent désormais des mesures prenant en compte la situation sociale de certains défendeurs afin notamment de favoriser leur réhabilitation.

Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer à un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou leur permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité et/ou à risque d'itinérance ayant des constats d'infractions non acquittés. Ce Programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du Programme permet le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et l'effacement de la dette d'un défendeur.

Actuellement, le Programme est implanté dans différentes cours municipales : Montréal, Québec, Val-d'Or, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Gatineau, Chibougamau, Lévis, Granby, Alma, Shawinigan et Longueuil.

Les coûts engagés dans le Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire pour l'année financière 2023-2024 s'élèvent à 379,3 k\$.

Question 62	Indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 % de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14 \$.
-------------	---

Les revenus des contributions pénales 2023-2024 totalisent 51 053,2 k\$:

- 16 103,3 k\$ (10 \$) versés au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels pour soutenir les activités du Fonds;
- 12 753,5 k\$ (8 \$) versés au Fonds Accès Justice pour soutenir les activités du fonds;
- 22 196,4 k\$ versés au Fonds consolidé du revenu.

Les sommes sont reçues selon l'affectation prévue à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Toutefois, cela ne nous permet pas de ventiler les sommes en fonction du montant des contributions individuelles.

Question 63	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation / répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.
-------------	---

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.62.

Question 64	État de situation, au 31 mars 2024, concernant la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême de Canada impliquant le Procureur général du Québec.
-------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 65	Pour 2023-2024, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d’une municipalité ou d’un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n’occupent plus leurs fonctions.
-------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 66	Pour 2023-2024, liste des actions en déclaration d’inhabilité et des requêtes en quo warranto intentées par le Procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d’élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n’occupent plus leurs fonctions d’élu.
-------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Question 68	Pour 2023-2024, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2024, de sa mise en œuvre.
--------------------	---

Mesure	Montant (\$)
Investissements liés au <i>Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$ sur 5 ans visant à renforcer la protection des personnes vulnérables (Rebâtir la confiance)</i>	8 096 105
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	11 969 000
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones	1 200 000

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Somme investie	Montant (\$)
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal¹ (Financement et responsabilité des services de la Ligne Info-Aide Violence sexuelle)	1 285 300
Centre d'expertise Marie-Vincent (Financement de cet organisme, lequel offre de l'aide aux enfants de 12 ans et moins victimes d'agression sexuelle, à leurs parents et à leurs proches)	634 100
Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)² (Responsabilité financière complète de chacun des dix-sept CAVAC, comprenant des agents de liaison et d'intervention en violence sexuelle, les intervenants sociojudiciaires de liaison et le Programme enfant témoin et autres témoins vulnérables)	9 575 568
Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) (Responsabilité portant sur le financement des locaux et d'une agente d'intervention)	202 900

¹Inclus un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence (AFU).

²Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle du réseau des CAVAC, soit 24,4 %, touchée par une infraction à caractère sexuel ou par de l'exploitation sexuelle (16 381 personnes) pour la période du 1^{er} avril 2024 au 29 février 2024.

État de situation

Activités liées au *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$ sur 5 ans visant à renforcer la protection des personnes vulnérables (Rebâtir la confiance)*

Un budget de 50 M\$ a été octroyé au ministère de la Justice dans le cadre du Plan budgétaire 2019-2020 concernant l'accompagnement des victimes de violences sexuelles. Les activités pour l'exercice 2023-2024 se déclinent comme suit :

Activité	Montant (\$)
Instauration de la poursuite verticale (Directeur des poursuites criminelles et pénales)	4 080 000
Banque d'avocats spécialisés (Clinique juridique Juripop)	859 200
Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables (Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels)	2 160 500
Formation intervenants judiciaires-volet violence sexuelle (Tribunal spécialisé)	100 000
Centre de services intégrés en violence sexuelle (La Traversée (Rive-Sud))	377 510
Recherche COAMF-UQTR sur le dépistage de la violence conjugale en médiation familiale (COAMF-UQTR)	99 925
Colloque Tribunal spécialisé (Ministère de la Justice)	49 970
Refonte du système SCAVAC (Ministère de la Justice)	369 000
Total	8 096 105

Question 68	Suite
-------------	-------

Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 - Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance. Elle comprend 58 actions et un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2023-2024 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles : 569 000 \$;
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives : aucun montant;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 160 500 \$ provenant du *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$*;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : aucun montant;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones : 11 400 000 \$;
- Étudier la faisabilité de déployer un dispositif grave danger pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle : aucun montant.

Question 68	Suite
--------------------	-------

Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.

Une somme de 6 M\$ sur 4 ans a été attribuée au ministère de la Justice pour le soutien à des services pour faciliter la guérison et la réhabilitation des personnes, des couples et des familles aux prises avec une dynamique de violence conjugale et familiale (VCF). Les dépenses pour l'exercice financier 2023-2024 se déclinent comme suit :

Projet	Montant (\$)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque Offrir aux personnes impliquées dans une situation de VCF un service d'hébergement de répit et de ressourcement en territoire	34 391
Nation Naskapie de Kawawachikamach Offrir des services de soutien et des programmes de sensibilisation pour la clientèle aux prises avec des dépendances et/ou une situation de VCF.	117 538
Société Makivik Formation d'intervenants pour l'adaptation du programme Qullik développé et dispensé en milieu carcéral auprès des Inuit. Implantation du programme dans 4 villages désireux de signer un PMRA comprenant certaines infractions en lien avec la violence conjugale.	450 000
Conseil des Anicinapek de Kitchisakik Offrir l'opportunité à la personne qui représente un danger de se retirer du milieu afin d'intégrer un service d'hébergement transitoire et entreprendre une démarche de mieux-être individuel avec des intervenants du centre de santé de la communauté et des aînés.	199 700
Waseskun Programme à 4 volets pour la clientèle aux prises avec une dynamique de violence conjugale et sexuelle - intervention individuelle, thérapies de groupes en territoire, thérapies familiales en prévision de la libération des individus, suivi post-sentenciel avec les intervenants des communautés autochtones d'origine des détenus.	199 454
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (Mashteuiatsh) Mise sur pied des services adaptés auprès de différents groupes de personnes qui font subir ou qui vivent de la violence.	198 917
Total	1 200 000

Question 69	Pour 2023-2024, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Rebâtir la confiance, déposé en 2020, et les sommes prévues pour l'année 2024-2025. État de situation, au 31 mars 2024, de sa mise en œuvre.
-------------	---

Un budget de 50 M\$ a été octroyé au ministère de la Justice dans le cadre du Plan budgétaire 2019-2020 concernant l'accompagnement des victimes de violences sexuelles. Les activités pour l'exercice 2023-2024 se déclinent comme suit :

Activité	Montant (\$)
Instauration de la poursuite verticale (Directeur des poursuites criminelles et pénales)	4 080 000
Banque d'avocats spécialisés (Clinique juridique Juripop)	859 200
Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables (Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels)	2 160 500
Formation intervenants judiciaires-volet violence sexuelle (Tribunal spécialisé)	100 000
Centre de services intégrés en violence sexuelle (La Traversée (Rive-Sud))	377 510
Recherche COAMF-UQTR sur le dépistage de la violence conjugale en médiation familiale (COAMF-UQTR)	99 925
Colloque Tribunal spécialisé (Ministère de la Justice)	49 970
Refonte du système SCAVAC (Ministère de la Justice)	369 000
Total	8 096 105

En addition, des sommes sont également prévues dans le cadre de la Stratégie intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2023-2024:

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté: aucun montant;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 569 000 \$;
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives: aucun montant;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 160 500 \$ provenant du *Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$*;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit: aucun montant;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones: 11 400 000 \$;
- Étudier la faisabilité de déployer un dispositif grave danger pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle: aucun montant.

Question 70	État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.
-------------	---

La Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 25 novembre 2021, et sanctionnée le 30 novembre 2021.

Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

Le groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pour mandat d'évaluer et de déterminer concrètement les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé au Québec. Il est composé de représentants des organisations suivantes: Cour du Québec, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Commission des services juridiques, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat à la condition féminine, ministère du Conseil exécutif et Barreau du Québec.

Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé

La Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé a pour mandat de contribuer à orienter les travaux nationaux réalisés dans le cadre du projet pilote de tribunal spécialisé. Elle est composée de représentants des organisations suivantes : ministère de la Justice, Barreau du Québec, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Réseau des CAVAC, Associations des avocats de la défense, Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, Association des services de réhabilitation sociale du Québec, Réseau à cœur d'homme, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, Femmes autochtones du Québec, Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement, Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle et Association québécoise Plaidoyer-Victimes.

État d'avancement des travaux

Au cours de l'année 2023-2024, les travaux réalisés avec la collaboration des membres du Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et de la Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé ont principalement permis de raffiner le modèle d'accompagnement proposé par le tribunal spécialisé, de déterminer les districts judiciaires visés par la troisième vague de déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé et de bonifier l'offre de formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale. Un tout premier colloque sur le tribunal spécialisé a également été organisé et a permis de réunir les différents acteurs pouvant être impliqués dans le parcours des personnes victimes de violence sexuelle et conjugale.

Question 70	Suite
-------------	-------

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale est déployé dans les 16 districts judiciaires suivants:

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui, Mont-Joli
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer

Dans chacun des districts judiciaires visés par le projet pilote, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle:

- Embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels;
- Embauche de procureurs dédiés aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Formation spécialisée destinée aux intervenants sociojudiciaires de liaison sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale;
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale.

État de situation

- 27 ressources dédiées aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale ont été embauchées au Directeur des poursuites criminelles et pénales dans les districts visés par le projet pilote. Ces embauches permettent un meilleur accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, par la mise en place d'une équipe de procureurs dédiés travaillant en poursuite verticale, c'est-à-dire qu'un même procureur accompagne la personne victime tout au long de son parcours judiciaire.
- 33 intervenants sociojudiciaires de liaison ont été embauché(e)s dans les districts visés par le projet pilote. Un même intervenant sociojudiciaire de liaison peut ainsi accompagner chaque personne victime tout au long de son parcours (soutien psychosocial, évaluation de sa situation et de ses besoins, appréciation du risque, arrimage des services et des interventions).
- Un protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC a été lancé dans tous les districts visés par le projet pilote. Ainsi, lorsqu'une personne victime de violence conjugale a un besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à sa sécurité et celle de ses enfants, un référencement vers un avocat désigné, dans chacun des bureaux d'aide juridique visés par le projet pilote, peut être réalisé par l'intervenant sociojudiciaire de liaison. 17 ressources ont d'ailleurs été embauchées à la Commission des services juridiques pour permettre la mise en œuvre du protocole.

Question 70	Suite
-------------	-------

- Près de 6 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé dans les districts judiciaires visés.
- La formation spécialisée « Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison » a été suivie par 190 personnes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. La formation porte sur les nouvelles fonctions de l'intervenante sociojudiciaire de liaison dans le contexte du tribunal spécialisé et est d'une durée de trois jours complets.
- Afin d'assurer une meilleure intégration des services destinés aux personnes victimes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote, des comités locaux d'intégration des services sont mis en place. Ceux-ci ont pour le moment débuté leurs travaux dans les districts judiciaires de Laval, Québec, Mingan, Bedford, Saint-François, Mégantic, Beauharnois, Montmagny, Drummond et Saint-Maurice (La Tuque).
- Une expérience pilote de chiens d'assistance judiciaire a débuté dans les CAVAC de la Montérégie, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches. Ces chiens d'assistance visent à mieux soutenir les personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante. D'autres chiens pourront s'ajouter dans les CAVAC visés par le projet pilote de tribunal spécialisé.
- En termes d'aménagements, tous les plans d'aménagement ont été approuvés dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. Comme les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années, des aménagements temporaires sont mis en place afin de favoriser la sécurité des personnes victimes.

Question 71	État d'avancement des projets pilotes quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.
-------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.70.

Question 72	Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.
-------------	--

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025. Plus précisément, en 2023-2024, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 11,4 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives aux projets pilotes déployés sur le territoire et également permettre l'embauche des ressources nécessaires au déploiement de la troisième série de districts judiciaires visés par le projet pilote.

Du financement total, près de 8,1 M\$ sont prévues être allouées aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit:

- les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens de soutien à la cour pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- la Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de près de 3,2 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, pour la constitution de l'équipe projet responsable du déploiement de ce projet pilote et l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes.

Également, un budget d'environ 170,0 k\$ a permis d'offrir à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé des formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale.

Question 73	Fournir un échéancier complet quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.
-------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.70.

Question 75	Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.
-------------	---

Les formations suivantes ont été offertes dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale en 2023-2024:

Titre	Formateur
Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Prévenir l'homicide du partenaire intime	Université du Québec à Montréal, en collaboration avec les cellules d'intervention rapide locales
La violence ne cesse pas après la rupture: Démystifier la violence conjugale post-séparation	Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
Rebâtir – Violence sexuelle	Université McGill
Formation générale sur les violences à caractère sexuel	Juripop
Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences	Fondation Marie-Vincent
Les enfants vivant en contexte de violence conjugale	Institut PEVC
Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones	Ministère de la Justice, en collaboration avec divers intervenants et chercheurs spécialisés
Séance d'information sur le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Ministère de la Justice
Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant socio-judiciaire de liaison	Ministère de la Justice, en collaboration avec le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
Modalités de collaboration entre les CAVAC et les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique au stade de la mise en liberté provisoire	Ministère de la Justice, en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique
Violence conjugale et droit de la famille – L'ordonnance de sauvegarde: une réponse à l'urgence	Commission des services juridiques

Question 76	État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2024-2025.
-------------	--

Le projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale est déployé dans les 16 districts judiciaires suivants:

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui, Mont-Joli
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer

Tous les plans d'aménagement ont été approuvés dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. Comme les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années, des aménagements temporaires sont mis en place afin de favoriser la sécurité des personnes victimes. La finalisation des solutions temporaires ainsi que la réalisation des solutions permanentes sont en cours.

Question 77	Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2023-2024.
--------------------	--

Lancement de la ligne 1 833 REBÂTIR : 27 septembre 2021.

Les données présentées couvrent l'année financière 2023-2024.

	Consultation	Dossier-client	Nombre de clients transférés dans les régions
Avril 2023	1 436	300	77
Mai 2023	2 288	445	156
Juin 2023	2 115	380	96
Juillet 2023	2 116	440	152
Août 2023	2 283	463	130
Septembre 2023	2 040	428	122
Octobre 2023	2 075	431	118
Novembre 2023	2 277	479	155
Décembre 2023	1 823	336	103
Janvier 2024	2 437	480	122
Février 2024	2 238	430	126
Total	23 128	4 612	1 357

Nombre total de clients transférés vers les centres communautaires juridiques

Région	Nombre de clients transférés
Montréal	449
Rive-Sud	276
Laurentides-Lanaudière	183
Québec	201
Mauricie-Bois-Franc	65
Outaouais	43
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27
Estrie	37
Bas-St-Laurent-Gaspésie	35
Abitibi-Témiscamingue	34
Côte-Nord	7
Total	1 357

Interventions par domaine de droit

Domaine de droit	Nombre d'interventions
Familial	8 374
Criminel	6 160
Immigration	1 539
Jeunesse	1 325
Civil	2 494
IVAC	2 022
Logement	545
Inconnu	230
Administratif	191
Autre	120
Immobilier	86
Santé mentale	20
Travail	69
Total	23 175

Catégorie des personnes victimes de violence

Conjugale: 83.5 %

Sexuelle: 16,5 %

Question 78	Liste des ententes et des partenariats existant entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes
-------------	--

Les sommes suivantes ont été versées en 2023-2024 dans le cadre d'ententes ou partenariats existants entre le Ministère et les organismes communautaires pour l'offre de formation du tribunal spécialisé:

Nom de l'organisme	Montant (\$)
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	14 410
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	9 141
Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	480
Carrefour sécurité en violence conjugale	160
Centre de ressources pour hommes Drummond	320
Centre Louise-Amélie	160
Institut PEVC	6 588
Carrefour d'Hommes en changement	160
Via l'Anse	160

Question 80	Ventilation détaillée des sommes octroyées par l'aide financière d'urgence (AFU).
-------------	---

Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 29 février 2024, l'aide financière d'urgence était disponible dans les seize régions administratives suivantes:

- 1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
- 2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
- 3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
- 4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
- 5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
- 6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
- 7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
- 8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
- 9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1^{er} mars 2023)
- 10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)
- 11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)
- 12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
- 13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
- 14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
- 15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
- 16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023)

Région administrative	Montant (\$)
Bas-St-Laurent (01)	4 392
Saguenay-Lac-St-Jean (02)	14 695
Capitale-Nationale (03)	51 612
Mauricie (04)	2 262
Estrie (05)	14 996
Montréal (06)	213 726
Outaouais (07)	43 896
Abitibi-Témiscamingue (08)	750
Côte-Nord (09)	5 877
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	180
Chaudière-Appalaches (12)	14 258
Laval (13)	9 151
Lanaudière (14)	26 577
Laurentides (15)	43 580
Montérégie (16)	68 803
Centre-du-Québec (17)	16 907
Total	531 662

Nature de la dépense	Hébergement	Transport	Alimentation	Vêtement	Autre ¹	Total
	(\$)					
Violence conjugale	228 659	66 976	62 720	1 375	41 205	400 935
Violence sexuelle	67 338	18 587	15 007	1 325	26 930	130 727
Total	295 997	85 563	77 727	2 700	69 675	531 662

¹Cette catégorie regroupe les autres dépenses d'urgence, tels que des produits d'hygiène personnelle et des médicaments essentiels pour la personne victime ou les personnes à sa charge.

Question **81**

Bilan des activités de JuridiQC et de la mise en ligne du service visant à faciliter l'accès aux ressources en matière de violence conjugale pour 2022-2023 et 2023-2024.

JuridiQC est un service en ligne ayant pour objectif d'informer, de guider et d'accompagner les citoyens aux prises avec des enjeux juridiques afin d'améliorer leur accessibilité à la justice. Il vise à aider les citoyens à mieux comprendre leurs droits dans certaines situations de la vie courante et à entreprendre des démarches juridiques. Vulgarisant différents sujets juridiques, c'est un outil accessible et gratuit.

Ce projet est sous la responsabilité de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ).

C'est à la préoccupation juridique la plus fréquente chez les citoyens, soit la séparation et le divorce, que s'est attaquée l'équipe de la SOQUIJ pour le déploiement du service en ligne. L'information et les outils destinés à ceux et à celles qui vivent une séparation ou un divorce ont donc été les premiers à être intégrés à JuridiQC. Par la suite, les thèmes « Aînés en perte d'autonomie » et « Être locataire » ont été mis en ligne.

Voici un résumé des activités en 2023-2024:

- Avril – juin 2023: Production de la saison 2 des Balados JuridiQC sur le thème de la séparation et du divorce (5 épisodes);
- Avril 2023: participation aux salons FADOQ de Montréal, Visez Droit et Accès Justice (Gatineau)
- Mars – août 2023: Élaboration et mise en ligne de l'arborescence de contenu et du bottin des ressources du thème « Être locataire »;
- Août 2023: Mise en ligne de la saison 2 des Balados JuridiQC sur le thème « Séparation et divorce »;
- Septembre – octobre 2023: campagne saison 2 des Balados JuridiQC sur le thème de la séparation et du divorce (5 épisodes);
- Octobre 2023 – mars 2024 : Poursuite de la série des webinaires en direct (4 épisodes);
- Octobre 2023: Développement et mise en ligne de la version 2 de la carte géolocalisée;
- Octobre 2023: participation à 3 salons FADOQ (Québec, Gatineau, Sherbrooke);
- Novembre 2023: Sondage annuel de satisfaction auprès des citoyennes et citoyens;
- Décembre 2023: Nouvelle version du moteur de recherche (ajout d'un module d'intelligence artificielle pour permettre les questions en langage naturel);
- Mars – juillet 2024: Élaboration et mise en ligne de l'arborescence de contenu et du bottin des ressources du thème relatif au travail (accidents du travail et maladies professionnelles).

Des pages de contenu ont été intégrées en continu dans les thèmes Séparation et divorce et Aînés en perte d'autonomie. De nouvelles ressources ont également été ajoutées en continu dans les Bottins des thèmes « Séparation et divorce » et « Aînés en perte d'autonomie ».

Fondé en 1987, l'organisme SOS violence conjugale est responsable d'assurer une permanence téléphonique à l'intention des personnes victimes de violence conjugale. Cette ligne confidentielle et sans frais, accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine, permet aux personnes touchées par cette problématique de recevoir de l'information ainsi que des références vers les ressources les plus appropriées pour leur venir en aide. Grâce à des intervenantes spécialisées dans l'intervention en contexte de violence conjugale, SOS violence conjugale est en mesure de répondre à l'ensemble des demandes d'aide adressées à cette ligne par téléphone, par courriel ou par clavardage électronique (sur plage horaire annoncée à l'avance).

Bien que la majorité des appels proviennent de victimes de violence conjugale, soit environ 80 %, les intervenantes sont également appelées à offrir de l'information et des références à des proches, des enfants, des intervenants ainsi qu'à des conjoints ayant des comportements violents.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 29 février 2024, 49 682 demandes ont été reçues.

Financé par le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (FAVAC), SOS violence conjugale a compté sur une subvention de base de 1 257 060 \$ en 2023-2024. Des travaux sont en cours, afin d'actualiser le système de téléphonie de SOS violence conjugale et ainsi permettre le télétravail pour l'ensemble des employées.

Projets spéciaux et nouvelles réalisations

En 2023-2024, SOS violence conjugale a obtenu une subvention dans le cadre de l'Accord Canada-Québec au montant de 930 000 \$ sur 3 ans. L'aide financière demandée permettra de consolider la capacité de l'organisme à répondre à la hausse du nombre de demandes (ligne téléphonique et clavardage) par l'ajout de 4 intervenants. Les fonds seront également utilisés par SOS violence conjugale pour mettre à niveau son système de téléphonie, afin d'assurer la stabilité (garantir que les appels sont pris en charge adéquatement par la ligne) et l'agilité (permettre le télétravail) des infrastructures téléphoniques soutenant la ligne-ressource.

Ligne d'aide financière d'urgence

En 2021, l'organisme SOS violence conjugale a été mandaté pour traiter les demandes adressées à la Ligne d'aide financière d'urgence (LAFU) en matière de violence conjugale. Cela consiste à recevoir les demandes, confirmer leur admissibilité, autoriser les dépenses, collaborer à mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime et faire le lien avec les fournisseurs de services et la Direction générale de l'IVAC (DGIVAC) qui paiera ces derniers.

De manière générale, SOS violence conjugale a contribué, en partenariat avec le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal et le ministère de la Justice, aux réalisations suivantes:

- Formation des intervenantes qui traitent les demandes d'aide financière d'urgence;
- Développement d'un microsite destiné aux intervenants terrain qui sont susceptibles de faire une demande d'aide financière d'urgence;
- Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 11 mars 2024, l'aide financière d'urgence était disponible dans les seize régions administratives suivantes;
 1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
 2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
 3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
 4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
 5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
 6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
 7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
 8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
 9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1er mars 2023)
 10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)
 11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)

Question 82	Suite
-------------	-------

- 12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
- 13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
- 14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
- 15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
- 16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023).

Cette implication de SOS violence conjugale a été réalisée grâce à un investissement de 426 800 \$ du FAVAC en 2023-2024. Au cours de la même période, l'aide financière d'urgence a permis à 495 personnes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle de quitter rapidement un endroit considéré dangereux.

Question 90	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2023-2024; fournir les prévisions pour 2024-2025.
-------------	---

Fonds Accès Justice

Centre de justice de proximité	Loyer (\$)	Masse salariale (\$)	Autre dépense de fonctionnement ¹ (\$)
Bas-Saint-Laurent	97 604	503 329	22 911
Centre-du-Québec	83 204	309 571	162 295
Côte-Nord	44 800	358 508	77 816
Estrie	53 761	195 954	398 978
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28 377	393 674	48 061
Grand Montréal	84 307	1 160 076	0
Laval – Laurentides –Lanaudière	41 467	888 024	50 135
Mauricie	57 335	475 403	86 656
Montréal	102 060	933 195	0
Nunavik	54 410	507 370	0
Outaouais	69 152	510 373	0
Québec	72 104	810 066	79 051
Québec – Point de service de Chaudières-Appalaches	47 200	171 550	174 004
Saguenay-Lac-Saint-Jean	44 800	435 272	0

¹Les montants accordés tiennent compte de la récupération des surplus cumulés prévus à la convention d'aide financière.

Question 91	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2023-2024; fournir les prévisions pour 2024-2025.
-------------	--

Fonds Accès Justice

Centre de justice de proximité	Permanent ¹	Occasionnel ¹	Bénévole ²
Bas-Saint-Laurent	5	3	0
Québec	6	5	0
Chaudière-Appalaches (Point de service du CJPQ)	3	0	0
Grand-Montréal	10	6	5
Outaouais	5	2	7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4	1	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	1	10
Montréal	7	6	0
Côte-Nord	4	1	0
Mauricie	5	1	1
Nunavik	3	0	0
Laval-Laurentides-Lanaudière	5	8	1
Centre-du-Québec	4	0	0
Estrie	5	0	0

¹Le nombre d'employés ne tient pas compte des postes étudiants.

²Le nombre de bénévoles ne tient pas compte des administrateurs.

Question 92	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2023-2024.
-------------	---

Fonds Accès Justice

Nombre de dossiers traités et de services rendus

Centre de justice de proximité	Information juridique	Prémédiation petites créances ¹	Séance d'information
Bas-Saint-Laurent	2 282	120 (244 dossiers)	1 séance 15 participants
Grand-Montréal	7 441	673 (679 dossiers)	57 séances 1 015 participants
Québec ²	4 211	296 (289 dossiers)	19 séances 438 participants
Outaouais	2 292	118 (161 dossiers)	44 séances 595 participants
Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	1 508	95 (85 dossiers)	35 séances 608 participants
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 162	126 (71 dossiers)	40 séances 743 participants
Montréal	2 526	302 (376 dossiers)	9 séances 86 participants
Côte-Nord	979	78 (91 dossiers)	25 séances 245 participants
Mauricie	2 463	132 (112 dossiers)	30 séances 652 participants
Nunavik	546	s.o.	s.o.
Laval-Laurentides-Lanaudière	1 769	574 (715 dossiers)	47 séances 885 participants
Centre-du-Québec	84	s.o.	s.o.
Estrie	310	1 (1 dossier)	5 séances 434 participants
National ³	s.o.	s.o.	33 séances 948 participants

¹Les chiffres présentés indiquent le nombre de citoyens rejoints par chacun des services.
²Les données du CJP de Québec comprennent également ceux du point de service situé à Chaudière-Appalaches.
³Cette appellation est utilisée pour répertorier les activités faites de façon nationale telles les séances d'information.

Question 93	La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2023-2024 et 2024-2025.
-------------	---

Aucun.

Question 94	Indiquer le nombre de ressources nécessaires pour combler les besoins en main-d'œuvre dans les centres de justice de proximité.
-------------	---

Fonds Accès Justice

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.91.

Question 95	État de situation, au 31 mars 2019, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018 2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :
	a. actions complétées en 2023-2024; b. actions en cours et dans les délais en 2023-2024; c. actions en cours et hors délais en 2023-2024; d. actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e. actions à venir en 2024-2025; f. budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.

L'ensemble des mesures visant à contrer la violence conjugale en milieu autochtone se trouvent dans le Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et Inuit.

Le tableau suivant présente les projets soutenus par le MJQ dans le cadre du Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone.

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Rebuilding the Family Circle	Waseskun	199 454
Qullik -Healthy relationships	Société Makivik (4 villages)	450 000
Witciciin Aji (Aide moi maintenant)	Conseil des Anicinapek Kitcisakik	199 700
Guérir à l'aide de la culture autochtone	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (Mashteuiatsh)	198 917
Services de soutien à la maison pour hommes	Nation Naskapi de Kawawachikamach	117 538
Sokerimowin	Centre amitié autochtone de La Tuque	34 391
Total		1 200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2024.

Question 96	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2023-2024 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
-------------	--

1. Le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

Le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) offre des services dans près de 200 points de services, dont une cinquantaine desservent une population majoritairement autochtone.

Deux CAVAC sont sous la responsabilité d'administrations autochtones:

- Le CAVAC Sapummijiit (Administration régionale Kativik);
- Le CAVAC Cri (Gouvernement de la Nation crie).

Les services offerts par les CAVAC aux communautés autochtones et aux autochtones vivant en milieux urbains sont offerts par des intervenants ayant une expertise auprès de cette clientèle.

Les services sont offerts grâce à divers points de services partout au Québec:

Type de points de service	Emplacement
2 points de services en palais de justice	Kuuujuaq Puvirnituq
12 points de services permanents en communauté	Chisasibi Eastmain Inukjuaq Kawawachikamach Matimekossh Kuujuarapik Mashteuiatsh Mistissini Nemaska Oujé-Bougoumou Salluit Wemindji
10 points de services liés à la cour itinérante	Akulivik Kangiqsualujjuaq Kangiqsujaq Kangirsuk Quaqtaq Umiujaq Pakuashipi Mingan Nutashkuan Unamen Shipu
2 points de services spécialisés pour autochtonie urbaine	Val-d'Or Montréal
23 points de services itinérants (sur demande ou selon un calendrier)	Aupaluq Tasiujaq Lac-Simon Kitcisakik Pikogan Timiskaming Winneway Eagle Village Wolf Lake Gesgapegiag Listiguj Manawan Wemontaci Kahnawake Akwesasne Kitigan Zibi Lac-Rapide/Barriere Lake Opitciwan Essipit Pessamit Waskaganish

Question 96	Suite
-------------	-------

Type de points de service	Emplacement
	Whapmagoostui Waswanipi
1 point de service en référence policière	Uashat Maliotenam
2 points de service intégré dans un centre d'amitié autochtone	Centre Mamik (Saguenay et Roberval)

Investissements pour les services aux personnes victimes autochtones

En 2023-2024, le Réseau des CAVAC a bénéficié d'une subvention totale de 39 244 131 \$ et est venu en aide à 1 362 personnes s'identifiant comme autochtones (2,02 %) :

- Selon le système statistique du Réseau des CAVAC, 375 personnes victimes autochtones ont reçu des services pour une situation d'agression sexuelle et 6 pour une situation d'exploitation sexuelle en 2023-2024.

Il est à noter que ces données n'incluent toutefois pas les statistiques du CAVAC Nunavik et du CAVAC Cri qui ne détaillent pas leur clientèle selon le type de crime (ou le contexte).

Le tableau suivant détaille les investissements globaux en matière autochtone basés sur le pourcentage que représente cette clientèle pour chaque CAVAC. Les colonnes de droite détaillent quant à elles le nombre de total de personnes victimes de violence sexuelle (autochtone et non-autochtone) ainsi que le pourcentage de ces dernières s'identifiant comme autochtones.

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone (\$)	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC (%)	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones ¹ (%)	
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	147 152	10,52	706	11,90
CAVAC du Bas-Saint-Laurent	496	0,02	1 016	0,10
CAVAC Centre-du-Québec	2 110	0,06	1 403	0,14
CAVAC Côte-Nord	539 564	27,19	482	24,27
CAVAC Cri	1 352 185	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Estrie	920	0,04	713	0,00
CAVAC de la Gaspésie et les îles de la Madeleine	67 145	5,03	472	2,33
CAVAC de Lanaudière	27 288	1,37	974	2,36
CAVAC des Laurentides	2 250	0,13	1 108	0,00
CAVAC de Laval	1 838	0,09	769	0,13
CAVAC de la Mauricie	24 236	1,47	945	2,86
CAVAC de la Montérégie	11 547	0,31	1 973	0,35
CAVAC de Montréal	18 848	0,36	1 669	0,66
CAVAC du Nunavik	2517890	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Outaouais	29 441	1,03	1 026	2,44
CAVAC de Québec	4 341	0,39	2 031	0,54
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	36 228	4,91	1 100	5,73

¹Les chiffres de cette colonne comprennent les personnes victimes d'infraction à caractère sexuel. Certaines personnes victimes d'exploitation sexuelle pourraient ne pas être incluses dans les données, selon les régions.

Question 96	Suite
-------------	-------

Intervenants desservant une clientèle autochtone

Le tableau ci-dessous détaille les intervenants desservant des clientèles principalement autochtones.

Il est à noter que, pour les CAVAC, les investissements en ETC correspondent aux postes autorisés et desservant des clientèles principalement autochtones.

Ces montants ne représentent pas l'ensemble des heures travaillées auprès des clientèles autochtones. En effet, d'autres ETC des CAVAC peuvent desservir des clientèles autochtones. Par exemple, le CAVAC de la Mauricie n'a pas de ressource offrant des services spécifiquement pour la communauté autochtone de Wemotaci. Toutefois, l'intervenante du point de service de La Tuque se rend mensuellement dans la communauté. Il est estimé que 60 % de son temps vise à desservir les personnes victimes autochtones de la région. Elle ne figure pas dans le tableau ci-dessous.

CAVAC	Poste clientèle autochtone (ETC)	Investissement financier Intervenant autochtone (\$)
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	5	417 010
CAVAC Côte-Nord	5	367 953
CAVAC Cri	8	747 445
CAVAC de Montréal	1	73 471
CAVAC Nunavik	9	1 203 811
CAVAC de l'Outaouais	2	158 036
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	320 697

Pour les personnes victimes de violence sexuelle spécifiquement, le Réseau des CAVAC peut compter sur le support de 17 agents de liaison spécialisés (ALIVS) dans cette problématique dont deux sont situés dans les CAVAC du Nunavik et du territoire Cri. Pour le CAVAC Nunavik et le CAVAC Cri spécifiquement, les deux ALIVS représentent un investissement de 214 302 \$ (ce montant est inclus dans le tableau ci-dessus).

En outre, les divers autres intervenants des CAVAC formés aux réalités de l'intervention auprès des personnes victimes issues des Premières nations et des Inuits peuvent également les épauler dans leurs démarches.

Par ailleurs, dans le but de perfectionner la formation de l'ensemble des intervenants du Réseau des CAVAC, une première version d'un guide d'accompagnement sociojudiciaire des membres des Premières nations et des Inuits a été lancé à l'automne 2023. Ce guide a notamment pour objectif de sensibiliser les intervenants du Réseau des CAVAC aux réalités et particularités culturelles des peuples autochtones, afin d'améliorer l'offre de service qui leur est offerte. Un comité-conseil sera prochainement créé en vue d'élaborer la formation nécessaire à l'implantation de ce programme.

2. Les investissements liés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)

Depuis 2020-2021, le FAVAC verse annuellement diverses subventions pour concourir aux recommandations du Rapport produit par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Il finance notamment diverses mesures pour accroître l'accessibilité aux ressources pour les personnes autochtones, dont les personnes victimes de violence sexuelle.

En 2023-2024, les investissements ENFFADA au Réseau des CAVAC représentaient 1 274 300 \$. Les ressources humaines associées à l'ENFFADA sont incluses dans les tableaux ci-dessus.

Question 96	Suite
-------------	-------

CAVAC	Investissement ENFFADA 2023-2024 (\$)	Action prévue	État au 29 février 2024
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	163 800	Récurrence intervenant Kitcisakik	Contrat pour desservir Kitcisakik et les autres communautés (intervenant)
		Récurrence intervenant Val-D'Or	Intervenante embauchée
		Poursuite travaux 3 nouveaux locaux adaptés (Lac-Simon, Pikogan, Kitcisakik)	Projet en cours
CAVAC Côte-Nord	163 200	Récurrence intervenant Matimekosh	Intervenante embauchée
		Récurrence intervenant Secteur Mingan	Intervenante embauchée
CAVAC Cri	530 020	Récurrence psychologue spécialisé	Embauche en cours
		Récurrence intervenant en violence conjugale	Intervenant embauché
		Récurrence intervenant Chisasibi	Intervenant embauché
		Récurrence intervenant Waswanipi	Intervenant embauché
CAVAC Montréal	71 900	Récurrence intervenant de liaison autochtone	Intervenante embauchée
CAVAC Nunavik	115 380	Récurrence intervenant Kuujuaarapik	Intervenant embauché
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	230 000	Récurrence intervenant au Centre Mamik de Chicoutimi	Intervenante embauchée
		Récurrence intervenant au Centre Mamik de Roberval	Intervenante embauchée

Pour sa part, la Direction des affaires autochtones soutient financièrement l'embauche d'intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide et de soutien aux victimes d'actes criminels, dont les personnes victimes de violence sexuelle, au sein de divers organismes autochtones.

Programme: Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

Montant global budgété: 330 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Direction des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Services aux victimes atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	170 000
Services aux victimes de Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	85 000
Services aux victimes - communauté d'Akwesasne	Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne	75 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2024.

Question 96	Suite
-------------	-------

Le Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027

La Direction des affaires autochtones s'est engagée à mettre en œuvre les 5 mesures suivantes dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits venant en aide notamment aux victimes de violences sexuelles autochtones.

Mesure	État d'avancement	Investissement (\$)
2.1 Fournir une aide financière d'urgence à l'intention des victimes de violence	Une consultation de différentes organisations et communautés autochtones a été amorcée au printemps 2021 afin de s'assurer que les différentes réalités et les besoins propres aux milieux autochtones soient pris en compte dans la mise en œuvre d'une ligne d'aide financière d'urgence (LAFU). En 2023-2024, toutes les régions du Québec sont desservies par LAFU, sauf le Nunavik et Eeyou Istchee Baie-James. Depuis janvier 2023, des adaptations ont été consenties sous forme de projets pilotes afin de tenir compte de particularités visant à permettre le déploiement de LAFU dans ces deux régions nordiques manquantes. Des travaux sont en cours en ce sens pour déployer le programme pour lequel des fonds supplémentaires seront disponible à partir de 2024-2025 en vertu du plan d'action.	0
2.2 Soutenir l'intégration des services autour des personnes autochtones victimes de violences conjugale, familiale ou sexuelle	Des travaux sont en cours avec des partenaires pour mettre en œuvre cette mesure, notamment via l'embauche de conseiller en prévention de la violence pour favoriser la collaboration entre les différents organismes œuvrant en matière de violence, de manière à améliorer et à rendre plus accessibles des services qui répondront aux besoins des personnes victimes.	0
2.3 Mettre sur pied une ligne d'écoute, de clavardage et de référencement spécifique aux Premières Nations et aux Inuits	L'OBNL créé par Femmes autochtones du Québec en 2023-2024 a été ciblé afin d'offrir ces services aux femmes des Premières Nations dès 2024-2025 (voir mesure 2.5). Des travaux sont en cours avec d'autres partenaires autochtones pour mettre en œuvre cette mesure, notamment en milieu Inuit.	0

Question 96	Suite
-------------	-------

Mesure	État d'avancement	Investissement (\$)
2.4 Établir des services juridiques pour les femmes autochtones victimes de violence (répond également aux recommandations 5.6 et 5.13 de l'ENFFADA)	Un financement additionnel a été accordé à la Commission des services juridiques pour améliorer, par le biais du service Rebâtir, l'offre de services juridiques auprès des personnes autochtones victimes de violence sexuelle, conjugale ou familiale. Une équipe spécialisée a été formée au sein de Rebâtir pour offrir des services adaptés aux femmes autochtones victimes.	0 Le financement octroyé provient de la mesure budgétaire « Appuyer des initiatives prioritaires visant à favoriser le bien-être des communautés autochtones » et non pas du Plan d'action. De plus, les sommes sont gérées par la Commission des services juridiques.
2.5 Mettre en place des services d'accompagnement psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences conjugale, familiale et sexuelle dans le cadre de démarches judiciaires	Une subvention de 300 000 \$ a été octroyée à l'organisme Femmes autochtones du Québec en 2022-2023 pour la création d'un OBNL offrant des services d'accompagnement psychosociaux aux femmes autochtones victimes. Cette subvention s'est avérée suffisante pour répondre également aux besoins de l'organisme en 2023-2024 pour permettre l'avancement du projet.	0

Question 97	<p>État de situation, au 31 mars 2024, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :</p> <p>a) actions complétées en 2023-2024;</p> <p>b) actions en cours et dans les délais en 2023-2024;</p> <p>c) actions en cours et hors délais en 2023-2024;</p> <p>d) actions réévaluées / hors délais / impossibles à déterminer;</p> <p>e) actions à venir en 2024-2025;</p> <p>f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.</p>
-------------	--

Rapport spécial du Protecteur du citoyen - Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik sur les conditions de détention au Nunavik (février 2016)

Le 22 mars 2022, le Protecteur du citoyen a informé par écrit le Ministère que l'ensemble des recommandations sous sa responsabilité avaient été mises en œuvre à sa satisfaction. Ce rapport ne fera donc plus l'objet d'un suivi par le Protecteur du citoyen en ce qui concerne le Ministère sauf pour la recommandation 1, concernant la construction d'un quartier cellulaire à Puvirnituq. Toutefois, le Ministère n'y intervient qu'à titre de collaborateur du ministère de la Sécurité publique.

Rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik

Lors de la rencontre de la Table Québec-Nunavik qui s'est tenue le 18 juin 2021, il a été proposé par les organisations du Nunavik qu'un expert soit désigné afin de proposer des pistes de solutions concrètes pouvant être rapidement mises en place afin d'améliorer le fonctionnement de la Cour itinérante pour les communautés inuites. M^e Jean-Claude Latraverse a été identifié à titre d'expert en raison de l'expérience qu'il détient à la Cour itinérante du Nunavik en tant qu'avocat de l'Aide juridique, mais également comme procureur au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Ce choix a été entériné par la Société Makivik.

Le 5 août 2022, au terme de plusieurs mois de visites sur place et d'entrevues avec différents acteurs du milieu sociojudiciaire et inuit, le Rapport sur la situation de la Cour itinérante préparé par M^e Latraverse a été rendu public. Il contient 60 recommandations qui visent à offrir une justice de plus grande proximité géographique et culturelle, à favoriser et élargir l'utilisation de méthodes alternatives au système judiciaire traditionnel et à proposer des façons d'optimiser la gestion des rôles de la cour.

De ce nombre, 27 sont portées par le ministère de la Justice ou ses organismes. Vingt recommandations sont déjà mises en œuvre ou sont sur le point de l'être, notamment celles impliquant des améliorations technologiques pour les audiences virtuelles.

Une mesure budgétaire 2023-2028 « Amélioration de la situation de la Cour itinérante et de l'administration de la justice au Nunavik » a aussi été adoptée pour répondre aux défis de l'administration de la justice au Nunavik (7,5 M\$ / 5 ans).

Le DPCP, la CSJ, le Barreau, la Cour du Québec et la Cour supérieure sont impliqués dans les travaux et les liens sont établis afin d'assurer le suivi des recommandations les concernant, en matière d'échéancier, de budget et de déploiement.

Suivi et coordination de la mise en œuvre du rapport

Groupe de travail sur la justice au Nunavik

À la demande du ministre de la Justice, le Groupe de travail sur la justice au Nunavik, organisé par le MJQ, a entrepris de coordonner et suivre la mise en œuvre des recommandations du rapport. Toutes les organisations et institutions œuvrant dans le domaine sociojudiciaire au Nunavik, incluant la Cour supérieure et la Cour du Québec, y sont représentées.

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik est une structure qui regroupe l'ensemble des intervenants sociojudiciaires actifs au Nunavik, incluant les organisations basées au Nunavik, comme les directions de la protection de la jeunesse, la Régie régionale de santé et de services sociaux du Nunavik, la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce groupe de travail a le mandat d'assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre de ce rapport.

Question 97	Suite
-------------	-------

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik a convenu de mettre sur pied des comités de travail concernant :

- les infrastructures;
- la protection de la jeunesse et jeunes contrevenants;
- la formation des intervenants inuit et judiciaires;
- la cour régionale et juges de paix.

Infrastructures

Le sous-comité de travail sur les infrastructures a terminé le recensement des besoins et un exercice de priorisation tenant compte des budgets disponibles et des capacités de construction de la Société Makivik a été effectué en 2023. Le sous-comité devrait se réunir afin d’analyser les priorités proposées et de recommander la construction d’infrastructures en conséquence.

Protection de la jeunesse et jeunes contrevenants

Le sous-comité de travail sur les enjeux de jeunesse a analysé les recommandations du rapport Latraverse en matière de jeunesse et a convenu qu’il lui était nécessaire d’assurer le suivi de six recommandations (48, 49, 52, 55, 58 et 59). Plusieurs solutions sont déjà mises en application ou des démarches sont faites en ce sens, par exemple la création d’un comité de « bonnes pratiques » pour notamment optimiser les appels de rôles de même que le déroulement des audiences.

Formation des intervenants inuit et judiciaires

La formation des intervenants fait l’objet de plusieurs recommandations du rapport et en vue d’y donner suite, un comité régional sur la formation a été constitué en 2023, qui doit, notamment, procéder à l’analyse et au choix des formations qui seraient financées.

Cour régionale et juges de paix

Les discussions doivent s’amorcer avec la Société Makivik et l’Administration régionale Kativik quant à l’analyse de faisabilité de mettre en place une Cour régionale de type municipale et aussi sur la question des juges de paix Inuit.

Financement du Rapport Gladue

Entre le 1er avril 2023 et le 29 février 2024, il y a 66 rapports Gladue qui ont été ordonnés pour des résidents du Nunavik. Les frais de service professionnels relatifs à la rédaction de ces rapports de type Gladue sont de 125 000 \$.

Le Ministère a conclu, en mars 2022, une entente de trois ans avec la Société Makivik pour le soutien à l’embauche de 2 rédacteurs Gladue à temps plein.

Il y a actuellement huit rédacteurs de rapports Gladue actifs auprès de la Société Makivik. Deux agissent comme rédacteurs à temps plein et les autres rédigent des rapports dans le cadre de leurs fonctions.

Termes prévus à la cour itinérante

Termes	2023 (année civile)	
Criminel	82 termes	387 jours
Jeunesse	35 termes	168 jours

Mise en place d’un greffe civil à Kuujjuaq

Afin de bonifier l’offre de service en matière civile et familiale dans le Nord-du-Québec, un greffe civil a été mis en place au palais de justice de Kuujjuaq au printemps 2018.

Au cours de l’année civile 2023, 60 dossiers ont été ouverts au greffe civil de Kuujjuaq, soit : 12 à la Cour supérieure (9 en matière familiale et 3 en matière civile) et 48 à la Cour du Québec (19 demandes de garde en établissement et évaluation psychiatrique 29 à la chambre civile).

Question 97	Suite
-------------	-------

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès

- Bonification des services d'interprétation à la cour**
En partenariat avec le milieu autochtone, un service d'interprétation lors des premières comparutions dans le Nord-du-Québec a été mis en place en septembre 2019. Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des premières comparutions des prévenus autochtones devant la chambre criminelle de la Cour du Québec.

De plus, depuis novembre 2019, un service d'interprétation a été mis en place pour les auditions à la centralisation des urgences. Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des auditions des enquêtes sur remise en liberté et des urgences en matière civile et en protection de la jeunesse.

Depuis le 22 février 2021, un interprète inuit est disponible du lundi au vendredi toute la journée pour assurer la continuité de service si l'un d'eux devait s'absenter ou ne pouvait se présenter à son assignation.

Étant donné les besoins grandissants en langue inuite, un contrat avec la firme inuite d'interprétation Apatakaa a été conclu pour l'année 2023-2024. Ce contrat vise à assurer des services ponctuels sur une base horaire comme pour les autres interprètes.

De plus, afin d'améliorer davantage les services actuels, des discussions sont en cours avec le milieu inuit en vue de convenir, au cours des prochaines années, de la mise en place d'interprètes autochtones à temps plein à l'emploi d'un organisme local.
- Affichage bilingue ou trilingue dans les établissements appelés à desservir une forte population autochtone**
L'affichage dans les palais de justice de Puvirnituq et de Kuujjuaq comprend la traduction en inuktitut.
- Rendre disponibles en langue autochtone les formulaires gouvernementaux**
Les formulaires judiciaires déterminés par la Cour du Québec et à remettre aux justiciables avec les procédures officielles ont été traduits en cri, en innu, en atikamekw et en inuktitut.
- Correspondance en anglais ou en langue autochtone**
La Direction générale des services judiciaires de la Capitale-Nationale et des régions s'assure, dans ses correspondances officielles avec la communauté, de transmettre une traduction de courtoisie.
- Accroître l'utilisation de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik**
La réalisation des travaux concernant l'implantation d'un service de visioconférence pour la tenue des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik est complétée.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 29 février 2024, 85% des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 237 enquêtes ont été tenues à Kuujjuaq, 272 à Puvirnituq et 12 à Kuujjuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

Question 98	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2022-2023 et en 2023-2024, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Par exemple, pour la catégorie Allocations spéciales, préciser le montant affecté aux allocations spéciales de 500 \$ versées aux conjoints ou aux personnes à charge, et préciser le montant affecté aux allocations de 2000 \$ versées aux parents d'un enfant décédé des suites d'un acte criminel. De même, pour la catégorie Assistance médicale, préciser notamment le montant affecté aux frais de psychothérapie pour les victimes et celui pour les proches des victimes.
-------------	--

Répartition des décisions rendues en 2023 par région¹

Région	Acceptée	Rejetée	Total	%
Abitibi-Témiscamingue	305	37	342	2,0
Bas-Saint-Laurent	433	44	477	2,8
Capitale-Nationale	1 469	135	1 604	9,3
Centre-du-Québec	763	49	812	4,7
Chaudière-Appalaches	676	45	721	4,2
Côte-Nord	119	8	127	0,7
Estrie	1 347	144	1 491	8,6
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	150	23	173	1,0
Lanaudière	1 185	104	1 289	7,4
Laurentides	1 488	166	1 654	9,5
Laval	616	71	687	4,0
Mauricie	643	62	705	4,1
Montérégie	2 283	225	2 508	14,5
Montréal	2 983	300	3 283	18,9
Nord-du-Québec	77	11	88	0,5
Outaouais	553	42	595	3,4
Saguenay - Lac-Saint-Jean	502	51	553	3,2
Hors Québec	76	9	85	0,5
Indéterminée	116	16	132	0,8
Total	15 784	1 542	17 326	
Pourcentage	91,1 %	8,9%		100,0 %

¹Les données relatives à la LIVAC et à la LAPVIC sont disponibles en année civile seulement.

LIVAC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
LAPVIC : Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement

Question 98	Suite
-------------	-------

Nombre de demandes reçues et montant des prestations versées en 2023 par région

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées ² (\$)
Abitibi-Témiscamingue	426	5 126 830
Bas-Saint-Laurent	581	7 977 972
Capitale-Nationale	1 897	35 419 516
Centre-du-Québec	972	12 333 225
Chaudière-Appalaches	847	17 050 394
Côte-Nord	172	3 044 709
Estrie	1 806	26 176 312
Gaspésie–Îles-de-la-madeleine	186	3 572 247
Lanaudière	1 586	28 232 158
Laurentides	2 028	29 029 522
Laval	794	12 809 754
Mauricie	891	13 277 353
Montérégie	2 972	45 814 697
Montréal	3 826	55 446 257
Nord-du-Québec	85	1 364 577
Outaouais	686	12 619 245
Saguenay - Lac-Saint-Jean	653	10 431 706
Hors Québec	119	5 366 076
Indéterminée	190	1 874 325
Total	20 717	326 966 876

²Les prestations versées présentées dans le tableau ci-haut sont celles pour tous les dossiers en traitement en 2023.

Prestations versées et frais d'administration

Types de prestations ³	Montant (\$)
Assistance médicale	18 920 727
Réadaptation	41 132 682
Indemnités de remplacement du revenu ⁴	184 190 859
Indemnités forfaitaires pour dommage corporel (LAPVIC)	10 539 713
Stabilisation sociale et économique	2 297 592
Indemnités de décès	5 966 162
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge (IVAC)	63 919 141
Total des prestations	326 966 876
Frais d'administration	32 801 512
Total	359 768 388

³Il s'agit de données préliminaires, puisque les états financiers demeurent à être approuvés.

⁴Inclus les versements d'ITT, AFPPR, AFCCI et AFSPPR.

Frais de suivi psychothérapique et psychosocial déboursés en 2023

Total des frais	28 984 117 \$
-----------------	---------------

Question 98	Suite
-------------	-------

Débours en indemnités de décès pour 2023

Type	Débours (\$)
Indemnités de décès LAPVIC - conjoint	3 642 433
Indemnités de décès LAPVIC - parents et succession	1 646 327
Indemnités de décès LAPVIC - personnes à charge	420 570
Frais funéraires et transport du corps LAPVIC ⁵	255 958
Frais allocation spéciale IVAC - parents d'un enfant mineur décédé	875
Frais divers ⁶	629 894
Total ⁷	6 596 057

⁵L'information concernant le destinataire du débours n'est pas disponible.
⁶Inclus les forfaitaires étalés en 12 ou 24 versements et les autres frais.
⁷Les frais divers ne sont pas inclus plus haut dans le tableau « Prestations versées et frais d'administration » ce qui explique l'écart entre les deux totaux associés aux indemnités de décès.

En 2023, des indemnités de décès ont été versées dans 100 dossiers.

Question 99	Ventilation détaillée des 193 M\$ annoncés dans le cadre de l'élaboration du projet de loi no 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement.
-------------	---

La somme de 193,0 M\$ annoncée en décembre 2020 comprend les coûts liés à la réforme, mais exclut la croissance naturelle du régime.

La réforme comprend notamment les mesures suivantes:

- Élargissement de la notion de victime en matière d'indemnisation;
- Abolition de la liste des infractions permettant l'indemnisation, pour couvrir toutes les infractions contre les personnes;
- Imprescriptibilité, avec une portée rétroactive, des demandes d'indemnisation concernant les infractions commises en contexte d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale;
- Admissibilité au régime d'indemnisation des personnes victimes d'une infraction commise à l'étranger;
- Meilleur accès à de l'aide psychosociale adaptée;
- Remplacement de la rente viagère par une somme forfaitaire pour la nouvelle clientèle;
- Mise sur pied d'un programme d'aide en situation d'urgence.

Le 10 mars 2021, le ministre de la Justice a annoncé un investissement supplémentaire d'environ 10,0 M\$ par année pour assurer un revenu aux personnes victimes sans emploi qui sont incapables de vaquer à leurs activités habituelles.

Le Plan budgétaire 2021-2022 comprend l'octroi d'une somme additionnelle de 108,2 M\$ pour la mise en œuvre de la réforme.

Question 100	Nombre de victimes d’agressions sexuelles et de violence conjugale qui ont vu leur demande d’indemnisation au régime de l’IVAC rejetée, chaque année depuis les cinq dernières années.
--------------	--

Cette information n’est pas disponible.

Question 101	Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.
--------------	--

Nombre de dossiers dans lesquels des frais pour un soutien psychologique et psychosocial ont été remboursés en 2023.

Période	Soutien psychologique	Soutien psychosocial
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	12 636	5 344

Question 102	Indiquer les délais moyens entre la réception de la demande par la DGIVAC et l'indemnisation offerte à la victime au cours des 3 dernières années.
--------------	--

Cette information n'est pas disponible.

Question 103	Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1er octobre 2021.
--------------	---

La Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (DGIVAC) a pourvu à 53 postes entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023.

Question 104	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.
--------------	--

Le ministère de la Justice ne tient pas de données sur le nombre de personnes ayant reçu de l'aide immédiate.

Nombre d'aides immédiates octroyées

Période	Nombre ¹
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	690

¹Une personne victime peut bénéficier de plus d'une aide immédiate.

Question 105	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.
--------------	--

Nombre de dossiers dans lesquels de l'aide financière a été versée.

Période	Aide financière palliant une perte de revenus	Aide financière compensant certaines incapacités
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	4 647	1 109

Question 106	Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.
--------------	---

Nombre de demandes refusées par la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	1 542

Nombre de recours portés devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	1 184

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023	135

Nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ)

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les contestations transmises au TAQ.

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les décisions annulées ou partiellement annulées au TAQ.

Nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.

Les données concernant les demandes de reconsidération ne sont pas disponibles.

Question 108	En 2023-2024, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.
--------------	---

Direction des affaires autochtones
Montant global: 9 630 100 \$

Région	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Côte-Nord	Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	45 000
Côte-Nord	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashkuan	62 500
Côte-Nord	CRC Kapatakan Gilles Jourdain	120 000
Côte-Nord	Nation Naskapie de Kawawachikamach	175 038
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Listuguj Mig'maq Government	40 000
Mauricie	Conseil de la Nation Atikamekw	630 000
Mauricie	CAA La Tuque	34 391
Mauricie	Bande des Atikamekw d'Opitciwan	82 500
Montérégie	Mohawks of Kahnawake	65 000
Montérégie	Mohawks of Akwesasne	130 000
Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	227 500
Nord-du-Québec (Nunavik)	Société Makivik	3 840 000
Nord-du-Québec (Eeyou Ishtee)	Gouvernement de la Nation Crie	220 000
Outaouais	Conseil des Anicinapek Kitcisakik	199 700
Outaouais	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000
Outaouais	Conseil de la Nation Anishnabe du Lac Simon	85 000
Ensemble du Québec	Waseskun	199 454
Ensemble du Québec	Services parajudiciaires autochtones du Québec	2 185 100
Ensemble du Québec	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	985 000
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	268 917

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2024.

Direction des programmes d'adaptabilité et de justice réparatrice
Montant global : 189 000 \$

Région	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Centre-du-Québec	Ensoleilvent	7 500
Centre-du-Québec	Piaule Centre-du-Québec inc., La	7 500
Mauricie	Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	14 500
Mauricie	Centre Roland-Bertrand	7 500
Mauricie	Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet - Yamaska	14 500
Mauricie	Tràsh - Travail de Rue à Shawinigan, Le	7 500
Montréal	Clinique Droit Devant	50 000
Québec	Clinique Droit de cité	20 000
Montréal	Réseau Solidarité Itinérance du Québec	10 000
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association canadienne pour la santé mentale – section Saguenay	50 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2024.

Question108

Suite

Programme d'aide financière aux activités communautaires du Programme de mesures de rechange général 2023-2026
Montant global: 3 432 450 \$

Région/District	Bénéficiaire	Montant¹ (\$)
Beauce et Frontenac	Aide aux jeunes contrevenants de Beauce	43 988
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	29 325
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	131 848
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	263 580
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	29 325
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	43 988
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	36 605
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	104 984
Montréal	Événement Hoodstock	109 802
Montmagny et Québec (rive-sud)	Interface, Organisme de Justice Alternative	43 988
Rimouski	Justice alternative de l'Est	43 988
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	43 988
Bedford	Justice Alternative et médiation	37 314
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	75 107
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	43 988
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	43 988
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	73 198
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	48 806
Abitibi	Liaison Justice	75 107
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses-Laurentides	109 802
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	102 286
Frontenac	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac inc.	36 605
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	43 988
Arthabaska	Pacte Bois-Francis inc.	43 988
Saint-François, Bedford et Mégantic	Pont, organisme de justice alternative, Le	131 848
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	1 052 576
Joliette	Repars	48 806

Q_{uestion} 108

Suite

Région/District	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Trois-Rivières	Ressources alternatives Maskinongé	24 403
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	219 708
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	73 198
Montréal	Trajet inc.	117 185
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	36 605
Montréal	YMCA du Québec	58 535
Montréal	Société de criminologie du Québec	10 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2024.

Fonds Accès Justice

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.9.

Question 109	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour favoriser l'accès à la justice, pour 2022-2023 et 2023-2024.
--------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.9.

Question 110

Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.

Les nouvelles dispositions du Code de procédure pénale, découlant de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel, le 5 juin 2020, rendent désormais possible l'adoption de mesures permettant de tenir compte de la situation sociale de certains défendeurs, afin notamment de favoriser leur réhabilitation. Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer au Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC). Le PAJIC est un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité et/ou à risque d'itinérance ayant cumulé un ou des constats d'infractions non acquittés. Ce programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale, d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du programme permet ainsi le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et/ou l'effacement de la dette judiciaire d'un défendeur.

Bien que des programmes similaires existaient dans les cours municipales de Montréal, Québec et Val-d'Or depuis quelques années, le premier projet pilote du PAJIC a été mis en place à la Cour municipale de Trois-Rivières en juin 2021.

Le PAJIC est implanté avec la collaboration essentielle des organismes communautaires du milieu, lesquels agissent comme Organismes communautaires d'adaptabilité (OCA). Plus précisément, c'est l'OCA qui constitue la porte d'entrée du programme, qui élabore le plan d'intervention avec le défendeur et qui s'assure, entre autres, du suivi du programme auprès de ce dernier ainsi qu'auprès des acteurs du milieu judiciaire. Des collaborations avec les organismes suivants ont été établies dans les villes où le PAJIC est déployé :

- Trois-Rivières : Point de Rue
- Sherbrooke : Services d'aide en prévention de la criminalité
- Saint-Jérôme : CISSS des Laurentides
- Gatineau : Réhabex
- Chibougamau : Centre d'amitié Eenou de Chibougamau
- Lévis : RÉHAB
- Granby : OPEX
- Alma : Equitem
- Shawinigan : Centre Roland-Bertrand
- Longueuil : Le repas du passant

Les coûts du PAJIC représentent, entre autres, les montants versés aux OCA en contrepartie des services rendus dans le cadre du PAJIC. Pour l'année financière 2023-2024, les coûts engendrés s'élèvent à 379,3 k\$.

Pour l'instant, aucune statistique n'est disponible en ce qui concerne le PAJIC mais il est prévu qu'une étude au sujet de ces programmes soit réalisée d'ici 2025-2026 afin de permettre au ministre de faire un rapport au gouvernement sur le déploiement de ces programmes d'adaptabilité, le tout conformément à l'article 172 de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel.

Question 111	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour actualiser et rénover les palais de justice sur le territoire du Québec.
--------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.6.

Question 112	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
--------------	--

Aucune demande d'accès à l'information n'a été envoyée au cabinet pour approbation.

Le cabinet est consulté avant que la décision soit rendue dans le cas où un document lui appartenant est visé par la demande d'accès à l'information, et ce, conformément à l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le cabinet est informé de toutes les décisions d'accès rendues ainsi que des documents transmis sauf lorsqu'il s'agit de renseignements personnels. Ces décisions sont diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 8) : <https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/>.

Question

113

Bilan, au 31 mars 2024, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2024-2025.

Budgets 2023-2024

CAVAC	Ouverture	Montant (\$)
Abitibi-Témiscamingue ^{1,3}	Juin 2002	1 562 580
Bas-Saint-Laurent ^{1,4}	Février 1990	2 481 994
Centre-du-Québec ^{1,4}	Avril 2003	1 984 422
Côte-Nord ^{1,3,4}	Novembre 2001	1 515 385
Cri ^{1,3}	Janvier 2008	1 267 860
Estrie ^{1,4}	Novembre 1992	2 300 555
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ¹	Février 2003	1 334 882
Lanaudière ¹	Mars 1998	1 991 830
Laurentides ¹	Décembre 1992	1 730 810
Laval ^{1,2,4}	Mars 1991	2 042 163
Mauricie ^{1,4}	Février 1990	1 648 736
Montréal ^{1,2,4}	Mars 1990	3 724 808
Montréal ^{1,2,3}	Novembre 1998	5 307 320
Nunavik ^{1,3}	Octobre 2004	1 228 390
Outaouais ^{1,2}	Novembre 1989	2 517 890
Région de Québec ^{1,2,4}	Juin 1988	3 516 178
Saguenay-Lac-Saint-Jean ^{1,3,4}	Janvier 1989	3 088 328

¹Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec pour la réalisation du Programme de mesures de rechange général (PMRG) et du Programme témoin enfant et autres vulnérabilités.

²La subvention octroyée à cet organisme inclut un montant provenant du Secrétariat à la condition féminine pour la mise en place d'une équipe spécialisée en accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle.

³Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec afin de garantir que les services d'aide aux victimes soient offerts et accessibles de manière permanente dans l'ensemble des communautés autochtones ainsi qu'en milieux urbains.

⁴Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec pour la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Effectifs autorisés des CAVAC en 2023-2024

CAVAC	Directeur	Effectifs Temps plein et occasionnels	Total
Abitibi-Témiscamingue	1	22	23
Bas-St-Laurent	1	26	27
Centre-du-Québec	1	23	24
Côte-Nord	1	21	22
Cri	1	8	9
Estrie	1	34	35
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	13	14
Lanaudière	1	25	26
Laurentides	1	23	24
Laval	1	28	29
Mauricie	1	25	26
Montréal	1	47	48
Montréal	1	71	72
Nunavik	1	9	10
Outaouais	1	28	29
Région de Québec	1	51	52
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	34	35
Total	17	488	505

Question 114	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).
---------------------	--

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Description	Montant (\$)
Services récurrents	
SOS violence conjugale ¹	1 683 860
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (Par le SACAIS)	336 900
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal ¹	1 285 300
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	195 000
Centre de services de justice réparatrice	108 185
Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	100 000
Éducaloi	50 000
Services récurrents – total partiel	4 179 945
Projets spéciaux – fédéral	
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	100 305
Centre d'expertise Marie-Vincent	213 365
Centre intégré de santé et services sociaux Chaudière-Appalaches	102 870
Université du Québec à Trois-Rivières	36 454
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	75 000
Université de Montréal	100 000
Projets spéciaux - fédéral – total partiel	627 994
Total	4 807 940

¹Incluant un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Pour les projets spéciaux en lien avec le Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels, la réponse est incluse à la réponse de la question P.10.

Question 116	En 2023-2024, nombre de contestations judiciaires visant la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C.11.) qui ont requis une intervention du Procureur général du Québec. Indiquer la nature de ces interventions, l'étape où en est chacune des contestations et ventiler celles-ci par article.
--------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q _{uestion} 117	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la Loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par type d'infraction.
--------------------------	--

Infractions à la loi R-20	Montant ¹
Montant des amendes et frais	4 174 766 \$

¹Il s'agit de la valeur des amendes et des frais apparaissant aux constats d'infraction.

Loi R-20 : Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction

Question 118	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir :
	a. une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2023-2024; prévisions pour 2024-2025; b. le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.

a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2023-2024

Mesure	Montant (\$)
Investissements liés à la <i>Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$ sur 5 ans visant à renforcer la protection des personnes vulnérables (Rebâtir la confiance)</i>	8 096 105
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	11 969 000
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	1 200 000

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Mesure	Montant (\$)
Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) ¹	13 186 028
SOS violence conjugale ²	1 683 860

¹Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle touchée par une infraction commise dans un contexte conjugal ou familial, et ce, pour la période du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024 soit 33,6 % de la clientèle du Réseau des CAVAC.

²Inclus un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Investissements liés à des projets spécifiques liés au programme de financement du FAVAC

Le FAVAC finance également annuellement des projets dans le cadre du programme de subvention du FAVAC. Une somme de 159 260 \$ a été versée en 2023-2024 (voir la liste des projets à la réponse de la question P.10).

Investissement lié aux plans d'action contre la violence conjugale

Mesure	Note	Montant (\$)
Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025	Le MJQ est responsable de 2 actions: - Action 1: service juridique d'urgence – droits de garde d'enfants dans un contexte de violence conjugale. - Action 9: aide financière d'urgence.	5 965 000
Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides (2021-2026).	Le MJQ est responsable de 3 actions: - Action 4: consolider l'intervention de SOS violence conjugale. - Action 5: aide financière d'urgence. À noter que cette mesure est réalisée dans le plan d'action 2020-2025. - Action A2: services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	1 200 000

Question 118	Suite
--------------	-------

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	<p>Le MJQ est co-responsable de 7 actions structurantes en violence sexuelle et en violence conjugale:</p> <ul style="list-style-type: none">- Action 18: projets pilotes d'intégration de services.- Action 25: bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles.- Action 27: protection des personnes victimes de violence familiale ou sexuelle.- Action 28: programme témoin enfant et autres témoins vulnérables.- Action 29: services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence.- Action 30: tribunal spécialisé- Bonification de la Stratégie intégrée: Étudier la faisabilité de déployer un dispositif grave danger pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle	11 969 000
---	--	------------

b) Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023

Ce plan d'action est terminé et a été remplacé par la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Autres actions

Le détail des autres actions sont incluses à la réponse de la question P.68, à la section « État de situation ».

Question 119	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23): <https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/frais-et-depenses/>

<div>Question 120</div>	<div>Pour 2023-2024, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer :</div> <div>a. le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision;</div> <div>b. la moyenne de dossiers traités par chacun des juges</div>
-------------------------	---

a) Le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision

Pour les dossiers en matière civile, jeunesse, criminelle et pénale, la réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.42.

b) La moyenne de dossiers traités par chacun des juges

Le Ministère ne dispose pas de l'information permettant de répondre à cette question.

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>121</div>	<div>État de situation de la mise en œuvre du plan d’action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.</div> <div>Pour chaque initiative, décrire l’objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.</div>
--	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

<div>Q_{uestion} 122</div>	<div>État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer :</div> <div>a. Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b. Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c. Le nom des membres du comité.</div>
------------------------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

<div>Question 123</div>	<div>État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création.</div> <div>a) indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.</div>
-------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique.

Question 124	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 et de celles prévues en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.
--------------	--

Description	Montant (\$)
Centres d'aides aux victimes d'actes criminels ¹	35 819 890
SOS violence conjugale ²	1 683 860
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal ²	1 285 300
Centre d'expertise Marie-Vincent	634 100
Services intégrés en abus et maltraitance	202 900
Investissements liés à la <i>Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$ sur 5 ans visant à renforcer la protection des personnes vulnérables (Rebâtir la Confiance)</i>	8 096 105
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 ³	569 000
Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	11 400 000
Aide financière d'urgence pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale	531 662
Actions ministérielles liées au Plan d'action gouvernemental en matière d'exploitation sexuelle des mineurs	1 159 730
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones	1 200 000
Total	62 582 547

¹Excluant les sommes accordées aux CAVAC dans le cadre de l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale (3 424 241 \$), pour un montant total de 39 244 131 \$ accordé aux CAVAC.

²Incluant un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

³Excluant l'instauration d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Question 125	Pour 2023-2024, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.
--------------	---

Cette année, parmi les 31 interprètes, 15 sont qualifiés conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, soit 3 Inuits, 3 Innus, 1 Algonquin et Cri et 8 Cris.

Question 126	Pour 2023-2024 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.
--------------	--

En 2023-2024, 17 traducteurs ou firme de traduction ont collaboré avec le Ministère, incluant la Société québécoise d’information juridique pour certains mandats de traduction.

Question 127	En date du 31 mars 2024, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.
--------------	---

Nombre d'interprètes autochtones: 31

- Inuit: 13
- Cri: 8
- Innu: 6
- Naskapi: 1
- Algonquin et Cri: 1
- Atikamekw: 1
- Micmac: 1

Nombre d'interprètes autochtones qualifiés: 15

- Inuit: 3
- Cri: 8
- Algonquin et Cri: 1
- Innu: 3

<div>Question</div> <div>128</div>	<div>Pour 2023-2024, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.</div>
------------------------------------	---

Pour la région de la Côte-Nord, aucune séance d'examen n'a été tenue puisqu'aucune nouvelle candidature d'interprète en langue innue ou naskapi n'a été reçue. Le ministère de la Justice collabore avec le Cégep de Sept-Îles dans le cadre de la formation de l'attestation d'études collégiales (AEC) de traducteur-interprète en langue innue. Cependant, aucune candidature n'a été reçue pour les stages de formation à l'automne 2023.

Pour le Nord-du-Québec, une séance a été tenue le 16 octobre 2023 pour les communautés criées, ce qui a permis de qualifier 6 interprètes.

Question	129	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2022-2023 et 2023-2024.
----------	-----	--

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des Lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la Loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et le système du Ministère ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la Loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Amendes, frais et contributions par région

Région	Montant (\$)
Abitibi	140 548
Alma	20 853
Arthabaska	7 054
Baie-Comeau	76 959
Beauce	70 511
Beauharnois	71 563
Bedford	85 093
Bonaventure	99 994
Charlevoix	19 840
Chicoutimi	128 585
Drummond	26 753
Frontenac	27 697
Gaspe	100 903
Gatineau	66 597
Iberville	43 065
Joliette	99 751
Kamouraska	76 114
Labelle	214 329
Laval	6 341
Longueuil	19 623
Mégantic	38 091
Mingan	36 505
Montmagny	49 962
Montréal	9 000
Pontiac	14 586
Québec	80 316
Richelieu	23 682
Rimouski	143 833
Roberval	178 467
Rouyn-Noranda	15 834
Saint-François	134 478
Saint-Hyacinthe	20 197
Saint-Maurice	64 630
Témiscamingue	24 649
Terrebonne	74 611
Trois-Rivières	22 668
Total	2 333 682

Question 130	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2022-2023 et 2023-2024.
---------------------	---

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et notre système ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Amendes, frais et contributions et nombre de dossiers par article de loi

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	43	14 184
6	1	280
7	1	280
14(1)	1	330
15(1)(d)	3	840
15(1)(e)	6	1 680
27(1)	1	370
37(2)a)	2	660
38(1)	1	659
4(5)	1	230
4(6)(a)(ii)	3	468
5(1)	2	560
5(4)	10	3 539
5(a)	9	3 728
6(b)	2	560
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	2 453	3 137 273
3	84	31 087
4	7	2 590
6	2	740
7	28	10 693
8	2	682
9	8	2 960
12	2	740
13	1	370
14	133	313 664
15	14	5 180
16	2	3 134
17	62	42 867
18	31	110 172
19	381	163 891
21	43	30 629
22	2	740
24	3	1 052
25	9	5 429
26	36	14 178
27	9	10 932
30	21	23 369
31	2	742
32	3	4 683
33	1	370
34	68	241 188
35	8	2 960
36	12	4 440
37	4	1 480
38	111	142 067

Question 130

Suite

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
39	4	4 347
41	1	370
42	8	10 800
45	2	1 398
47	1	2 737
49	6	9 402
52	4	13 987
53	1	370
55	2	3 134
56	1	370
59	4	6 268
60	1	3 750
61	6	2 220
64	2	740
67	3	2 965
68	11	7 694
69	10	40 592
70	51	293 242
71	271	956 452
72	3	4 728
73	2	740
75	4	1 482
87	3	1 444
92	3	1 112
96	163	60 314
109	2	7 500
176	1	1 567
1.4	17	10 238
128.6	7	14 935
128.7	3	3 851
12al.1	90	33 323
12al.2	26	9 626
13.1	99	36 580
13.2	2	737
17.2	69	26 006
171.4	50	33 973
19.1	3	1 110
20al.1	1	699
25.3	3	1 995
26al.1	5	2 841
27.1	1	1 567
27.2	1	370
3.1	2	740
3.2	3	1 110
30.1	9	33 750
30.2	2	3 134
30.3	4	6 268
56al.1	12	26 540
57al.1(1)	318	221 734
57al.1(2)	7	19 710
57al.1(3)	35	24 490
7.1	3	1 110
7.3	1	370
78.5	2	740
7al.3	2	740
9.1	17	6 232
Total	2 496	3 151 457

<p>Question 131</p>	<p>Suivi du plan d'investissement de 500 M\$ dans l'informatisation de la justice, prévu au budget 2023-2024 et annoncé le 24 avril 2018.</p>
----------------------------	---

Le déploiement des mesures du Plan pour moderniser le système de justice s'est poursuivi en 2023-2024. Ce plan prévoit trois axes:

1. Instaurer des pratiques innovantes: cet axe comprend notamment:

- Le déploiement du programme de mesures de rechange général (PMRG) visant la déjudiciarisation du traitement de certaines infractions. Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Il est maintenant implanté dans 10 cours municipales: Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay et Rosemère. Les cours municipales de Mascouche et Sainte-Adèle n'ont désormais plus la compétence de la partie XXVII du Code criminel et donc, le PMRG n'y est désormais plus disponible.

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Des projets pilotes similaires ont également démarré, en collaboration avec des organismes communautaires autochtones, dans les régions de Joliette (depuis novembre 2022), de Montréal (Cour municipale depuis janvier 2023 et Cour du Québec depuis janvier 2024) et de Trois-Rivières (depuis septembre 2023).

- La mise en œuvre de la phase 1 et 2 de JuridiQC (anciennement le guichet unique d'information juridique multicanal) est terminée depuis respectivement le 30 septembre 2020 et le 31 mars 2022. La phase 3 a débuté en mai 2023 et devrait se terminer le 31 mars 2024.
 - Depuis le 12 juillet 2023, l'arborescence de contenu et le bottin des ressources pour le thème portant sur les locataires en perte d'autonomie sont déployés en ligne.
 - La série 2 de balados sur la séparation et le divorce a été mise en ligne en août 2023. Une campagne médiatique sur les réseaux sociaux s'en est suivie jusqu'en octobre 2023.
 - Une nouvelle version de la carte géolocalisée a été développée et mise en ligne en octobre 2023. Une nouvelle version du moteur de recherche avec l'ajout d'un module d'intelligence artificielle pour permettre les questions en langage naturel a été mise en ligne en décembre 2023.
 - Les Rendez-vous JuridiQC (webinaires en direct) se sont poursuivis.
 - Des pages de contenu ont également été intégrées en continu sur le thème séparation et divorce ainsi que sur celui des aînés en perte d'autonomie et de nouvelles ressources ont été ajoutées en continu dans les Bottins de ces deux thèmes.

2. Mettre la Justice à l'heure des nouvelles technologies: cet axe comprend notamment:

Mise en œuvre du programme Lexius en vue de dématérialiser le dossier judiciaire et permettre la gestion de l'audience numérique.

Le programme Lexius du ministère de la Justice (MJQ) vise à transformer l'administration des services de justice, notamment par la mise en place d'un portail offrant différents services en ligne aux parties impliquées dans un dossier judiciaire, par la gestion du dossier judiciaire de façon numérique et par la gestion d'une audience numérique. Le programme porte sur les processus supportant tous les domaines de droit de la Cour d'appel du Québec, de la Cour supérieure du Québec et de la Cour du Québec.

À l'automne 2021, la première livraison du programme Lexius a été effectuée et son déploiement progressif s'est échelonné jusqu'au printemps 2022. Cette première livraison ciblait la matière pénale et a entraîné deux changements principaux pour les citoyens, soit:

Question 131

Suite

- des modifications au Greffe numérique judiciaire du Québec, dont la possibilité pour le citoyen de déposer numériquement un changement de plaidoyer;
- la réception, par un moyen technologique, des données, des constats d'infractions et d'autres documents afférents, pour les constats en provenance du Directeur des poursuites criminelles et pénales en vue de les conserver au dossier judiciaire numérique.

La seconde livraison du programme Lexius se découpe en deux phases. La phase 2.1 a permis de mettre en ligne trois services interactifs à la disposition de la population québécoise afin de déposer des demandes de permis de conduire restreint, de main levée de la saisie d'un véhicule ou l'obtention de la levée de suspension d'un permis de conduire.

La phase 2.2 s'est effectuée le 24 avril 2023 et a modernisé l'ensemble des processus d'affaires liés au dépôt des procédures non contentieuses. En effet, cette livraison a marqué l'arrivée dans les greffes civils des palais de justice du Québec du tout premier dossier judiciaire numérique. La nouvelle plateforme permet aux notaires, avocates, avocats, huissières et huissiers de justice de déposer leur demande et de payer les frais en ligne instantanément.

La mise en ligne des nouveaux services et de cette nouvelle plateforme de dépôt a rendu applicable, également depuis le 24 avril 2023, les dispositions du *Règlement établissant un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice*, rendra obligatoire l'utilisation des services judiciaires numériques Lexius pour les avocates, avocats, notaires, huissières et huissiers de justice du Québec qui souhaitent déposer des demandes de procédures non contentieuses. De telles demandes concernent l'obtention du jugement déclaratif de décès, la vérification des testaments, la tutelle au mineur ou au majeur, l'émancipation du mineur et le mandat de protection du majeur ainsi que la représentation temporaire du majeur inapte. À ce jour, plus de 9 500 dossiers judiciaires entièrement numériques ont été ouverts dans Lexius en matière non contentieuse.

Parallèlement, les travaux d'architecture se sont terminés au sein des équipes du programme Lexius. Ces travaux concernent les matières criminelle et pénale, la gestion des assignations et les services d'affaires communs à toutes les matières. Ces travaux ont permis de documenter les processus d'affaires cibles et les solutions technologiques qui soutiendront ces processus optimisés et modernisés. Les travaux portant sur les processus cibles se sont effectués en étroite collaboration avec les principaux utilisateurs concernés, notamment des membres de la magistrature, des représentants des partenaires et des collaborateurs du réseau des services judiciaires. Ces travaux sont d'une importance capitale pour assurer l'adéquation entre les besoins identifiés et les solutions qui seront développées pour y répondre. En ce qui a trait aux solutions technologiques retenues, le Ministère a décidé de préconiser l'utilisation de progiciels à titre de solution pérenne pour soutenir les processus d'affaires cibles. À cet égard, en vue de concrétiser les travaux d'architecture réalisés, le Ministère a publié, le 31 octobre dernier, un appel d'offres public pour obtenir un prestataire de services qui accompagnera les équipes du programme Lexius dans la réalisation et le déploiement des solutions technologiques, notamment, en matières criminelle et pénale.

Parallèlement à la publication de l'appel d'offres public, les équipes ont entamé des travaux visant à intégrer les procédures non-contentieuses à la solution pérenne identifiée et à bonifier l'offre de service numérique offerte. Ils travaillent également à intégrer d'autres matières à cette même solution, notamment, les actions collectives et la chambre commerciale. Des modifications aux dispositions du *Règlement établissant un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice* sont en cours de publication pour y intégrer, notamment, ces deux nouvelles matières.

Des réalisations concrètes qui ont permis d'améliorer l'offre de service du MJQ.

Plusieurs initiatives porteuses de valeur ont été concrétisées depuis 2020 afin de bonifier l'offre de service du MJQ, toujours dans l'optique de moderniser et d'optimiser les façons de faire. Ces réalisations sont le fruit de la collaboration directe ou indirecte de tous les acteurs du système de justice, sans qu'elles n'auraient pu être menées à terme.

Question **131** Suite

Greffe numérique de la Cour d'appel

Livré en avril 2020, ce projet, réalisé avec la Cour d'appel du Québec, a permis de mettre en place une solution électronique et dématérialisée pour le dépôt en ligne des déclarations d'appel et des documents qui l'accompagnent. La solution permet aussi aux greffiers de consulter et de traiter une demande et les documents numériques afférents.

Greffe numérique judiciaire du Québec

Le 15 juin 2020, le Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ) a été mis en place. Il prévoit le dépôt et le paiement en ligne des actes de procédure déposés à la Cour supérieure du Québec et à la Cour du Québec, permettant une plus grande accessibilité à la justice tout en limitant les déplacements. Depuis le 15 novembre 2021, il est possible, en plus du dépôt d'actes de procédure et des documents qui les accompagnent, de déposer des preuves de notification ou de signification et des changements de plaidoyer en matière pénale.

Les audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles

Depuis le mois de mai 2020, la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour du Québec tiennent des audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles. Depuis le 19 octobre 2020, tous les palais de justice du Québec utilisent la plateforme TEAMS pour la tenue d'audiences par moyen technologique. Il s'agit d'une solution sécuritaire qui permet d'assurer la confidentialité des débats, notamment dans le cadre d'audience à huis clos.

Les jugements numériques

Depuis mai 2020, les juges qui le désirent peuvent signer numériquement les jugements et procès-verbaux grâce à l'ICPG (infrastructure à clés publiques gouvernementale) gérée par la Direction générale des registres et de la certification du MJQ. Il est également possible, lorsque requis, de transmettre les jugements aux parties de façon entièrement électronique.

À cela s'ajoutent les projets de modernisation réalisés, pensons notamment à:

- L'accès à distance pour les citoyens aux séances de parentalité;
- Le déploiement des comparutions les fins de semaine et les jours fériés incluant le paiement électronique du cautionnement;
- La transmission des constats d'infractions du Bureau des infractions et amendes vers un premier dossier judiciaire numérique;
- Mise en place des rappels textos aux citoyens pour certains services offerts par le Ministère;
- Mise en place d'un service de transmission d'une copie de courtoisie à la Cour supérieure et à la Cour du Québec qui permet au juge d'accéder aux documents numériques lors de certaines audiences;
- Mise en place de différents projet-pilotes, dont notamment en matière de transcription, pour s'assurer de l'adéquation de certains outils technologiques aux besoins.

Ces solutions sont d'ailleurs toujours utilisées à ce jour et représentent un gain pour le système de justice. Elles sont bénéfiques pour l'ensemble des matières et l'ensemble des Cours.

Question **131** Suite

Le programme de modernisation des infrastructures technologiques a pris fin le 29 septembre 2023. La totalité des projets du PMIT ont été réalisés.

- Plusieurs projets d'infrastructures importants se sont terminés en 2022, soient:
 - La mise à jour de la suite de productivité de Microsoft vers la version Office 365;
 - Le rehaussement du logiciel de gestion de projet d'entreprise;
 - La relocalisation du Centre de traitement de l'information (CTI) de Montréal vers un CTI à Québec.
 - Le projet de Rehaussement des infrastructures technologiques des sites distants (Infrasites) qui avait pour objectif principal de mettre à jour les composantes technologiques dans les sites distants du Ministère, s'est terminé en septembre 2023. Il a permis de mettre à jour les composantes technologiques dans les sites distants du Ministère afin de réduire les risques de perte de services et d'atteinte à la sécurité de l'information, mais aussi de répondre aux besoins grandissants en matière d'audiences en salles virtuelles et de télétravail.
 - Le projet de Mise en place de la continuité des services TI et d'une relève informatique:
 - Volet infrastructures s'est terminé en septembre 2023.
3. Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants du système de justice, cet axe comprend notamment, le programme de gestion électronique du dossier de poursuite (GESTE).

Ce programme regroupe plusieurs projets:

- Le dossier d'affaires du troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires - Volet criminel » a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du trésor le 30 novembre 2021. L'objectif est de déployer les solutions développées dans les projets précédents et d'assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du DPCP;
- Le projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- Le projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires.

Il est à noter que les dépenses liées à ce Programme ne sont plus suivies distinctement. Pour le ministère de la Justice, le budget associé à ces dépenses est intégré dans son budget global.

Rappelons que la transformation de la Justice n'est pas qu'un projet technologique. Elle est d'abord un changement de culture et des façons de faire. Ces changements seront appuyés par des projets technologiques.

En date du 31 mars 2023, le PMRG avait finalisé son déploiement. Pour sa part, le PMIT a terminé son déploiement en cours de l'année 2023-2024. Ces deux mesures ont également atteint leurs cibles, tout en respectant les budgets prévus. En ce qui concerne les autres mesures, considérant le contexte pandémique et de pénurie de main-d'œuvre, la planification des travaux a été ajustée. Cela dit, le suivi actuel permet d'avancer que leur état de déploiement se trouve en respect des nouvelles planifications et des budgets prévus. La réalisation de ces mesures permet de bonifier les services offerts en matière de justice.

Question 132	Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.
--------------	--

Le 8 juin 2021, le Protecteur du citoyen a confirmé à la Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels que l'implantation des deux dernières recommandations finalise leur suivi du rapport d'enquête.

<div>Question 133</div>	Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le 28 février 2017.
-------------------------	--

En 2023-2024, il y a eu six départs à la retraite chez les juristes.

Note : Les données sont en date du 22 février 2024.

Question 134	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises en lien avec l'application du jugement A. c. Procureur général du Québec (2020 QCCS 3375) rendu en avril 2020.
--------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 135	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises à la suite de l'arrestation arbitraire par le SPVM de monsieur Mamadi III Fara Camara en janvier 2021.
--------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

<p>Question 136</p>	<p>Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.</p>
----------------------------	--

Le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière et le ministre de la Justice, M. Simon Jolin-Barrette, ont annoncé en mars 2021 un investissement de 19,2 M\$ sur cinq ans, en vue de mettre en œuvre des mesures concrètes visant à accroître l'accompagnement des autochtones en matière de justice.

Les mesures annoncées étaient les suivantes:

1) L'embauche d'intervenantes et d'intervenants autochtones additionnels responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels (7,7M\$/5 ans):

En 2023-2024, une somme de 1 274 260 \$ a permis de contribuer au maintien à l'emploi des 34 intervenants CAVAC offrant des services aux personnes victimes autochtones et la réfection de locaux en communautés pour certains de ces intervenants. Aussi, une somme de 330 000 \$ a également permis le maintien en emploi de deux intervenants auprès des victimes Atikamekw sous la responsabilité du Conseil de la Nation Atikamekw, d'un intervenant au sein du Centre de justice des Premiers peuples de Montréal et d'un intervenant sous la responsabilité du Mohawk Council of Akwesasne.

2) Le déploiement accru des services de conseillères et conseillers parajudiciaires aux autochtones (6 M\$/5 ans) : 1 476 000 \$ en 2023-2024. Cette mesure vise:

- l'ajustement de la rémunération des conseillères et conseillers parajudiciaires déjà en emploi;
- l'augmentation du financement lié au fonctionnement des organismes autochtones responsables de l'offre de services de conseillères et conseillers parajudiciaires;
- l'embauche de nouveaux conseillers parajudiciaires pour les Premières Nations et les Inuits.

3) L'amélioration et le déploiement des services d'interprètes en langues autochtones (5,5 M\$/5 ans):

Des discussions sont en cours avec les milieux inuit, cri et innu, afin de convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones dans le contexte d'activités liées à la justice.

Question 139	Liste des rencontres et des démarches entreprises auprès du gouvernement fédéral en lien avec l’harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.
--------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Question 140	Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec, incluant le ministère de la Justice et le ministère du Conseil exécutif, et le gouvernement fédéral en lien avec l’harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.
--------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Question 141	État de situation, au 31 mars 2024, des travaux du Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès. Indiquer les actions prévues pour 2024-2025.
--------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droit de la personnalité et d'état civil (PL 2) a été sanctionnée en juin 2022 et plusieurs dispositions sont entrées en vigueur. Ce projet de loi propose notamment un élargissement des règles relatives à la connaissance des origines en adoption et celles-ci entreront en vigueur le 8 juin 2024.

Un règlement concernant les modalités d'accès à une copie de l'acte de naissance primitif et des jugements ayant trait à l'adoption aux fins de l'article 583 du Code civil est actuellement en publication à la Gazette officielle du Québec pour une période de 45 jours.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui (PL 12), a été présentée le 23 février 2023 et a été sanctionnée le 6 juin 2023.

Trois règlements et un arrêté ministériel sont entrés en vigueur le 6 mars 2024, soit la date d'entrée en vigueur de la voie légale en grossesse pour autrui (GPA). Plus précisément, il s'agit:

- du Règlement relatif aux projets parentaux impliquant une grossesse pour autrui dans le cadre desquels les parties à la convention sont domiciliées au Québec;
- du Règlement sur la tenue de la rencontre d'information obligatoire dans le cadre de certains projets parentaux de grossesse pour autrui;
- du Règlement concernant les renseignements sur le profil de la personne qui a contribué à la procréation d'un enfant dans le cadre d'un projet parental;
- de l'Arrêté concernant la désignation des ordres professionnels pour permettre que leurs membres soient habilités à tenir une rencontre d'information obligatoire dans le cadre de certains projets parentaux de grossesse pour autrui.

Par ailleurs, un règlement est actuellement en publication à la Gazette officielle du Québec pour une période de 45 jours. Ce dernier est afférent à la GPA lorsque la mère porteuse est domiciliée hors Québec. Il est souhaité que ce règlement entre en vigueur le 6 juin 2024, soit la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions concernant la GPA hors Québec.

De plus, une campagne d'information visant les nouvelles règles en matière de GPA est en cours, et ce, jusqu'à la fin mars 2024.

Le projet de loi 56, Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale a été présenté le 27 mars 2024. Ce projet de loi porte sur la conjugalité et vise à instituer des droits et obligations entre les conjoints de fait qui deviennent les parents d'un enfant commun à compter du 30 juin 2025.

Question 151	Nombre de signalements reçus en 2022-2023 et en 2023-2024, par région du Québec, concernant des cas d'intimidation ou de risque suicidaire.
--------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 152	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services Sociaux.

<div>Q_{uestion} 153</div>	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés de la Direction de la protection de la jeunesse et des centres jeunesse. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.
------------------------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services Sociaux.

Question 157	Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.
--------------	---

Le projet pilote est déployé à ce jour dans les régions de la Capitale-Nationale (district de Québec), de l'Estrie (districts de Saint-François et Bedford), des Laurentides (district de Saint-Jérôme), de la Montérégie (districts de Longueuil et de Saint-Jean-sur-Richelieu), de Chaudière-Appalaches (districts de Montmagny, Frontenac, Beauce) et de Lanaudière (district de Joliette).

Un total de 55 dossiers a été référé vers la médiation en protection de la jeunesse en 2023-2024. Pour l'ensemble des districts du projet pilote, le montant payé en honoraires aux médiateurs pour les séances est de 23 212 \$ en 2023-2024.

Question 191	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
--------------	--

Toutes les recommandations sous la responsabilité du Ministère ont été réalisées avant l'exercice financier 2021-2022.

Question 192	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
--------------	---

Toutes les recommandations sous la responsabilité du Ministère ont été réalisées avant l'exercice financier 2021-2022.

Question 193	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
--------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.